

Sanctions à Pretoria

« J'ai vaincu les rouges et maintenant, je rejoins les verts. » Le général Magnus Malen a ainsi dissimulé, derrière un trait d'humour, lundi 29 juillet, sa déception d'avoir été rétrogradé du poste de ministre sud-africain de la défense à celui de ministre du logement et des eaux et forêts. Au tableau de chasse du président De Klerk figure l'autre « faucon » du gouvernement, M. Adriaan Vlok, qui abandonne le portefeuille de la loi et de l'ordre pour celui, moins en vue, du budget et des prisons.

Il aura donc fallu qu'éclate au grand jour le scandale de l'« Inkathagate » - le soutien financier accordé par le gouvernement au parti à dominante zoulou de M. Mangosuthu Buthelezi - pour que les mouvements d'opposition noire, le Congrès national africain (ANC) en tête, obtiennent, enfin, la mise sur la table des eaux qui, depuis des années, leur menaient la vie dure aux commandes de l'armée et de la police.

TROP de mensonges, trop de non-dits ont conduit Pretoria à lâcher du lest, confirmant les soupçons et les accusations d'une opposition noire qui se sent, aujourd'hui, revigorée. En visite au Mexique, M. Nelson Mandela, le président de l'ANC, ne vient-il pas d'affirmer qu'un « régime de duplicité » dans l'affaire de l'Inkatha le gouvernement de M. De Klerk n'était plus qualifié pour conduire le pays vers la démocratie ?

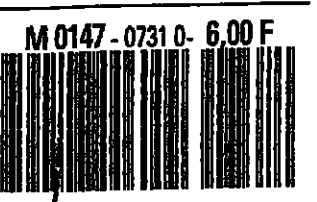
Ce scandale, dévoilé par la presse, éclate au plus mauvais moment pour M. De Klerk, dont certains - à droite comme à gauche - n'hésitent pas à demander la démission et dont ses compatriotes attendent, sur le sujet, des explications claires. L'affaire risque de compromettre les manœuvres préparatoires à la réunion d'une conférence constitutionnelle qui aura pour tâche d'imaginer les structures de la « nouvelle Afrique du Sud », libérée de l'apartheid.

Le temps paraît déjà lointain. Les MM. De Klerk et Mandela faisaient assaut d'amabilité. Mais deux hommes seuls peuvent-ils construire un nouveau pays ? C'était un peu téméraire de le penser. Le chef de l'Etat n'est-il pas prisonnier d'une partie de la communauté blanche, qui s'est engagée à reculer sur le chemin des réformes et qui, pour survivre, a toujours essayé de diviser le monde noir ?

M. Mandela, qui prêche à travers le monde - aujourd'hui, en Amérique latine - le maintien des sanctions économiques contre Pretoria sans être bien entendu, n'est pas, lui non plus, tout à fait libre de ses mouvements. Le président de l'ANC doit calmer l'impétuosité des militants les plus jeunes, qui rêvent d'en découdre avec le pouvoir blanc. Aussi n'a-t-il pas renoncé à exiger la formation d'un gouvernement intérimaire et la réunion d'une Assemblée constituante. Il a même évoqué un possible « retour à la lutte armée » si le chef de l'Etat « ne répond pas à [notre] attente ».

Cette crise de confiance n'est peut-être pas aussi profonde qu'il paraît, chaque partie cherchant, en début de négociation, à faire de la surenchère et à camper sur des positions de force. Il n'en demeure pas moins que la « mise au vert » du général Malen et de M. Vlok sonne comme une victoire pour l'ANC, qui ne l'attendait pas si tôt.

Lire page 3 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER



Le début des entretiens de Moscou

MM. Bush et Gorbatchev célèbrent la « coopération »

MM. Bush et Gorbatchev ont ouvert sous le signe de la coopération, mardi 30 juillet à Moscou, le premier sommet de l'après-guerre froide. « Le président Gorbatchev et moi espérons forger des relations fondées non sur la confrontation militaire mais sur la coopération économique et en matière de sécurité », a déclaré M. Bush. M. Gorbatchev a estimé que le traité START qui sera signé mercredi marquait « l'irréversibilité des changements fondamentaux ».

Un sommet, des rencontres...

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

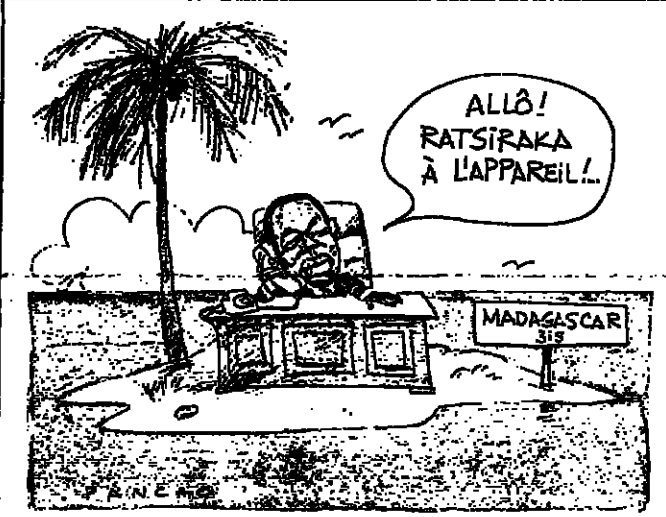
A priori on ne s'attendait pas à de grands bouleversements pour ce nouveau sommet soviéto-américain des 30 et 31 juillet à Moscou qui doit s'achever avec la signature de l'accord historique de réduction des armes nucléaires stratégiques (START), en négociation depuis l'ère Brejnev. Pourtant, ce premier sommet de l'après-guerre froide ne devait ressembler en rien aux précédents, puisqu'il s'agit pour le président américain d'effectuer, à cette occasion, un périlleux exercice d'équilibre exploratoire face à une Union soviétique en constante mutation. M. Bush doit, en effet, s'entretenir, en différents endroits du pays, avec plusieurs présidents, qui ont des opinions totalement différentes sur les principaux sujets de discussion. Malgré ces étonnances, c'est qu'il s'agit d'un véritable sommet Bush-Gorbatchev.

Le porte-parole de la présidence soviétique, M. Vitali Ignatenko, a néanmoins créé la surprise, lundi 29 juillet, en annonçant que le président de la Russie, M. Boris Eltsine, et celui du Kazakhstan, M. Nursultan Nazarbaïev, figureraient parmi les membres de la délégation officielle soviétique. Cette délégation ne devait toutefois pas jouer un grand rôle : les « négociations » élargies, à la suite du premier tête-à-tête Bush-Gorbatchev, auxquelles elle devait participer mardi matin, ne devaient durer qu'une demi-heure.

avant le déjeuner de travail réunissant l'ensemble des participants. Mais M. Gorbatchev a tenu à faire participer les présidents de deux des principales Républiques soviétiques, pour témoigner de la réalité de l'accord passé le 23 avril avec neuf des quinze Républiques de l'URSS qui doit aboutir à la signature d'un traité de l'Union.

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 4



L'opposition malgache a rejeté, lundi 29 juillet, les concessions faites la veille par le président Didier Ratsiraka, qui avait fait libérer les quatre membres du gouvernement transitoire enlevés au cours des derniers jours, dont le « premier ministre », M. Albert Zafy.

Lire page 22 l'article de JEAN HÉLÈNE

Le scandale de la banque internationale

Le fondateur de la BCCI est inculpé aux Etats-Unis

La Haute Cour de Londres devait se prononcer, mardi 30 juillet, sur la liquidation de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), au centre d'une gigantesque fraude bancaire. La veille, aux Etats-Unis, les autorités judiciaires avaient inculpé deux des anciens responsables de la banque, dont son fondateur, de fraude, de vol et de blanchiment d'argent de la drogue. Les autorités monétaires ont condamné la BCCI à une amende de 200 millions de dollars.

L'écheveau américain

NEW-YORK

de notre correspondant

« En présence de nos parents, M. et M<sup>me</sup> Samuel Edward Erickson et M. et M<sup>me</sup> Joseph Edward Musella, vous êtes invité à être des nôtres le dimanche 9 octobre 1988 sur la pelouse du Golf Club de Tarpon Springs, Floride, pour célébrer le début de notre nouvelle vie. » Signé Kathleen C. Erickson et Robert L. Musella. Munis du précieux

carton d'invitation, les nombreux invités des jeunes époux ont célébré ce jour-là, à proximité de la ville de Tampa, le mariage de leurs nouveaux amis. En toute innocence. Mais, dans la soirée, trouquant bien malgré eux leur coupe de champagne contre une paire de menottes, quatre-vingt-cinq personnes étaient interpellées. Neuf d'entre elles, finalement retenues pour un long interrogatoire, avaient compris - mais trop tard - que la « noce » était une souricière.

Faux fiancés, Kathleen et Robert étaient de vrais inspecteurs des douanes américaines, infiltrés depuis plus de deux ans dans le cartel colombien de Medellín. Faux invités, les convives étaient en revanche de véritables truands en col blanc. Parmi eux figuraient des « passeurs », des petits bonnets de la drogue, mais aussi plusieurs dirigeants de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), installés aux Etats-Unis, à Panama - où était initialement « lavé » l'argent sale avant d'être transféré en Floride, au siège de la BCCI à Miami - ou en France. Parmi eux M. Ian Howard, le directeur de la succursale parisienne de cette banque déjà multinationale. Finalement, à l'issue d'un « guilty plea », une transaction conclue avec les autorités judiciaires américaines, la BCCI plaide coupable en janvier 1990 de blanchiment d'argent de la drogue.

SERGE MARTI

Lire la suite et nos informations, page 15

La réforme hospitalière partiellement annulée

Le Conseil constitutionnel a jugé « contraire au principe d'égalité » l'article 8 de la loi sur la réforme hospitalière, prévoyant que les chefs de service seraient nommés par le ministre de la santé et les chefs de département par le conseil d'administration de l'établissement hospitalier. Le Conseil avait été saisi par des sénateurs de l'opposition, qui avaient repris les arguments de nombreux « patrons » des hôpitaux.

Lire page 8 l'article de FRANCK NOUCHI

Le SME contre la France

Le système monétaire européen a-t-il atteint ses limites ? La France, pays désormais vertueux en matière d'inflation, se voit en tout cas bien mal récompensée. Le fonctionnement du SME oblige l'économie française à supporter des taux d'intérêt record. Francfort fait ainsi supporter par Paris une part importante du coût de la réunification. Au prix d'un chômage accru de ce côté du Rhin.

Lire page 14 l'article de FRANÇOIS RENARD

La liquidation de Sud-Marine

La décision du tribunal de commerce de Marseille de mettre en liquidation le chantier naval de Sud-Marine a provoqué la colère des salariés des cinq sociétés du groupe, qui ont décidé en assemblée générale d'occuper « jour et nuit » le site de Sud-Marine, à Mourépiane. Après la longue agonie de la Normed, la fin de Sud-Marine est un nouveau coup pour l'activité de la région et pour les nombreux sous-traitants.

Lire page 14 les articles de FRANÇOIS GROSCHARD et de GUY PORTE

IRVING EN POCHE



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 9 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 3 P; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 180 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 F.; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suisse, 16 KRS; Suisse, 1,90 FR; USA (Pvt), 2 \$; USA (Libra), 2,50 \$.

Dossier : le Golfe un an après

L'obstacle Saddam Hussein

La survie politique du président irakien n'en finit pas d'embarrasser M. George Bush

par Jean-Pierre Longellier

« La main que tu ne peux couper, embrasse-la », conseille un proverbe arabe. Mais il arrive qu'on ne puisse faire usage ni du glaive ni du baiser. Tel est le dilemme de George Bush face à Saddam Hussein, un an après l'invasion du Koweït. Comment éliminer un dictateur hors d'attente ? Comment le briser sans lui faire une nouvelle guerre ? Comment continuer de le châtier sans aggraver les souffrances de son peuple ? Bref, comment « vivre avec Saddam » ?

Il est rare que les généraux vaincus perpétuent leur règne. Saddam Hussein fait exception. Rescapé de deux guerres et de mille complots, il avait « programmé » sa défaite militaire, tenant d'avance sa survie personnelle pour une victoire politique. L'épreuve ne paraît guère l'avoir transformé, encore moins assagi. La contrition n'étant pas son genre, sa mésaventure koweïtienne ne lui a inspiré aucun mot de regret. Les chantages officiels le comparent de nouveau au « soleil et à la lune », à « l'eau des deux fleuves » (le Tigre et l'Euphrate). A en juger par ses plus récentes diatribes, sa morgue est indemne. Le 17 juillet - fête nationale - Saddam Hussein fustigeait, pour

la énième fois, l'« Amérique criminelle » au service du « complot sioniste ». En la télévision diffusait une « danse de la jubilation ». Les Irakiens auraient sans doute préféré qu'on s'intéressât un peu plus à leurs difficultés quotidiennes. Exténués, démoralisés, certains - malgré la peur - osent l'irrévérence envers le dictateur, mais leur audace n'a aucun effet politique immédiat. La bourgeoisie sunnite de Bagdad, qui naguère s'accommoda du parti Baas, sans forcément l'aimer, tient rancune à son chef d'avoir ruiné le rêve de prospérité d'un pays riche de pétrole et de son « croissant fertile ».

Lire la suite page 6 ainsi que, pages 6 et 7, les articles de FRANÇOISE CHIPPAUX, JEAN GUEYRAS, JACQUES ISNARD, SERGE MARTI et VÉRONIQUE MAURUS

Lire aussi nos informations page 22

La CEE et la crise yougoslave

Les Douze proposent d'élargir à la Croatie la mission des observateurs

Voyage avec Colomb

II. - Gènes, ville cruelle

Colomb va-t-il sauver sa ville natale ? Fâchée avec son port, Gènes utilise le souvenir du navigateur pour renflouer. Gènes où fut inventé le capitalisme...

Lire page 2

Le deuxième volet du feuilleton d'EDWY PLENEL

SCIENCE ♦ MÉDECINE

■ Les traitements incertains du sida. ■ La planète des songes. ■ Un bassin d'essai à La Seyne. pages 11 et 12

Le sommaire complet se trouve page 22

# Voyage avec Colomb



Christophe Colomb montre à ses marins la première terre découverte dans l'archipel des Bahamas, l'île Guanahani. (Peinture du XVII<sup>e</sup> siècle. Monastère de la Rabida, Espagne.)

**G**ÈNES. — En cherchant la mer, on trouve une autoroute. Une voie express qui longe la ville, la coupe de son littoral, l'enferme et la mutilé. Un flot de voitures suspendues qui barre en leur milieu les demeures ornées de tours de ce qui fut un quai. Un déversoir de gaz carbonique à hauteur des trompes d'œil de la Banque de Saint-Georges, dont le splendide palais semble prisonnier de cette rampe de métal. La méprise est totale. Suivre Colomb, c'était évidemment partir d'un port, le prendre en filature dans une foule de marins, le repérer de bassin de radoub en dock de carénage. Gênes en a décidé autrement.

C'est une ville fichée avec son port. Une cité brouillée avec sa raison d'être. « On ne peut pas tomber plus bas », dit Carlo Repetti. Au plafond du bureau, une ancienne chambre de palazzo, un barbu ventru et une femme nue dispersent généreusement une pluie dorée. Fertilité et richesse. Sous le regard de Repetti, c'est un souvenir ou une promesse. Il est assesseur à la culture de la municipalité, médecin d'une ville malade. « Le vieux port était dans la ville, le port moderne en a été séparé. Entre les usines, les entrepôts, la barrière douanière, dix kilomètres de littoral sont inaccessibles. Deux mondes. Les vrais patrons du port, c'étaient les dockers, une corporation protégée, sous le fascisme comme après. La droite a voulu reconquérir cette partie de la ville. Cette lutte a mis le port à genoux. Aujourd'hui, nous sommes devancés par Trieste et Marseille, même Savone nous pique des marchés. Gênes avait un trésor, un port parfait, un accès direct au cœur de l'Europe. Prisonnière de son histoire, elle n'a pas su s'adapter. »

Gênes n'était pas seulement le premier port d'Italie, mais aussi la première ville sidérurgique, le premier chantier naval. Trois activités sinistrées en dix ans. De 9 000 hier, les dockers sont aujourd'hui 2 000, et les machines à calculer des experts fixent le « chiffre idéal » à 800. Le chômage frôle déjà les 10 % de la population active. Sixième ville d'Italie en 1968 avec 850 000 habitants, Gênes en a perdu depuis 150 000. La « Superbe », l'égalité et la rivalité de Venise, ce ne serait donc plus que cela : une énigme image de la crise, avec son lot de déchirures et de détresses ? Pourtant Gênes est toujours la deuxième ville d'Italie pour l'importance des dépôts bancaires. Elle est riche mais d'une richesse dormante, cachée, enfouie. D'une richesse sans risques, héritage d'aventures oubliées, dividendes de la découverte américaine.

« **T**ROP de faveurs tue. » Entre passé et présent, le sort de Gênes évoque ce titre de l'une des *Chroniques italiennes* de Stendhal. La ville de Colomb était à l'avant-poste, frayant la voie. « Gênes a toujours été, et à la mesure de tous les temps, la ville capitaliste par excellence. » Le jugement est de Fernand Braudel, charmé par cette cité étrange et paradoxale, défavorisée et fragile, ceinte d'un rideau de montagnes stériles, dont la puissance s'est imposée « autour d'un point presque immatériel », une « poignée de banquiers-financiers » qui la portèrent aux sommets de la vie mondiale des affaires. Gênes fut le laboratoire du capi-

talisme, où se dessinèrent les lignes de force et l'ambition planétaire de cette économie-monde qui, sous nos yeux, de Berlin à Moscou, achève son expansion. Braudel encore : « *Monstre d'intelligence, de dureté à l'occasion, Gênes n'est-elle pas condamnée à s'approprier le monde, ou à ne pas être ?* »

**D**ANS le tournant majeur que négocie l'économie occidentale autour de 1450, de l'Orient vers l'Occident, de la Méditerranée vers l'Atlantique, Gênes donne la cadence. L'un de ses historiens, Jacques Heers, a souligné sa vitalité démographique — 100 000 habitants, sans doute la plus forte densité d'Europe, « des maisons dressées très haut, des rues presque impraticables, un entassement exceptionnel ». Il a aussi minutieusement décrit cette institution révolutionnaire inventée au début du XV<sup>e</sup> siècle par l'aristocratie urbaine et marchande, créancière de la commune : la *Casa di San Giorgio*. A la fois banque privée, administration publique et cour des comptes municipale, Saint-Georges contrôlera la dette publique et le monopole du sel, les gabelles et les colonies, les navires et les prêts, un pouvoir tout à la fois monétaire, fiscal, politique et économique. Et c'est ainsi qu'après Colomb, dans une discrétion proverbiale, Gênes deviendra l'arbitre de la fortune de l'Europe, le financier de l'Espagne et la banque de l'Amérique.

Au tour du navigateur, histoire collective et aventure individuelle fusionnent dans un prodigieux passage de témoin. On comprend que la Gênes de maintenant ait du mal à s'en remettre, repliée sur le souvenir de sa splendeur. L'argent est encore là, mais comme minéralisé, érodé par les siècles. Seuls les cimetières étaient une opulence qu'en ville les persiennes dissimulent. « *L'or naît aux Indes, meurt en Espagne, est enterré à Gênes* », a écrit un poète pour décrire le fruit du rêve, le siècle d'après Colomb. Colomb qui, justement, reprend du service pour réconcilier sa ville avec elle-même.

« **L**e cinquième centenaire, explique Carlo Repetti, c'est une occasion. Une occasion pour renaitre, pour reconquérir la mer, pour ouvrir une porte sur le port. » Le bon usage génois de Colomb est d'en faire un cheval de Troie postindustriel, fourrier

## 2. Gênes, ville cruelle

par Edwy Plenel

d'un retour futuriste aux origines, sous le label « *Colombo '92* ». En brandissant les origines génoises du navigateur, Gênes a obtenu du Comité international des expositions de pouvoir réaliser, en 1992, une « exposition internationale spécialisée » la même année que l'Exposition universelle de Séville alors qu'en règle générale les « universelles » ne souffrent pas de concurrence.

Le thème de l'éphémère exposition génoise — « *Le navire et la mer* » — importe peu, l'essentiel est ailleurs. Gênes, demain, sera ce qu'en fera l'un de ses fils, cosmopolite, voyageur et parfois même marin. Ces jours-ci, il est au Japon, en train de façonner l'aéroport d'Osaka. Renzo Piano, l'architecte de Beaubourg à Paris et du Musée de Menil à Houston, a reçu ce cadeau d'enfant prodige : un port à remodeler, une mer à retrouver. Le Renzo Piano Building Workshop, où se côtoient dix-neuf nationalités, est le laboratoire du rêve génois. Concentré sur cinq

hectares, le chantier est à l'emplacement même du vieux port. Le port moderne ira s'étendre plus loin sur la côte, libérant la ville. Et, dans moins d'un an, le voyageur pourra enfin dévaler les ruelles sombres, se promener sur les quais et aspirer l'air du large.

**C**OLOMB réussira-t-il à tirer Gênes de sa torpeur ? Les officiels ont joliment désigné l'adversaire de leur parti : « *cultura della lamentazione* », un mélange de conservatisme et d'individualisme. C'est un vieux héritage, la ligne de partage entre Venise et Gênes. Deux républiques riches et dominatrices, ayant étendu leur pouvoir un peu partout en Méditerranée. L'une, Venise, garde jalousement son indépendance jusqu'aux guerres napoléoniennes parce que la cité des doges avait appris à résister aux querelles de familles. L'autre, Gênes, la perd faute d'unité, s'engageant d'une alliance française à une protection espagnole au gré de luttes de pouvoir fratricides. L'individualisme, péché mortel du capitalisme ? Chacun pour soi et la banque pour tous... L'un des auteurs du livre collectif édité par la municipalité pour 1992 s'interroge : « *Cet état d'esprit, qui vient aussi d'un excès d'orgueil, fut la faiblesse de Gênes. Les faiblesses du Gênes moderne ne reposent-elles pas sur cette incapacité à trouver des solutions communes ?* »

« **L**e jeu de massacre, c'est le sport préféré de cette ville. » Journaliste à la *Stampa*, Paolo Lingua est impitoyable avec la ville qu'il aime, non sans excuses : « *Dans un pays dont l'unification n'est que centenaire, nous n'avons pas encore le sentiment d'appartenance. Le cosmopolitisme de l'argent est notre seul dénominateur commun.* » A l'en croire, les festivités colombiennes ne seraient qu'une affaire

ne dort pas : le vieux Gênes est connu pour ses caves où s'entassent des immigrants, à vingt, vingt-cinq ou trente, pour 15 000 F par mois.

Gênes, ville cruelle. Cruelle avec ses chômeurs, ses dockers, ses immigrants, ses politiques, avec elle-même, avec ses ennemis. C'est la seule cité d'Italie — du monde ? — où l'on peut croiser un « monument d'infamie », une simple colonne cachée dans un recoin au pied de laquelle est enterrée la tête d'un traître passé au service de Venise. Venise, terrible rivale. Un jour de 1298, une grande fête avait salué le défilé dans les rues du vieux port de 7 400 prisonniers vénitiens, enchaînés, vaincus d'une terrible bataille navale sur la côte dalmate. Parmi eux, un marchand encore inconnu qui, dans sa prison génoise, rencontra un Pisan, écrivain de profession, en français de préférence, alors langue de cour. De leur collaboration naquit le récit romancé des fabuleux voyages de ce marchand de Venise, admirablement titré *Devisement du monde*, révélation des « *grandes merveilles et diversités de la Grande Arménie, et de la Perse, et des Tartares, et de l'Inde* ». Voici sans doute le secret d'enfance : une lecture, un conte sans pareil, ce *Livre des merveilles* de Marco Polo dont Colomb adulte tentera de recréer mot à mot l'illusion magique.

**L**a mer, enfin ! Gênes n'en finissait pas de nous ramener à terre, retardant le départ. Pour se libérer de cette torpeur envahissante, on avait vagabondé dans la vieille ville à la recherche d'un port chimérique, côtoyant les travestis dont elle s'est fait une spécialité depuis l'après-guerre, sagement assis sous de petites lanternes rouges à l'entrée de leurs chambres de jeunes filles. Comme un souvenir de marins en bordée, on avait ensuite écouté *Genova per noi*, cette chanson rauque où Paolo Conte se demande si Gênes ne va pas l'engloutir. Puis on avait quand même trouvé un vrai marin, Giulio Frezza, que sa dernière équipée avait mené à Akaba, en pleine guerre du Golfe, et qui, autour de rougets tout juste pêchés, évoquait son ancienne vie de plongeur sur des plates-formes pétrolières, quatre mois sans alcool ni femmes, des colosses texans bagarreurs, le couteau impatient et faillé. Et on avait fini par partir, direction Savone, en saluant le monument offert en 1862 par sa patrie à Colomb, exilé face à la gare ferroviaire, où l'Amérique est une femme assise aux pieds de l'Amiral.

La mer, à perte de vue. Petite et allongée, la maison s'avance sur un promontoire rocheux telle la proue d'un navire. Seule, isolée. Au loin, en bas, Savone et son port ; à droite, Noli et sa plage. De l'espace, de l'air. Trois villes silencieuses, un chien criard, on ne voit pas. C'est ici, au lieu dit Valcanta, à une quarantaine de kilomètres de Gênes, qu'en 1474 s'installa Domenico Colombo, après avoir quitté quatre ans plus tôt la « Superbe » pour Savone. Les trois fils, Cristoforo, Bartolomeo et Diego, suivirent le mouvement. Toujours tisserand, Domenico tenait aussi une taverne, où il vendait du vin et des fromages. Pourquoi ce changement, ce repli, cette maison à l'écart ?

**L**a politique, sans doute. Domenico était à Gênes un activiste, un partisan des Fregoso, impliqué dans les troubles et les émeutes qui faisaient et défaisaient la République, et surtout lié aux Fieschi, seigneurs campagnards, maîtres de terres et de fiefs, opposés à l'aristocratie marchande. Les Colomb fuyaient-ils quelque intrigue, complot raté, conjuration avortée ? On ne sait. En tout cas, Savone ce n'est déjà plus Gênes, comme se plaît à le rappeler son maire, Armando Magliotto : « *Gênes, ce n'est pas la Ligurie. Elle n'a jamais réussi à imposer son hégémonie sur la région. Pas plus hier qu'aujourd'hui.* » Savone garde en mémoire de mauvais souvenirs : au XV<sup>e</sup> siècle, les Génois ont ensablé son port et rasé sa vieille ville pour y construire une forteresse.

Savone cultive sa différence, préférant, pour le cinquième centenaire, « regarder de l'autre côté, vers la Caraïbe et l'Amérique latine, car c'est le moment de payer ses dettes ». La municipalité a donc offert un générateur à une petite île sans électricité de Saint-Domingue, baptisée « Savona » par Colomb en l'honneur de la fiancée savonnaise d'un de ses matelots. C'est de Savone qu'eurent lieu ses premiers grands départs, notamment pour Chios, cette île de la mer Egée où il approcha enfin l'Orient rêvé. Puis, un jour de 1476, à Noli, à dix kilomètres de Savone, il s'embarqua à vingt-cinq ans sur le *Bechella*, un navire qui faisait route vers Londres et la Flandre. Un voyage qui faillit être le dernier...

Prochain article :

Un rêve sauvé du naufrage

Retrouvez les épisodes de « *Voyage avec Colomb* » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15



Vagabondage dans le vieux Gênes à la recherche d'un port chimérique...



## ÉTRANGER

YOUGOSLAVIE : l'aggravation de la crise

### La présidence fédérale se réunit à Belgrade

Le chef de l'Etat yougoslave, le Croate Slobodan Milosevic, a convoqué la présidence fédérale pour mardi matin 30 juillet à Belgrade. Cette réunion élargie, à laquelle devaient assister les présidents des six Républiques yougoslaves, le premier ministre fédéral et les ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, se tenait alors que la crise s'est aggravée ces derniers jours.

Selon des bilans, non officiels, entre trente et cent quatre-vingts personnes auraient été tuées lors des récents affrontements serbo-croates, dans la Banja, en Croatie (le Monde du 30 juillet).

Cette région, habitée par une forte minorité serbe, au sud de Zagreb, la capitale croate, à la frontière avec la Bosnie-Herzégovine, est le théâtre de violents affrontements entre Serbes et Croates. C'est l'un des derniers fronts ouverts, ces dernières semaines, dans les zones à forte minorité serbe de Croatie. De nombreux habitants croates des villages où se sont déroulés les combats ont déjà pris le chemin de l'exil.

D'autres affrontements se déroulent sporadiquement, mais de manière tout aussi sanglante, en Slavonie, à l'est de la Croatie.

#### Une lutte « sans merci »

Le président du Parlement croate, M. Zarko Djindjic, a affirmé pour sa part, lundi à Zagreb, que la Croatie continuerait

à livrer une lutte « sans merci » pour l'indépendance. « Il semble maintenant que la Croatie soit en train de perdre la guerre, mais la guerre vient de commencer. (...) Il s'agit d'une chance historique de réaliser ce que le peuple croate a toujours voulu, une Croatie libre et souveraine. La Croatie et son gouvernement n'en dévieront jamais et ne renonceront jamais à cet objectif, quel que soit le nombre de victimes et le coût », a-t-il ajouté.

D'autre part, l'armée fédérale a commencé, lundi, le retrait d'une partie de ses forces de Slavonie, l'autre République sécessionniste. Un convoi de vingt-sept chars et de dix-sept blindés de transport de troupes a été chargé sur des trains à Logatec, à l'ouest de la capitale, Ljubljana.

L'armée fédérale et les forces territoriales slovènes ont également échangé du matériel pris lors des affrontements du début du mois. (AFP, Reuters, AP)

### Le gouvernement yougoslave demande au Club de Paris le réajustement de sa dette extérieure

Le gouvernement yougoslave va demander le réajustement de sa dette au Club de Paris (qui regroupe les créanciers officiels étrangers), a annoncé lundi 29 juillet M. Zarko Djindjic, vice-président de la banque nationale yougoslave. Le montant total de la dette extérieure est estimé à 14,6 milliards de dollars (87,6 milliards de francs), dont la Yougoslavie devait rembourser cette année 1,3 milliard de dollars. Le gouver-

Réunis lundi 29 juillet à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne ont décidé d'envoyer à nouveau la troïka en Yougoslavie. Celle-ci doit proposer, à toutes les parties en conflit, l'extension à la Croatie de l'actuelle mission de contrôle de la CEE, chargée de veiller au respect du cessez-le-feu en Slavonie.

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

La troïka ministérielle européenne (composée des ministres des Affaires étrangères néerlandais, luxembourgeois et portugais) se rendra, vendredi 2 août, pour la quatrième fois en Yougoslavie, afin d'essayer de consolider le cessez-le-feu et de débiter avec les différentes parties

intéressées des modalités d'extension à la Croatie de la mission des observateurs de la Communauté. Ces derniers sont actuellement une cinquantaine, exerçant leur activité en Slavonie. Leur nombre sera porté à « 100, 150, 200 ou plus », pour représenter la forme de M. Hans van den Broek, le ministre néerlandais des Affaires étrangères, qui préside les travaux des Douze. Ils seront déployés dans les zones sensibles de Croatie, où les Serbes sont nombreux et les accrochages fréquents (Slavonie, Krajina), leur mission consistant à superviser les interventions de patrouilles mixtes, composées de membres de l'armée fédérale et de la garde nationale croate.

Le projet de création de patrouilles mixtes, proposé par les Douze à l'initiative de M. van den Broek, a été approuvé par les personnalités yougoslaves qui participent à cette réunion des ministres des Affaires étrangères de la CEE : MM. Ante Markovic et Budimir Loncar, premier ministre et ministre des Affaires étrangères du gouvernement yougoslave, MM. Vasil Tupurkovski et Bogje Bogosiev, les membres macédoniens et bosniaques de la troïka collégiale.

« La priorité numéro un, c'est la possibilité de consolider le cessez-le-feu ; si l'on ne met pas fin aux hostilités et à la violence, cela ne sert pas à grand-chose de discuter de l'avenir du pays », a souligné M. van den Broek. La troïka va donc vérifier sur place si toutes les parties en conflit, au-delà de celles qui étaient représentées à Bruxelles, se considèrent toujours tenues par les accords conclus avec la CEE à Brioni, et sont prêtes à le faire respecter. La troïka vérifiera également si elles acceptent de donner des garanties concernant la sécurité des observateurs européens ; si elles ratifient le

principe de patrouilles mixtes et le retour dans les casernes des forces armées qui n'y participent pas.

« Nous avons besoin de l'appui de tout le monde, de l'ensemble du gouvernement yougoslave, y compris du ministre de la Défense, du gouvernement croate et du gouvernement serbe », a souligné M. van den Broek. Les membres macédoniens et bosniaques de la présidence collégiale ont estimé qu'ils pouvaient se porter garants pour les Serbes mais, apparemment, les Douze préféreraient la vie de leurs observateurs (on se souvient du sort tragique de ceux envoyés par la France à Beyrouth) et expliquent que pour vérifier le cessez-le-feu, il est nécessaire que celui-ci soit effectivement imposé par les autorités régionales et locales.

Les Européens entendent vérifier que chacun, dans son camp, contrôle suffisamment la situation, ils ont le souci de ne pas exposer inutilement la vie de leurs observateurs (on se souvient du sort tragique de ceux envoyés par la France à Beyrouth) et expliquent que pour vérifier le cessez-le-feu, il est nécessaire que celui-ci soit effectivement imposé par les autorités régionales et locales.

#### Pas de force d'interposition pour l'instant

La troïka devra débattre des conditions concrètes dans lesquelles la mission de surveillance pourra travailler (logistique, approvisionnement, liaison avec l'armée, avec la garde croate). Dans l'état actuel de la réflexion des Douze, les observateurs de la CEE ne seront pas armés, mais le débat sur l'opportunité de les doter d'une arme de poing (revolver) pour permettre un minimum de légitime défense se poursuit. Il faudra, en outre, préciser si l'un des objectifs des patrouilles mixtes sera de désarmer les milices d'extrême droite en Croatie, appartenant à l'armée fédérale, ni à la garde croate. Une commission fédérale de cessez-le-feu devrait être mise en place à l'initiative de la présidence collégiale yougoslave mardi ou mercredi.

La majorité des participants a estimé prématuré d'envisager à ce stade l'envoi d'une force européenne d'interposition ; la Communauté n'est guère préparée pour ce type d'intervention dont, du côté français, on n'enlève cependant pas l'éventualité. M. Ante Markovic, le premier ministre yougoslave, a souligné que « le cessez-le-feu ne signifie pas la paix ». Selon lui, la guerre civile pourra reprendre si les trois mois de répit qu'offrent les accords de Brioni ne sont pas mis à profit pour rétablir le fonctionnement normal du pays - empêcher l'isolement de certaines régions, assurer la libre circulation des personnes et des biens - et pour relancer l'économie. « Il y a 1,6 million de chômeurs, et ce chiffre pourrait bientôt doubler avec la menace d'explosion sociale que cela comporte », a-t-il insisté.

M. van den Broek a enfin indiqué que la Communauté pourrait reprendre son aide économique, actuellement gelée, et même l'accroître si des signes tangibles de retour à la paix civile devenaient perceptibles. A première vue, la conférence sur l'avenir constitutionnel du pays, qui devrait s'ouvrir le 1er août, est jugée positive. Mais les Douze restent près à apporter leur soutien dans ce domaine qu'ils jugent primordial, au-delà des efforts de pacification actuelle. C'est en particulier le point de vue de la France.

PHILIPPE LEMAÎTRE

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : une victoire pour M. Nelson Mandela

### Deux ministres mêlés à l'« Inkathagate » perdent leur poste

Vingt-quatre heures avant de s'exprimer publiquement sur ce qu'il est maintenant convenu d'appeler l'« Inkathagate », le président Frederik De Klerk a procédé, lundi soir 29 juillet, à un remaniement ministériel, qui se traduit par la « mise à l'ombre » de M. Adriaan Vlok et du général Magnus Malan, respectivement ministre de la loi et de l'ordre et ministre de la Défense.

JOHANNESBOURG  
de notre correspondant

Le soutien financier apporté par le gouvernement à l'Inkatha, le parti à dominante zouloue de M. Mangosuthu Buthelezi, a été fatal à deux ministres depuis longtemps dans la colline des forces anti-apartheid : M. Vlok et le général Malan perdent leur portefeuille. Ils ne quittent pas le gouvernement mais héritent de responsabilités subalternes. Le pre-

mier à la charge des prisons. Le second s'occupe des eaux et forêts. Ils sont remplacés par MM. Hermanus Kriel et Rolf Meyer, qui, précédemment, étaient respectivement ministre du développement régional et ministre-adjoint au développement constitutionnel.

M. Kriel, cinquante ans, fidèle du Parti national (NP), fut un ardent défenseur des thèses de M. John Vorster sur le développement séparé. Le nouveau ministre de la loi et de l'ordre croit fermement qu'il ne peut y avoir de solution viable pour l'Afrique du Sud sans reconnaissance explicite de groupes raciaux, spécifiquement représentés dans le système politique.

Quant à M. Meyer, il est, à quarante-quatre ans, une étoile filante du NP. Nommé ministre-adjoint de la loi et de l'ordre en 1986, il occupa le même poste au développement constitutionnel en 1988 et fut confirmé dans ses fonctions en 1989 et 1990. Il fit partie de la délégation gouvernementale qui représenta le Congrès national africain (ANC) pour la première fois, à

Groot Schuur, près du Cap, du 2 au 4 mai 1990.

Deux ministres, MM. Gert Korte et Piet Claas, ont, en outre, annoncé leur « retraite » volontaire, pour des raisons personnelles, à partir du 1er octobre. M. Stoffel Van der Merwe, un proche du président De Klerk, abandonnera, lui, à compter du 30 août, son portefeuille de l'éducation et de la formation pour se consacrer à l'expansion du Parti national. Poste créé, selon le chef de l'Etat, pour répondre à l'intérêt croissant suscité par l'ouverture du NP aux « non-blancs ».

#### Un geste

en direction de l'ANC

C'est donc officiellement pour « rapprocher les partisans et « éliger la charge de travail » de certains autres ministres que M. De Klerk a jugé bon de remanier son cabinet. Difficile, cependant, de ne pas voir, dans cette décision du chef de l'Etat, un geste en direction de l'ANC, à la veille des élections qu'il doit donner à la nation sur les fonds alloués

par ses services au parti de M. Buthelezi.

Le scandale soulevé par les révélations du *Weekly Mail* avait, paradoxalement, incité la classe politique au consensus. C'est quasiment à l'unanimité que - de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'échiquier politique - on réclamait des réformes. Le Parti conservateur voulait celles du président et de tous ses ministres. Le Congrès panafricain (PAC) et l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) aussi. L'ANC, moins vorace, n'exigeait que « celles de M. Vlok et Malan. Vieilles revendications nées avec l'explosion de violences, en août 1990, entre membres de l'Inkatha et militants de l'ANC dans les ghettos noirs de la région de Johannesburg, où l'on a relevé plus de deux mille morts en un an.

A maintes reprises, M. Nelson Mandela avait dénoncé les collusion entre les services de MM. Vlok et Malan et l'Inkatha, fournissant des informations qui, jusqu'à maintenant, n'avaient pas été prises en considération. Le 5 avril, soudain

conscient d'avoir été « dupé » depuis sa sortie de prison, le président de l'ANC avait haussé le ton. Dans un ultimatum en sept points, il demandait au président De Klerk de prouver sa bonne volonté en même temps que son engagement dans le processus de négociation.

Très embarrassé, le pouvoir avait répondu partiellement à chacune des exigences de l'ANC, à l'exception de la demande de démission de MM. Vlok et Malan. Deux hommes que M. De Klerk s'ingéniait à protéger depuis plusieurs mois. L'ANC décidait alors de se retirer du processus de négociation sur la nouvelle Constitution, qui, à vrai dire, n'a jamais commencé.

Le langage de la fermeté a payé. Autodéclaré de son titre récent de président de l'ANC, soutenu par une nouvelle direction, plus jeune, plus compétente et certainement plus homogène que la précédente, M. Mandela, qui accomplit une série de visites triomphales en Amérique latine, doit s'avancer sa victoire. Car c'en est une. Ses analyses de la

situation sont, aujourd'hui, confirmées par les événements. Comme il le demandait depuis avril, le gouvernement a fait un pas significatif même si MM. Vlok et Malan restent au gouvernement. Théoriquement, rien ne s'oppose plus à la reprise des négociations. Argument que M. De Klerk ne devait pas manquer de faire valoir, ce mardi, face à la presse.

FREDERIC FRITSCHER

ALGERIE : le FIS ne participe pas à la conférence nationale. - Le Front islamique du salut (FIS) ne participe pas à la conférence nationale qui devait s'ouvrir, le mardi 30 juillet, et dont la mission essentielle est d'examiner les modalités des élections législatives anticipées. La ligne dure du FIS, qui a réussi à imposer lors de la réunion des instances dirigeantes du mouvement à Batna, avait posé comme préalable à sa participation la libération des chefs intégristes arrêtés et la levée de l'état de siège, instauré le 5 juin. (AFP)

MALI : ouverture de la conférence nationale. - La conférence nationale convoquée pour élaborer un projet de Constitution, un code électoral et une charte des partis a été ouverte, lundi 29 juillet, à Bamako, par le chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, président du Comité de transition pour le salut du peuple (CTSP). Il a souligné, devant 1 800 députés, la spécificité de la conférence nationale malienne, affirmant qu'« elle n'est pas l'œuvre des forces du passé » ni d'un « régime dictatorial auquel elle aurait été imposée ». (AFP)

NIGER : la conférence nationale a commencé ses travaux. - La « Conférence nationale des forces vives » qui doit désigner un gouvernement, un organe législatif de transition et élaborer un calendrier électoral pour les premières élections multipartites depuis l'indépendance, en 1960, s'est ouverte, lundi 29 juillet, à Niamey. Lors de la cérémonie d'ouverture, le chef de l'Etat, le général Ali Saibou, a appelé les participants à « ne pas fouiller dans les poubelles de l'Histoire, (...) pour des procès en série ». (AFP)

### M. Adriaan Vlok : l'homme de la répression

Ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok était ainsi à la tête de la police depuis décembre 1988, quelques mois après l'instauration du plus long état d'urgence de l'histoire de l'Afrique du Sud. Son nom restera associé à l'arrestation de 30 000 opposants et à la quasi-interdiction, en 1988, de dix-sept mouvements noirs.

Son maintien en poste, après la levée de l'état d'exception en 1990, avait été interprété comme une volonté du chef de l'Etat de se servir de cet ultra-conservateur pour mieux contrôler les activités des éléments les plus remuants des forces de l'ordre. M. Vlok s'était, malgré tout, efforcé, sans grand succès, de modifier son image de « ministre de la répres-

sion », en annonçant notamment la « dépolitisation » de la police.

Mais la collusion, il y a un an, lors d'affrontements meurtriers dans les ghettos noirs des environs de Johannesburg, de certains éléments de la police avec la parti Inkatha de M. Buthelezi lui avait valu d'être pris pour cible par l'ANC, qui demandait régulièrement son renvoi. Le ministre de la police avait eu du mal à se disculper, après avoir été vu survoler en hélicoptère le théâtre des combats, aux côtés du chef zoulou. Les accusations portées contre lui avaient pris une vigueur nouvelle depuis la confirmation, la semaine dernière, d'une aide financière de plus de 500 000 dollars accordée par la police à l'UWUSA, le syndicat de l'Inkatha. (AFP)

### Le général Malan ou la « guerre totale »

Le général Magnus André de Merindol Malan, rétrogradé à soixante et un ans, du poste-clé de ministre de la Défense à celui de ministre de la Défense à celui de ministre de la Défense, a été mis en vue du logement et des eaux et forêts, à un très tôt le sens de la classe militaire. Il quitta l'université renommée de Stellenbosch, près du Cap, pour celle de Pretoria, où il suivit le premier cours de formation pour officiers.

Après avoir gravi tous les échelons de la hiérarchie, il devint commandant en chef de l'armée en 1973 et, trois ans plus tard, responsable des Forces de Défense sud-africaines (SADF). A ce poste, il fut en contact direct avec M. Pieter Willem Botha, devenu premier ministre après avoir été ministre de la Défense. Leurs façons de concevoir la politique et la stratégie militaire étaient très proches. Le général Malan répétait volontiers que M. P. W. Botha avait une grande influence sur lui. M. Botha le nomma ministre de

la Défense le 7 octobre 1980. Le général Malan, convaincu que son pays était victime d'une « guerre totale », mit sur pied une stratégie nationale « totale » pour y faire face, à tous les niveaux : militaire, politique, diplomatique, économique, religieux, culturel et même sportif.

Lorsque l'armée fut appelée pour rétablir l'ordre dans les townships (cités noires) en janvier 1983, il considéra la chose comme normale. Mais, en mars 1986, il devint l'existence de douze camps de direction commune - formés de civils et de militaires - qui fonctionnaient en réseau, atteignant le pouvoir de toute menace à sa stabilité.

Il maintint opiniâtement que le Congrès national africain (ANC) était contrôlé par le Parti communiste (SACP), lui-même sous contrôle soviétique. Le général Malan joua un rôle actif dans le soutien apporté aussi

bien au mouvement rebelle mozambicain RENAMO de M. Aphonso Dhlakama qu'aux forces de l'UNITA de M. Jonas Savimbi, en Angola. Il participa, en 1988, avec le ministre des Affaires étrangères, M. P. W. Botha, à des pourparlers sur l'avenir de la Namibie et de l'Angola. Un processus qui s'est conclu le 21 mars 1990 par l'accession de la Namibie à l'indépendance.

Au cours de cette même année 1990, M. Malan se trouva à nouveau sous les feux de l'actualité après que de frénétiques révélations eurent dévoilé l'existence d'« escadrons de la mort », liés aux SADF, agissant contre des civils. Mais la commission d'enquête ne jugea pas utile d'appeler le ministre de la Défense à déposer. M. Malan n'a donc jamais eu à confirmer, sous la foi du serment, qu'il ignorait l'existence de tels « escadrons de la mort ».

F. F.

## DIPLOMATIE

Le début des entretiens de Moscou, la signature du traité START

Le président américain et M. Bush ont été accueillis solennellement au Kremlin par M. Mikhaïl Gorbatchev et son épouse Raïssa, mardi 30 juillet, dans la matinée, au cours d'une cérémonie marquant le début officiel du sommet de Moscou.

L'essentiel des conversations devrait porter sur l'aide économique que l'Union soviétique espère obtenir des Etats-Unis. Le président américain, qui rencontre son homologue sovié-

que pour la sixième fois depuis son accession à la présidence, a déclaré avant d'arriver à Moscou qu'il souhaitait tirer les dividendes de la fin de la guerre froide et « transformer les épées en charrues ». « Il est fort de penser que nous devons être ennemis ou que nous devons être en concurrence », a-t-il dit à des journalistes soviétiques avant le sommet. La convocation de la conférence de paix au Proche-Orient devait également figurer en bonne place dans l'ordre

du jour du premier tête-à-tête des deux présidents. Moscou souhaite que cette conférence ait lieu avant la fin de l'année. Le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a évoqué la possibilité, à l'occasion d'une rencontre lundi avec son homologue américain, M. James Baker, d'accompagner ce dernier lors de sa prochaine visite au Proche-Orient. « Pendant le sommet de Moscou, nous allons discuter de la possibilité de faire un

voyage commun au Proche-Orient avec le secrétaire Baker », a-t-il dit à l'agence de presse Novosti.

Le point d'orgue de ce sommet, considéré comme le premier de l'après-guerre froide, sera la signature, mercredi, du traité START, paraphé lundi à Genève par ceux qui l'avaient négocié, et qui porte sur la réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. (AFP, Reuters.)

## Vers un nouveau « round » de négociations ?

Dès 1989-1990, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont entamé des conversations préliminaires sur une nouvelle étape de leurs négociations : un START-2, dont les bases ont été jetées au « sommet » Bush-Gorbatchev de juin 1990 à Genève.

C'est précisément cette réunion-là qui a officialisé l'après-START en plaçant au centre d'un nouveau « round » le sort des missiles lourds et la « déministration » (c'est-à-dire la capacité d'un grand nombre de charges explosives à la fois), dans l'espoir de réduire une éventuelle incitation de l'un ou de l'autre des partenaires à profiter de sa supériorité pour lancer une première « frappe ».

A l'origine, l'ambition de M. Gorbatchev était de lier cette discussion sur de nouvelles armes offensives à une autre sur les armes défensives. Plus spécialement, le président soviétique visait à empêcher les Américains de concevoir leur « guerre des étoiles » sous quelque forme que ce soit : en clair, une protection, depuis le sol ou dans l'espace, contre des engins assaillants. Mais Washington n'a eu de cesse de rejeter cette prétention des Soviétiques, qui l'ont donc abandonnée.

On sait, depuis, que le président Bush a réorienté le programme de « guerre des étoiles », tel que l'avait approuvé son prédécesseur à la Maison Blanche, en direction d'une défense PALS (Positive Airborne Limited Strikes), qui a plutôt pour objet de contrer des menaces limitées de missiles balistiques adverses.

et qui ne soit pas en contrevallation avec les accords ABM (Anti-ballistic missiles) conclus en 1972.

La discussion START « a été un processus épuisant et il peut se trouver des acteurs de ce processus qui ne sont ni pressés, ni enthousiastes à l'idée de recommencer », a déclaré récemment le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney. En Union soviétique, le pouvoir civil, qui cherche à réduire les crédits militaires pour redresser la situation économique, peut vouloir, en revanche, aller plus loin encore, ne serait-ce que pour briser la puissance des états-majors hostiles à une limitation de leurs armes nucléaires supérieure à celle que le traité START actuel a retenue. Malgré tout, un second « round » de ces négociations est toujours envisagé.

## Des mesures de transparence

L'objectif privilégié d'un éventuel START-2 est de davantage limiter encore les armes considérées par les Américains et les Soviétiques comme étant les plus destabilisatrices : les missiles lourds et les missiles à têtes multiples (« mirvés »). Ce contrôle pourrait s'exercer par le biais de mesures dites de transparence, qui obligeraient les signataires d'un START-2 à échanger des informations sur le nombre, les caractéristiques et les performances de leurs armes stratégiques offensives à venir. Ces échanges de renseignements entre les deux parties seraient annuels.

Toutefois, en juin 1990, la déclai-

ration de Genève a abordé un autre point qui devrait, à l'avenir, embarasser d'autres pays, à commencer par la France et la Grande-Bretagne. En effet, la déclaration commune des Etats-Unis et de l'Union soviétique lance un appel pour que « d'autres nations » apportent leur contribution « à la minimisation des risques de guerre nucléaire » et joignent leurs efforts dans le domaine de la non-prolifération nucléaire.

On ne pouvait être plus clair : le souhait des Américains et des Soviétiques est que les négociations START, de bilatérales qu'elles sont jusqu'à présent, deviennent multilatérales, avec l'entrée en scène des autres puissances nucléaires invitées à réduire leur arsenal. C'est, du reste, la position traditionnelle de Moscou qui n'a jamais établi de différences entre les potentiels nucléaires additionnels des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, en estimant que les systèmes d'armes de ces trois pays étaient de fait dirigés contre l'Union soviétique.

Une telle revendication a déjà été écartée par les Britanniques. Mais Londres est y très attentif pour une autre raison qui tient au fait que les Etats-Unis assistent le Royaume-Uni dans la mise au point de sa doctrine nucléaire en lui fournissant, par exemple, les missiles de ses sous-marins. Washington pourrait donc être accusé par Moscou de jouer un double jeu en laissant filer les secrets technologiques américains vers un allié non contrôlé par le traité START.

## Les quatre conditions de M. Mitterrand

Si, de son côté, elle a pour elle d'avoir connu un arsenal en toute autonomie, la France est aussi impliquée par cette pression des Soviétiques exercée sur les autres puissances nucléaires. M. Mitterrand a, cependant, eu déjà l'occasion d'énumérer les conditions auxquelles la France pourrait s'associer à de nouvelles étapes du désarmement nucléaire.

Il en a avancé quatre : 1) il faut que l'état actuel du potentiel des deux plus grands arsenaux et l'arsenal national ait été considérablement réduit, sans que le chef de l'Etat français ait quantifié précisément leur rapprochement ; 2) il faut que les déséquilibres classiques en Europe, par l'intermédiaire de la Conférence internationale dans les domaines des forces conventionnelles (CIFE), soient sensiblement atténués ; 3) il faut que l'arme chimique ait été éliminée, et l'impulsion en a été donnée par la récente conférence de Paris ; 4) il faut que cesse la compétition internationale dans les domaines des défenses anti-missiles, anti-satellites et anti-sous-marine.

D'une manière générale, les Français reculent l'idée des Soviétiques qui visent à faire un bloc homogène des trois discussions occidentales, sous prétexte qu'elles sont allées, et donc à nier le caractère souverain de l'arsenal français. Depuis peu, Moscou a émis un autre projet, celui d'allouer la qualité d'observateur aux délégations française et britannique dans un second « round » des START où elles seraient associées. Tant à Paris qu'à Londres, on se montre très réservé, dès lors que cette situation ferait que les deux pays pourraient se croire ultérieurement liés par des décisions auxquelles, en réalité, ni l'un, ni l'autre n'aurait pris une part active et a fortiori responsable.

JACQUES ISNARD

M. François Léotard approuve l'abandon du missile S-45. — M. François Léotard, ancien président du PR, s'est déclaré, lundi 29 juillet, sur TF1, favorable à l'abandon du missile nucléaire S-45 qu'il a jugé « extrêmement coûteux, fragile dans sa vulnérabilité et relativement faible dans son efficacité ». A la différence du reste de l'opposition, qui réclame le rétablissement de ce programme stratégique, M. Léotard estime difficile pour la France de « maintenir l'ensemble des composantes nucléaires ».

## Un sommet des rencontres...

Suite de la première page

Mais M. Gorbatchev pouvait aussi avoir d'autres intentions : en faisant appel à M. Nazarbaïev, avec lequel il a moins de problèmes centraux qu'avec M. Eltsine, il pouvait espérer réduire ainsi l'impact de l'entretien séparé que M. Bush devait avoir mardi après-midi avec le président de Russie.

Un impact qui sera de toutes façons important, surtout après le nouveau coup d'état que vient de réussir celui qui apparaît de plus en plus comme le vrai champion des réformes en URSS : M. Eltsine a en effet tenu à Moscou un petit sommet russo-lituanien à la veille du grand sommet soviéto-américain. Il a manifesté ainsi que l'on peut reconnaître l'indépendance d'un peuple et signer néanmoins avec lui des accords mutuellement avantageux, même si, bien sûr, un président de République n'a pas de responsabilités comparables à celles que doit prendre un président de l'URSS. (Lire page 3.)

Enfin, dernier volet de son programme, M. Gorbatchev se rendra, jeudi, pour une courte journée, en Ukraine, République dont la participation au traité de l'Union est actuellement très incertaine. Le président américain y rencontrera à la fois les dirigeants et l'opposition indépendantiste, assez populaire parmi les nombreux Ukrainiens américains. Une rencontre qui se fera toutefois sous un mode très informel : il ne s'agira pas d'un entretien, mais d'un discours devant le Parlement ukrainien, où la forte de l'opposition est telle qu'il a repoussé à septembre l'examen de la loi de la République. Un projet qui, en revanche, a été approuvé, avec diverses nuances, par les parlements des huit autres Républiques auxquelles il a été soumis.

## Chaque geste sera soupesé

Plusieurs dirigeants étrangers — dont les premiers ministres d'Espagne et de Grèce — se sont récemment essayés à ces exercices diplomatiques dans l'URSS nouvelle, en rencontrant, lors de leurs visites officielles, les responsables de République désormais « souveraines » — M. Eltsine notamment, devenu l'interlocuteur obligé de la communauté internationale universelle. Mais le sommet Kholodnykh, près de Kiev, début juillet, avait donné lieu à un incident « diplomatique », les deux dirigeants ayant alors omis de prévoir une rencontre entre le chancelier allemand et les dirigeants de la République hôte du sommet.

Les manifestations hostiles qui les avaient accueillis les avaient obligés à réparer cet oubli sur-le-champ. Un incident qui semble avoir fait réfléchir le président américain au point qu'il aurait suggéré lui-même, dit-on dans l'entourage de M. Eltsine, de rencontrer le président de Russie et de se rendre en Ukraine.

Mais l'exercice sera bien sûr infiniment plus délicat pour le chef de la super puissance mondiale que pour ses prédécesseurs. Chaque mot, chaque geste de M. Bush sera soupesé pour savoir dans quelle mesure sa présence pour le « centre » et M. Gorbatchev aura, ou non, évolué en faveur des Républiques. A la veille de son départ pour Moscou, le président américain n'a pas esquivé le problème. Affirmant que les questions touchant à l'état de l'économie soviétique vont « rapidement dominer l'ordre du jour » de ses entretiens, il a expliqué que ce sont les tâches liées au redressement de cette économie qui expliquent son souhait de voir signer au plus vite un traité de l'Union. « J'espère qu'en disant cela je n'interfère pas dans les affaires intérieures de l'Union soviétique », avait-il toutefois ajouté.

Or, pour des millions de Soviétiques, et pas seulement pour les Baltes, Ukrainiens, Moldaves et Caucasiens, il s'agit bien d'une ingérence. Même si la plupart admettent que « le président des

Etats-Unis traite en priorité avec le président de l'Union soviétique », comme a également cru bon de le préciser M. George Bush. Le paradoxe est que, sur des problèmes centraux dont M. Bush va discuter avec M. Gorbatchev, les vues américaines sont plus proches de celles défendues par M. Eltsine. C'est le cas de l'aide soviétique à Cuba, que le président de Russie dénonce en demandant qu'elle soit arrêtée, alors que M. Ignatenko a encore déclaré lundi que « les accords signés avec les amis cubains seront respectés ».

Même problème sur l'attitude à adopter envers la crise en Yougoslavie, dont le premier ministre, M. Ante Markovic, vient d'être invité à visiter Moscou les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> août, en signe de ferme soutien au maintien de l'unité de la Fédération. Ou encore la question brûlante d'une éventuelle action américaine contre des cibles liées au programme nucléaire de l'Irak, que la diplomatie soviétique ne soutient pas. Les amis de M. Boris Eltsine étaient, eux, les plus chauds partisans de toutes les actions militaires américaines pendant la guerre du Golfe.

## « Caprices des camarades » militaires

Sur une question centrale — et capitale pour l'avenir de l'URSS — des discussions soviéto-américaines, à savoir la politique de défense soviétique et la reconversion de son complexe militaro-industriel, le paradoxe est encore plus frappant. La Russie, soutenue notamment par l'Ukraine et le Kazakhstan, estime possible une réduction drastique des dépenses militaires, ce à quoi s'oppose bien le ministère soviétique de la défense.

Les Républiques affirment aussi que la reconversion civile des entreprises produisant en partie des armements ne pourra se faire que sous leur propre contrôle et non sous celui, centralisé, du complexe militaro-industriel lui-même, comme le prévoient les plans

soviétiques actuels, vieux de trois ans et aux résultats peu probants.

C'est sans doute pour toutes ces raisons que le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, arrivé à Moscou avant le président Bush, s'est entretenu lundi pendant près de quatre heures avec l'ancien ministre soviétique des affaires étrangères, Edouard Chevardnadze. Critiqué par les militaires soviétiques et tous les conservateurs, ce dernier avait démissionné en décembre dernier, s'estimant mal défendu par M. Mikhaïl Gorbatchev. Moins d'un mois plus tard, c'était l'intervention de l'armée soviétique à Vilnius qui avait provoqué, de même que les nouveaux obstacles mis par les militaires soviétiques à la conclusion de l'accord START, le report jusqu'à aujourd'hui du sommet soviéto-américain. M. Chevardnadze, qui s'était longuement entretenu il y a deux jours avec M. Eltsine, a déclaré que son entretien « informel » avec M. Baker a porté sur les problèmes intérieurs de l'URSS « qui préoccupent maintenant le monde entier ». Pour ce qui concerne l'accord START, M. Chevardnadze a également estimé que, tel qu'il doit être signé mercredi, il est moins avantageux pour l'URSS que sous la forme où il voulait le faire signer cet hiver, avant que « les caprices des camarades » militaires ne viennent y apporter des « complications artificielles ».

L'ex-ministre des affaires étrangères s'était aussi prononcé pour une reprise rapide des négociations sur des réductions plus poussées des armes nucléaires stratégiques. Ce souhait, que les Etats-Unis ne semblent pas partager, a été officiellement émis lundi par le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh.

Enfin, mercredi, dans la résidence du président Gorbatchev de Novo-Ogariev, à une trentaine de kilomètres de Moscou, dans ce qui peut passer pour le « Camp David » soviétique, MM. Bush et Gorbatchev, ainsi que leurs épouses, s'isolèrent une grande partie de la journée, avant de revenir au Kremlin signer officiellement le traité START, puis tenir la conférence de presse commune de clôture.

SOPHIE SHIHAB

## A TRAVERS LE MONDE

## ESPAGNE

## Violente manifestation à Bilbao avant la visite du roi Juan Carlos

A la veille de la visite officielle du roi Juan Carlos dans les provinces basques de Biscaye et de Guipuzcoa (le Monde du 30 juillet), 29 juillet à Bilbao, à l'issue d'une manifestation de plusieurs centaines de personnes. La manifestation a été très violente, avec des jets de pierres et des coups de feu. Les manifestants ont été dispersés par la police. Le roi Juan Carlos a été reçu par le gouverneur de la province, M. Elgueta, et a prononcé un discours devant le parlement basque. Le roi a déclaré que sa visite était une occasion de rapprochement entre le peuple basque et le peuple espagnol. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens.

(AFP, Reuters.)

## HAÏTI

## Mutinerie avortée pour l'ouverture du procès du duvaliériste Roger Lafontant

Les marins de la principale base navale de Port-au-Prince se sont mutinés lundi 29 juillet — jour de l'ouverture du procès du duvaliériste

## LIBAN

## Représailles israéliennes après un attentat d'Amal

Trois miliciens pro-Israéliens de l'Armée du Liban sud ont été tués, lundi 28 juillet, par l'explosion d'une charge téléguidée de forte puissance. Cette attaque a été revendiquée, à Beyrouth, par le mouvement chiite Amal, pro-syrien. Aussitôt, plusieurs villages, sous le contrôle d'Amal ou du Hezbollah pro-iranien et situés hors de la « zone de sécurité » créée par Israël, ont été la cible de bombardements faisant cinq morts et douze blessés, ainsi que de considérables dégâts dans les habitations, a indiqué la police.

Dans les territoires occupés, un jeune Palestinien a été tué lundi par des tirs de soldats israéliens lors de la dispersion d'une manifestation, à Silwad, en Cisjordanie occupée. A Jérusalem, un jeune Palestinien a été « lapidé et agressé à l'arme blanche par trois Juifs », selon la radio israélienne.

## Une dissuasion minimale à la française

L'accord START va obliger les états-majors des deux pays à réexaminer le plan d'emploi de leurs armes nucléaires. Certaines cibles — comme des postes de commandement régionaux ou des bases stratégiques de lancement — qui avaient été jugées prioritaires vont désormais devenir secondaires. D'autres auront été rayées de la liste des objectifs qui est tenue régulièrement à jour par les planificateurs américains et soviétiques.

Non seulement le nombre de ces cibles éventuelles aura diminué, mais la façon de les attaquer — s'il fallait s'y résoudre — sera aussi modifiée parce que, entre-temps, les missiles assaillants, restant dans les deux arsenaux, seront encore plus précis, leur capacité de pénétration sera sensiblement accrue et leur trajectoire rendue beaucoup moins vulnérable.

Ainsi, sans avoir été donné, le quotidien Washington Post a pu écrire, par exemple, que le Pentagone ne répertoriait plus que 7 000 cibles potentielles en cas d'attaque nucléaire contre l'Union soviétique, au lieu de 10 000 précédemment. Les pays de l'Est européen auraient été exclus de ces plans.

## Une notion différente selon les pays

Même si la capacité américaine de dissuasion doit continuer de reposer sur une « triade », traditionnellement constituée de sous-marins, de missiles basés à terre et de bombardiers, l'arsenal nucléaire des Etats-Unis devrait enregistrer, du fait des START, la réduction la plus drastique jamais subie.

Plusieurs personnalités rassemblées sous l'égide de l'Institut John Hopkins, de Washington, ont considéré que le concept américain de dissuasion pouvait dès lors évoluer en

direction de la thèse française ou suffisante, à savoir, un niveau de sécurité ou de stabilité maximum qui puisse être garanti avec le minimum d'armes, sans avoir besoin d'établir — comme c'est encore le cas pour les deux grandes puissances nucléaires — cette surcapacité à écraser plusieurs fois de suite une même cible sous la prétexte qu'il faut saturer ses défenses pour être assuré de la détruire.

Les Soviétiques, de leur côté, s'interrogent. M. Alexandre Bessmertnykh, ministre soviétique des affaires étrangères, a, dans une lettre au secrétaire général de l'ONU, proposé que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité débattent de cette notion nouvelle d'une dissuasion nucléaire minimale.

En réalité, la définition d'une telle dissuasion varie beaucoup d'un pays à l'autre et il ne sera pas aisé d'aboutir à des critères communs. Qu'y a-t-il, en effet, de comparable entre un arsenal français, qui culmine à quelque 500 charges, et des panoplies américaines ou soviétiques, qui seront entre 9 000 et 8 000 têtes chacune après l'application du traité ? La France et la Grande-Bretagne, dont l'arsenal est encore plus faible, devront-elles continuer à développer et à moderniser leur armement pour se hisser au niveau que les deux Grands seront parvenus à déterminer entre eux et pour prendre ainsi leur part d'une éventuelle négociation que les intégreront ? Avant d'un arriver à ce paradoxe, le désarmement nucléaire aura franchi une nouvelle étape le jour où Washington et Moscou discuteront de la qualité de leurs armes — pour en limiter les performances diaboliques — et pas seulement de leurs quantités.

J. I.

## DIPLO

et la situation en

## La Russie l'indépendance

MOSCOU

Le 30 juillet, pour l'occasion du sommet de Moscou, le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a déclaré que la Russie était prête à discuter de la possibilité d'une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens. Le ministre a déclaré que la Russie était prête à discuter de la possibilité d'une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens.

Le 30 juillet, pour l'occasion du sommet de Moscou, le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a déclaré que la Russie était prête à discuter de la possibilité d'une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens. Le ministre a déclaré que la Russie était prête à discuter de la possibilité d'une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens.

## Représailles diplomatiques

Le 30 juillet, pour l'occasion du sommet de Moscou, le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a déclaré que la Russie était prête à discuter de la possibilité d'une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens. Le ministre a déclaré que la Russie était prête à discuter de la possibilité d'une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens.

## EN BREF

Le 30 juillet, pour l'occasion du sommet de Moscou, le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a déclaré que la Russie était prête à discuter de la possibilité d'une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens. Le ministre a déclaré que la Russie était prête à discuter de la possibilité d'une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens.

Le 30 juillet, pour l'occasion du sommet de Moscou, le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a déclaré que la Russie était prête à discuter de la possibilité d'une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens. Le ministre a déclaré que la Russie était prête à discuter de la possibilité d'une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens.

Le 30 juillet, pour l'occasion du sommet de Moscou, le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a déclaré que la Russie était prête à discuter de la possibilité d'une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens. Le ministre a déclaré que la Russie était prête à discuter de la possibilité d'une réduction de 30 % des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également souligné l'importance de la paix et de la coopération entre tous les citoyens.

مكثان الأمل



**MOSCOW**

## EN BREF

◻ CAMBODGE : M. Son Sann remplace le prince Sihanouk à la tête de la résistance. — Le président du FNLPK (Front national de libération du peuple khmer, d'origine nationaliste), M. Son Sann, est nommé à la tête de la Résistance nationale cambodgienne (RNC) après la démission du prince Norodom Sihanouk le 7 juillet dernier, a annoncé un communiqué du secrétariat du prince, lundi 29 juillet. Ce texte indique aussi que M. Son Sann est président en exercice du Cam-

**S. Sh.**

**bodge», c'est-à-dire du gouverne-**  
**ment tripartite de la résistance. —**  
**(AEP)**

■ **PHILIPPINES** : trois dirigeants communistes arrêtés. - Trois dirigeants communistes clandestins de la Nouvelle armée du peuple (NAP), MM. Rolando Abiog, Virgilio Maceda et Antonio Lacaba, ont été arrêtés samedi 27 et dimanche 28 juillet. Accusés d'être impliqués dans plusieurs assassinats de policiers et de militaires, ils étaient poursuivis par les autorités américaines. Ils ont été arrêtés par la police à Iloilo dans la région de Mindanao. Les trois hommes sont également accusés d'avoir organisé l'enlèvement d'un homme d'affaires japonais en 1986. - (AFP, IPI)

□ VIETNAM : visite en Chine du ministre de la défense. — Le général Le Duc Anh, ministre de la défense et « numéro deux » du Parti communiste vietnamien (PCV), s'est rendu à Pékin, dimanche 28 juillet, pour des discussions avec les dirigeants chinois sur la normalisation des relations entre les deux pays, après le récent accord sur le Gyeon. Le général Anh est la deuxième visite non officielle d'un haut dirigeant du « Vietnam » au premier ministre, M. Do Muoi, le secrétaire général du PCV de l'époque, M. Nguyen Van Linh. —

Le CEE décide un embargo sur les ventes d'armes à la Birmanie, -  
Le CEE a décidé, lundi 29 juillet, d'imposer un embargo sur la vente de matériel militaire à la Birmanie, en raison des dépenses jugées inconséquentes que le régime militaire de Rangoon effectue pour l'armement. Les Douze se disent « concernés » par le refus du pouvoir birman de laisser la place à l'opposition, vainqueur des élections du 27 mai 1990 et déplorent aussi la violation des droits de l'homme dans ce pays. - (AFP).

*Date : New-York, New-York 31 Juillet 1991.*

*Dated : New York, New York, July 31, 1991.*

# Irak : un pays sous tutelle

Il y aura un an, le 2 août, le président irakien, M. Saddam Hussein, lançait son armée sur son petit voisin du sud, le Koweït, auquel il reprochait de mener une politique pétrolière contraire aux intérêts de Bagdad. Le forfait du président irakien suscita, au cœur de l'été, une mobilisation rapide de la communauté internationale, résolue à ne pas laisser cette agression impunie.

Sous la bannière des Nations unies, montées en première ligne, les États-Unis constituèrent autour de leur corps expéditionnaire une coalition militaire - occidentale et arabe - anti-irakienne. Après l'instauration d'un embargo contre Bagdad, la «logique de guerre», selon la formule de M. Mitterrand, était lancée. Elle aboutit au conflit du Golfe, aérien du 17 janvier au 24 février (heure de Paris), terrestre jusqu'au cessez-le feu, le 28 février.

Cinq mois plus tard, M. Saddam Hussein est toujours aux commandes de l'Irak, au grand dam du président George Bush. Le temps d'un premier bilan, le Monde examine, dans ce dossier, ce que la guerre du Golfe a ou non changé au Proche-Orient et dans le monde.

Le bilan, en termes de vies humaines, du conflit du Golfe et de la guerre civile en Irak est impossible à cerner avec précision. En recoupant diverses sources occidentales, et en l'absence de chiffres officiels côté irakien, on peut estimer entre 170 000 et 250 000 le nombre de personnes qui ont payé de leur vie les événements consécutifs à l'invasion du Koweït, dont 100 000 soldats irakiens, 389 Américains et 77 alliés, le reste étant des victimes civiles.

## BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Quand, il y a un an, son armée s'empare en trois heures du Koweït, M. Saddam Hussein songe sans doute avoir atteint son objectif : se donner les moyens financiers pour faire de l'Irak la première puissance nucléaire du monde arabe capable de rivaliser militairement avec Israël et donc de parler, au nom des Arabes, avec les «Grands». Un an après, comme le murmurent nombre d'Irakiens, «le roi est nu». Et, plus grave, l'Irak est détruit économiquement, socialement, humainement.

Calé sur un pouvoir qui ne repose plus que sur les seuls services de sécurité, le président gouverne un pays sous surveillance et dans lequel sa liberté d'action est, au moins temporairement, sérieusement limitée. Contraint et forcé d'accepter, par le jeu politique et la nécessité, la présence de l'ONU et des organisations humanitaires internationales, le président ne peut totalement ignorer ces témoins dont la présence risque d'autant plus de se prolonger que l'application complète de la résolution 687 demandera encore beaucoup de temps. Si l'intégrité territoriale de l'Irak a été sauvegardée,

il n'empêche que tout le nord du pays échappé désormais au contrôle du pouvoir central au profit de ses ennemis turcs et que le débouché maritime, au sud, est sous la responsabilité de l'ONU.

En gestation depuis trois mois, la recherche d'un accord avec le Front unifié du Kurdistan se fait toujours attendre et la reprise de Souleymaniyah par les peshmergas est une preuve de l'impécuniosité à la fois politique et militaire du gouvernement de «maintenir l'ordre» sur son propre terrain.

## Reprise en main

Meurtri, le sud du pays, à majorité chiite, est revenu sous le contrôle de la force de Bagdad, mais les chiites, majoritaires en Irak, n'oublieront jamais la terrible répression à laquelle ils ont dû faire face et le pouvoir a, par exemple, aujourd'hui, bien du mal à trouver des volontaires pour les élections au sein du parti Baas.

Le ministre de l'Intérieur, M. Ali Hassan Majid, a dû lui-même se déplacer pour désigner d'office les «candidats», nul ne voulant, même aux plus bas échelons du parti, apparaître comme un soutien du régime. Dans la zone des marais, objet des préoc-

cupations de l'ONU et d'un avertissement de Washington, Londres et Paris, l'armée se heurte à une opposition endémique qui n'hésite pas à monter en embuscade pour faire des coups de main contre les cibles gouvernementales.

Placée sous mandat de l'ONU et délimitée sur une profondeur de dix kilomètres, la bande frontalière avec le Koweït dans laquelle se trouve la base navale d'Um-Qasr est une autre enclave plus ou moins soustraite au contrôle de Bagdad qui devra d'autre part accepter un arbitrage international pour la délimitation définitive de la frontière. A cette perte de sou-

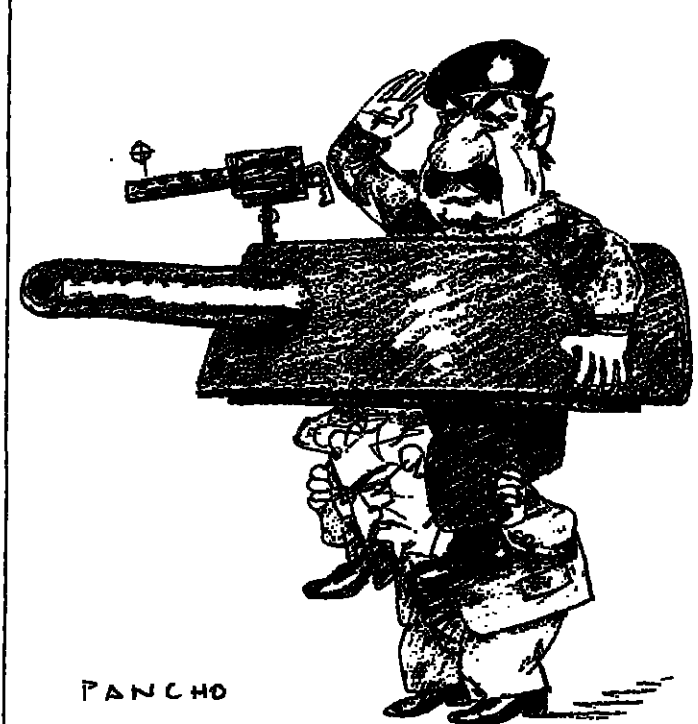
veraineté s'ajoute bien évidemment la destruction totale de la puissante industrie d'armement irakienne et, surtout, des laboratoires de recherche nucléaire, objet de tous les soins du président qui n'hésitait pas à y sacrifier l'essentiel des ressources de son pays. Ses tentatives de cacher tout son potentiel malgré le risque encouru montrent que le président irakien ne s'est toujours pas résolu à perdre complètement sur ce plan. Mais pour combien de temps?

Malgré ce sombre tableau, M. Saddam Hussein semble pour l'instant hors d'atteinte d'une contestation interne de nature à

menacer sérieusement son pouvoir. Après le flottement qui a suivi immédiatement le retrait du Koweït, les services de sécurité ont repris petit à petit leur contrôle. Et si la population ose encore parler contre le régime, c'est de plus en plus discrètement. Désorientés par l'attitude occidentale, les Irakiens ne savent plus réellement à quoi s'en tenir et, à terme, le maintien des sanctions risque de jouer plus contre l'Ouest que contre le gouvernement.

Certes, M. Saddam Hussein a perdu tout le crédit que lui avait valu sa «victoire» contre l'Iran et si des élections se déroulaient aujourd'hui en Irak il ne recueillerait sans doute pas plus de 10% des voix. Mais le faux semblant de démocratie annoncé ne risque pas de remettre en cause son pouvoir. Comptant sans aucun doute sur le temps, l'absence d'une opposition crédible et la crainte des pays limitrophes de bouleversements sanglants à leurs frontières, le président irakien cherche, pour l'instant, à reprendre en main ce qu'il peut du pays. Car, comme le souligne un diplomate, «la leçon qu'il tire du régime des troubles de mars est qu'il faut plus de répression, plus de contrôle, plus de magouille».

FRANÇOISE CHIPAUX



## L'obstacle Saddam Hussein

Suite de la première page

Réduite au silence par la féroce répression de l'après-guerre, la nombreuse communauté chiite, pourtant restée loyale pendant la guerre contre l'Iran, panse ses plaies et remâche son amertume. La base du régime n'a jamais été aussi étroite. Le ministre de l'Information annonce, pour cette année, le multipartisme et la liberté de la presse. Mais qui prend au sérieux ces vagues promesses de démocratie?

Saddam Hussein n'a rien perdu de son obstination guerrière. La révolte chiite à peine écrasée, le président irakien s'attelle à reconstituer son armée, autour des cinquante mille hommes de la garde républicaine prudemment mis à l'abri pendant le conflit.

## Une morgue indienne

Fort de au moins 200 000 soldats réguliers regroupés en quarante-huit divisions, l'armée irakienne demeure la mieux équipée de la région : environ 2 000 chars et véhicules blindés, deux cents avions de combat, quatre cents hélicoptères, et quelque sept cents missiles Scud, dénombrés par l'œil des satellites américains.

«Nous avons détruit toutes les installations nucléaires de l'Irak», avait affirmé, présomptueux, le

général Schwarzkopf, dix jours après le déclenchement de la guerre aérienne. On sait aujourd'hui - de l'aveu même de Bagdad - qu'il n'en était rien, que Saddam Hussein a, pendant des mois, violé la résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU qui l'oblige à la «transparence» dans ce domaine.

Etant donné l'importance politique de l'enjeu, il tentera sans doute jusqu'au bout de dissimuler les matériaux susceptibles de lui donner un jour la bombe. Des escouades d'inspecteurs ne suffiront pas à l'en dissuader. Ce récent épisode nucléaire prouve à quel point Saddam Hussein reste dangereux pour la sécurité régionale. Il justifie l'extrême vigilance de l'Occident à son endroit et donne, a posteriori, raison à George Bush d'avoir attaqué l'armée irakienne sans plus attendre. Prolonger indéfiniment l'embargo est peut-être permis à Saddam Hussein d'attendre son objectif nucléaire.

Fallait-il pour autant «finir le job», prolonger la guerre terrestre au-delà de ses cent heures? Aller jusqu'à Bagdad et détenir Saddam Hussein dans son bunker? Ou du moins anéantir son armée pour l'empêcher de réprimer les révoltes kurde et chiite? Deux Américains sur trois le pensent aujourd'hui, et sans doute beaucoup d'Irakiens, las de la dictature. Mais George Bush - et ses

alliés - voulaient affaiblir l'Irak, pas le disloquer; neutraliser Saddam Hussein, pas le liquider. Libérer le Koweït était le «but de guerre» fixé par les Nations unies. Et que n'aurait-on pas dit si les forces de la coalition avaient occupé Bagdad ou bombardé, au-delà du nécessaire, une armée en déroute?

## La force ou les sanctions

Saddam Hussein ou comment s'en débarrasser. Cinq mois plus tard, l'élimination politique du président irakien reste, pour Washington, l'un des objectifs de l'«après-guerre». Pas question toutefois pour l'Amérique d'attenter à la vie de son pire ennemi du moment, à supposer que cela soit possible. L'assassinat d'une personnalité étrangère - faut-il le rappeler? - est un acte illégal aux yeux du Congrès. En revanche, la CIA a tout loisir d'encourager et de financer les rivaux, notamment militaires, de Saddam Hussein. Mais l'hypothèse d'un putsch ou d'une révolution de palais semble bien improbable, l'armée étant périodiquement purgée. Trois conspirations auraient été déjouées depuis la fin de la guerre et dix-huit officiers supérieurs pendus le

mois dernier. Que faire? Saddam Hussein comprendrait mieux que tout le langage de la force. George Bush est tenté par une nouvelle action militaire pour neutraliser le potentiel nucléaire irakien. Mais sa marge de manœuvre est étroite. Bien moins nombreux que pendant la guerre, les pilotes américains s'exposeraient à de plus grandes risques. En outre, on voit mal comment des bombardements aériens permettraient aujourd'hui de détruire des objectifs qui n'ont pu être anéantis au plus fort du conflit. La guerre de destruction massive contre l'Irak a été livrée en janvier et février; on ne la mènera pas une seconde fois. Ni les alliés arabes de l'Amérique ni l'Union soviétique n'apporteront leur soutien politique à une telle entreprise.

Restent les sanctions mises en œuvre par les Nations unies au début de la crise. Elles placent George Bush devant un autre dilemme. Maintenir l'embargo tel qu'il est, c'est prolonger sciemment les épreuves de tout un peuple, déjà victime des erreurs criminelles de son chef; c'est punir la masse des plus pauvres sans gêner la nomenklatura ni gêner la chute de Saddam Hussein; c'est donc largement manquer sa cible.

Assouplir l'embargo sans contrepartie, c'est se priver d'un moyen de pression sur le maître de Bagdad, lui offrir une victoire à bon compte, renforcer son régime.

La meilleure solution consisterait à alléger l'embargo tout en contraignant Bagdad à appliquer scrupuleusement l'ensemble des résolutions de l'ONU. D'un côté, la communauté internationale maintiendrait vigilance et fermeté envers l'Irak, pour l'obliger notamment à démanteler ce qui reste de son arsenal nucléaire. De l'autre, le comité des sanctions de l'ONU accorderait certaines dérogations.

L'Irak serait, par exemple, autorisé à exporter un milliard de dollars de pétrole pour financer l'achat de produits alimentaires et de médicaments. Des mécanismes appropriés obligeraient Bagdad à une transparence bancaire absolue. Les agences spécialisées de l'ONU et des organisations humanitaires assureraient sur place la distribution de ces biens.

Tout cela implique de prolonger pour une période indéterminée - et de renforcer - la mise sous tutelle de l'Irak, contrairement à certaines abandons de souveraineté. C'est déjà le cas au Kurdistan, où l'aviation irakienne ne peut franchir le 36° parallèle, sous peine de déclencher une riposte américaine.

En territoire turc, quelque deux mille six cents soldats alliés sont prêts à intervenir au cas où Saddam Hussein, rompant les négociations en cours avec les dirigeants kurdes, lancerait des représailles contre la population.

L'étrange «après-guerre» du Golfe, on le voit, s'éternise. Sans doute durera-t-elle aussi longtemps qu'il faudra «vivre avec Saddam».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

## «Statu quo» pétrolier, tensions financières

Si le pétrole était, comme il l'a affirmé, l'un des principaux objectifs de Saddam Hussein en envahissant le Koweït, le moins que l'on puisse dire est qu'il a perdu sur tous les terrains. Un an après l'invasion, les prix du brut sont revenus exactement au même niveau qu'en juillet 1990, soit 18,5 dollars pour le prix moyen d'importation en France.

Pour l'Occident, la flambée des cours d'août à décembre 1990 n'est qu'un lointain souvenir et la récession économique qui s'ensuit commence partout à reculer. Chez les producteurs, tous les principaux ennemis de l'Irak ont été les premiers bénéficiaires de la crise : l'Arabie saoudite, comme l'Iran, les Emirats arabes unis, Bahreïn, Oman, etc., produisant à pleine capacité, et les États-Unis en ont profité pour relancer leur extraction pétrolière.

Mieux encore, le Koweït lui-même, pourtant minutieusement saboté par les troupes irakiennes, renait enfin de ses cendres. Tandis que l'Irak est toujours interdit d'exportations pétrolières et ne peut espérer au mieux d'ici l'automne pour raisons humanitaires, qu'une levée partielle de l'am-

bargo, étroitement surveillée, le petit émirat, lui, a annoncé fièrement qu'il reprendrait incessamment ses exportations de brut.

## 240 puits éteints

Cette décision est certes largement symbolique puisque les quantités attendues - deux cargos de 1 million de barils chacun - sont très éloignées des rythmes normaux de vente koweïtiens d'avant l'invasion - plus de 2 millions de barils/jour. Elle montre toutefois l'ampleur des travaux de reconstruction entrepris depuis la libération il y a cinq mois. En quittant le pays à la fin de février, les troupes irakiennes avaient laissé un secteur pétrolier totalement dévasté. Les terminaux, les cuves, les oléoducs, les raffineries, tout était inutilisable.

Du million de puits recensés dans l'émirat, plus de 800 avaient été totalement détruits par explosifs et incendies, dégageant un nuage de fumées toxiques sans précédent. Après un démarrage poussif, rendu plus ardu par l'absence de services de

base - les Irakiens avaient également détruit l'électricité, l'eau, le téléphone, les moyens de transport, etc. - les travaux de réparation ont finalement atteint un rythme de croisière d'environ 15 puits par semaine. A ce jour, 240 puits sur 600 ont été éteints, et le gouvernement koweïtien a annoncé qu'il espérait avoir terminé l'extinction de tous les puits d'ici mars 1992.

La production de l'émirat atteint 140 000 barils/jour aujourd'hui, ce qui suffit à assurer la consommation intérieure et les autorités espèrent exporter 400 000 barils par jour d'ici la fin de l'année. Toutefois ce n'est pas de sitôt que le Koweït retrouvera ses recettes pétrolières passées (10 milliards de dollars par an).

## Les coffres vides des pétromonarchies

Sur le plan financier, le bilan est moins rassurant. La guerre a en effet vidé les coffres privés et les caisses publiques de la plupart des pétromonarchies du Golfe. On estime qu'au total une soixantaine de milliards de dollars

de capitaux privés se sont ainsi enfuis dès l'invasion, dont une petite partie seulement est revenue. Les États, principaux moteurs de l'activité, ont été également fortement mis à contribution.

La participation du Koweït, de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis à l'effort de guerre allié est estimée à 36 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter les engagements pris pour l'avenir (achats d'armement notamment). La situation est certes gérable compte tenu des richesses accumulées par ces États rentiers, mais pour la première fois les pétromonarchies sentent le poids des contraintes financières, dont les avatars récents de la BCCI sont une illustration.

De ce point de vue, le Koweït est certainement le plus touché. Le coût global de la reconstruction est certes beaucoup moins important qu'on ne l'avait cru au départ : au total une vingtaine de milliards de dollars. Mais il faut lui ajouter la participation koweïtienne à l'effort de guerre allié (18 milliards de dollars), et le manque à gagner lié à la perte

des exportations de brut (8,5 milliards de dollars par an). La «note» est donc lourde : 80 milliards de dollars étalés sur cinq ans. Toutefois l'émirat, qui avait accumulé avant l'invasion plus de 100 milliards de dollars d'actifs à l'étranger, a, de l'avis général, les moyens de la payer.

## Un bénéficiaire : l'Iran

Après plusieurs mois d'études et d'hésitation, le gouvernement a annoncé qu'il allait financer ces besoins en empruntant 33 milliards de dollars sur le marché international des capitaux. Cette solution a été préférée à la vente pure et simple des actifs, afin de faire chuter la valeur des dits actifs - et d'autre part de préserver les revenus tirés de ces placements estimés à 10 milliards de dollars par an.

Dans le domaine économique, le seul pays ayant finalement réellement profité de la crise est l'Iran, qui non seulement a bénéficié d'une hausse de ses recettes mais a aussi tiré parti de

la situation en renouant des liens diplomatiques et commerciaux avec la plupart des pays occidentaux, ainsi qu'avec l'Arabie saoudite. Cela dit, la guerre n'a pas été ici non plus un «miracle». Compte tenu de la situation économique et sociale critique qui prévalait, l'Iran, empêtré dans ses contradictions et tout juste de quoi financer son plan de reconstruction.

Finalement la conséquence la plus claire du conflit aura été d'inverser les mouvements de capitaux. Traditionnellement exportatrice nette de capitaux, grâce à la manne pétrolière et à la faiblesse de sa population, la région du Golfe a certes les moyens de régler ses ardoises et de financer pour partie sa reconstruction - du moins en ce qui concerne le Koweït - mais elle devra, pour quelques années, emprunter, devenant donc importatrice de capitaux. Un problème qui explique largement la pénurie mondiale d'épargne dénoncée par les économistes.

VÉRONIQUE MAURIS



# L'INVASION DU KOWEÏT

## Des chiïtes écrasés des Kurdes qui négocient

Rages furent ceux qui avaient prévu le soulèvement chiïte. Parti au début de mars de Bassorah, il devait s'étendre rapidement à la plupart des grandes villes du Sud. Pendant la guerre contre l'Irak, les chiïtes - entre 30 et 55 % de la population - étaient restés fidèles à leur pays au point de fournir le gros des troupes face aux assauts des poudrières.

Pourtant, ce sont ces mêmes soldats, humiliés par une nouvelle guerre qui, cette fois, ne signifiait rien pour eux, qui donnèrent le signal de la révolte de leur retour à Bassorah. Son succès initial réduisit le vide politique né de l'effondrement de l'appareil militaire et réprima le régime. Paradoxalement, l'aide que l'Irak accorda à la rébellion d'une manière de plus en plus voyante et les propos irresponsables tenus à Téhéran par l'ayatollah Khomeïni, le chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique, devaient sceller sa défaite.

En évoquant l'éventualité d'une République islamique, ce dernier effraya une partie de la communauté chiïte hostile à l'avènement d'un pouvoir religieux, tempéra l'enthousiasme d'une fraction agissante des chiïtes, représentée par le parti Al Dawaa, méfiant à l'égard des visées de Téhéran, et provoqua la neutralité passive des États-Unis et des pétromarchés nullement désireux de voir s'implanter en Irak un régime du type iranien.

### Le droit d'ingérence

Plus étonnant est le silence embarrassé des défenseurs des droits de l'homme devant une répression dont la férocité a dépassé de loin celle que subissent les Kurdes par la suite. Ces derniers, qui s'étaient, jusqu'alors, vu reconnaître le statut de réfugiés, furent finalement entraînés dans la tourmente.

On ne sait pas encore clairement si la révolte kurde, qui parvint vers la fin de mars à libérer les principales villes du nord-est de l'Irak, a été déclenchée sur ordre du Front uni du Kurdistan - regroupant l'ensemble des pechmergas - ou bien si elle résulte d'actions spontanées inspirées par des éléments incontrôlés en désaccord avec la prudence du Front. Une chose est sûre : cette révolte était prématurée. L'armée irakienne, ayant écrasé la rébellion chiïte, reprit au début d'avril le contrôle de la plupart des villes du nord-est du Kurdistan.

Comment expliquer l'indifférence glaciale de M. Bush qui « était allé à la pêche » le jour où se nouait la tragédie kurde ? Il affirmait plus tard qu'il ne voulait pas risquer « de précieuses vies américaines » et que les États-Unis n'interviendraient pas dans les affaires intérieures de l'Irak. Le piquetage et le meurtre exécutés de près de deux millions de Kurdes devaient peu à peu éroder son indifférence. Pour sa part, la France

invoquait un « droit d'ingérence » selon une formule empruntée à M. Kouchner. Le 5 avril, le Conseil de sécurité condamna la répression anti-kurde et lança l'idée d'un « sanctuaire pour les Kurdes ».

Le 8 avril, les Douze approuvèrent la création, sous l'égide de l'ONU, des zones de protection pour les Kurdes, en territoire irakien. M. Bush, d'abord réticent, se laissa finalement convaincre. Le 16 avril, il annonce l'envoi de

nouvelles unités pour créer plusieurs camps d'accueil dans le nord de l'Irak, où des soldats américains pénétrèrent le 17 avril.

Bagdad est contrainte de s'indigner, mais elle ne peut rien faire. Les pechmergas ont annoncé l'ouverture de négociations avec toutes les organisations du Front du Kurdistan, à l'exception de la branche kurde du Parti communiste irakien. Les pourparlers s'ouvrent d'une manière spectaculaire à Bagdad par des embrassades. Réalistes, les chefs kurdes veulent obtenir d'un Saddam Hussein affaibli le maximum de concessions. Ils savent aussi que la protection armée des Occidentaux ne sera pas éternelle.

En attendant, la zone de protection établie par les alliés a permis aux pechmergas de refaire surface militairement et politiquement, malgré le départ le 15 juillet des unités américano-franco-britanniques du nord du Nord où elles ont été remplacées par les forces de l'ONU. Le retour des pechmergas à Souleïmaniyah, sans que les irakiens résistent, montre que le « droit d'ingérence » a modifié l'équilibre des forces en faveur des Kurdes, qui bénéficient en outre de l'épée de Damocès menaçant le pouvoir irakien : la force de déploiement rapide occidentale mise en place en Turquie.

J. G.

## Pour l'émirat libéré des promesses de démocratie non tenues

de juillet avoir mis une sourdine à leur chasse aux sorcières.

Soumis aux pressions des Américains et de leurs alliés de la coalition, qui ne souhaitent pas être accusés d'avoir, en libérant le Koweït, remis en selle un régime « anti-démocratique », les dirigeants de l'émirat ont depuis leur retour au Koweït multiplié les promesses de libéralisation. Mais celles-ci, d'ailleurs fort timides, ne mettent pas en cause le principe de l'intangibilité du pouvoir des Sabah. Le renouveau gouvernement d'avril a maintenu intacte l'autorité de la famille royale, malgré le fait qu'elle ne soit plus représentée au cabinet que par cinq de ses membres, contre huit dans l'équipe sortante.

Les seuls changements notables à l'intérieur du nouveau gouvernement (dont le départ de Cheikh Sabah El Ahmed, la « tête noire » de l'opposition) relèvent de la lutte pour le pouvoir à l'intérieur de la dynastie qui détient les postes stratégiques du nouveau cabinet. L'opposition ne s'y est d'ailleurs pas trompée, dénonçant le gouvernement comme un « défilé » anticonstitutionnel à la volonté populaire.

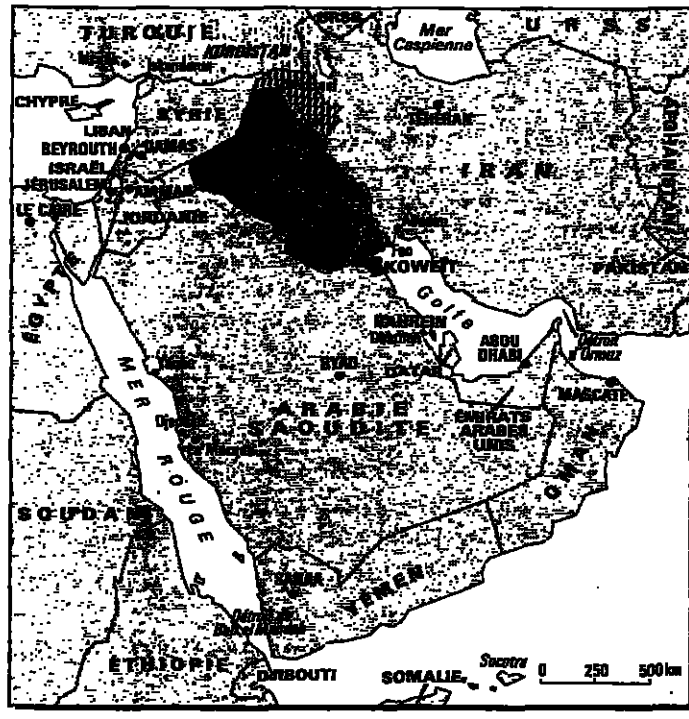
Les sept groupes politiques qui forment l'opposition - depuis la gauche nationaliste, les différentes formations religieuses sunnites et chiïtes jusqu'aux grandes familles marchandes - estiment que, tant que la décision de l'émir Jaber du 3 juillet 1986 de suspendre la Constitution de 1962 et de dissoudre le Parlement ne sera pas révoquée, il est impossible au Koweït d'adopter une politique qui frappe d'illégalité toutes les mesures prises par les dirigeants.

Dans ce contexte, l'opposition, considérablement renforcée par suite de la fuite de la dynastie - qui n'a pu empêcher l'occupation, quittant l'émirat sans avoir pris la moindre disposition susceptible d'organiser la survie et la résistance du peuple koweïtien - réclame avec insistance la tenue rapide de nouvelles élections parlementaires. Un souhait également partagé par les Américains et leurs alliés occidentaux.

Cédant aux pressions conjuguées des « libéraux occidentaux » et de l'opposition interne, l'émir Jaber, après maints ajournements, a fixé la consultation électorale à octobre 1992, une date suffisamment éloignée pour permettre toutes sortes de manœuvres politiques. Plus grave, il a décidé de réactiver le Conseil national koweïtien, sorte de Parlement « croupion » mal élu dont la création, deux mois avant l'invasion irakienne, avait creusé un profond fossé entre les Sabah et l'opposition démocratique. A son retour au Koweït libéré, l'émir Jaber avait pourtant congédié cet organisme à sa dévotion.

Le « réagraphe » de cet organe de Parlement non prévu par la Constitution de 1962 assure mal de l'avenir de la vie politique au Koweït et des relations des Sabah avec l'opposition. Liée par la Constitution qui prévoit pour son mandat l'émir régnant, l'opposition a toujours reconnu la légitimité de la dynastie. Tout ce qu'elle souhaite, c'est d'avoir le droit de tempérer le pouvoir des Sabah par une institution parlementaire indépendante qui serait l'expression de la volonté populaire et non une chambre d'omnipotence.

JEAN GUEYRAS



## Israël-Syrie : l'« effet Golfe »

« La guerre du Golfe n'a pas eu lieu », affirme dans un petit livre le philosophe Jean Baudrillard. Et pourtant, si une négociation israélo-arabe s'engage à l'automne, comme probable, ce ne sera pas sans lien avec la crise du Golfe. Soucieux de faire oublier son forfait, Saddam Hussein avait dès le 12 août, emprunté au registre classique du répertoire arabe, celui du « Harar sur Israël ». Se livrant à un amalgame, historiquement simpliste, mais crédible auprès des foules arabes, il établissait un lien entre la mainmise de son armée sur le Koweït et la présence des forces israéliennes dans les territoires occupés : Palestine, Golan, sud du Liban.

Faisant mine de croire qu'une occupation vaine l'aurait affirmé, mais crédible auprès des foules arabes, il établissait un lien entre la mainmise de son armée sur le Koweït et la présence des forces israéliennes dans les territoires occupés : Palestine, Golan, sud du Liban.

Faisant mine de croire qu'une occupation vaine l'aurait affirmé, mais crédible auprès des foules arabes, il établissait un lien entre la mainmise de son armée sur le Koweït et la présence des forces israéliennes dans les territoires occupés : Palestine, Golan, sud du Liban.

J. G.

un Proche-Orient de M. James Baker - décidément, j'en ai, - il aura fallu attendre la mi-juillet pour que quelque chose bouge enfin sur l'échiquier proche-oriental. En attendant, les négociations américaines sur la procédure d'une conférence de paix, le président syrien, M. Hafez El Assad, acceptait, du même coup, l'idée d'une négociation directe avec Israël.

Pris à contre-pied par Damas, Jérusalem a d'abord voulu s'assurer auprès de Washington de la sincérité de l'offre syrienne. Tout porte à croire que le gouvernement Shamir est sur le point de lui donner une réponse positive. En revanche, il refuse catégoriquement de négocier avec tout dirigeant palestinien qui se réclamerait de l'OLP et exclud la présence à la table des pourparlers de tout Palestinien vivant à Jérusalem. Et, car cela remette en cause à ses yeux la souveraineté de l'Etat juif sur sa « capitale éternelle ».

Les Palestiniens risquent d'être les grands perdants du processus qui s'amorce. Ils réduisent une réédition du scénario de Camp David qui verrait les pays arabes conclure une « paix séparée » avec Israël, la Syrie pouvant espérer récupérer le plateau du Golan perdu en 1967. Ils risquent de perdre la longue campagne d'erreur politique que l'OLP a commise en soutenant aveuglément Saddam Hussein.

J.-P. L.

## Les nouveaux métiers de l'ONU

NEW-YORK

de notre correspondant

Magnifiée pour avoir su faire respecter le droit international, en obtenant la libération du Koweït - y compris au moyen d'une guerre - ou, au contraire, accusée de s'être simplement drapée dans la bannière érolée américaine sans chercher à faire respecter l'égalité souveraine de tous ses membres, l'Organisation des Nations unies aura vu son rôle profondément modifié par la crise du Golfe.

L'emprise incontestable - et souvent incontestée - des mois d'août 1990, de la délégation américaine sur le Conseil de sécurité, et plus précisément sur les quatre autres membres permanents (Chine, France, Grande-Bretagne, URSS) aura eu pour effet majeur non seulement de réduire les autres pays membres au rôle de figurants, mais aussi de limiter considérablement l'action du secrétaire général.

Avant que n'intervienne le réchauffement soviéto-américain, M. Perez de Cuellar avait pu se glisser entre les deux Grands traditionnellement paradosés par la guerre froide, prendre l'initiative de régler un certain nombre de conflits régionaux et faire progresser d'autres dossiers sur la voie de la paix. Mais cette fois, il est redevenu un simple fonctionnaire de l'organisation. A ce titre, il a dû se contenter de préparer les rapports demandés par le Conseil de sécurité, à côté du pouvoir exécutif de l'ONU, et transmettre ses recommandations à un secrétaire qui, en dépit de l'ampleur de ses nouvelles tâches, a su travailler avec célérité.

### Géométrie, artillerie, braker

Car, dans le même temps, l'Organisation s'est rodée à des métiers qu'elle ne connaissait pas. Remanant à son pouvoir de police, prévu dans les textes mais qu'elle a préférés déléguer à une coalition armée placée sous commandement des États-Unis, l'ONU, après la fin des hostilités, a mis en place une force d'interposition entre l'Irak et le Koweït rendu à ses propriétaires et fourni aux populations victimes des affrontements et des représailles de M. Saddam Hussein les secours humanitaires dont elles avaient cruellement besoin. Ce sont de simples tâches de routine.

En revanche, l'application de la résolution 687 mettant fin aux hostilités a conduit les Nations unies à se transformer en géomètre (pour délimiter exactement la frontière entre les deux pays, en s'appuyant sur le tracé de 1963), en artificier (avec l'envoi d'équipes chargées, dans un premier temps, de recenser et d'inspecter les armes irakiennes non conventionnelles puis de les détruire), et, plus récemment, en braker spécialisé sur le marché pétrolier mondial.

L'ONU doit en effet décider non seulement quel pourcentage des exportations de brut irakien devra être affecté à un fonds d'indemnisation des victimes de la guerre, mais aussi surveiller de près les quantités, prix et conditions des ventes d'hydrocarbures qui devraient commencer à intervenir à l'automne prochain lorsqu'aurait été partiellement levées les sanctions frappant Bagdad.

Après avoir autorisé, pour la première fois de son histoire, au nom de l'indispensable « ingérence humanitaire », la création de zones de sécurité à l'intérieur d'un pays qui, peu à peu, voit sa souveraineté rognée pour prix de son agression, l'ONU continue à innover. En attendant d'autres suggestions. Comme l'idée, apparemment oubliée, de dépêcher M. Saddam Hussein devant un tribunal international et qui, cette fois, s'est avérée beaucoup trop compliquée à concrétiser.

SERGE MARTI

## Pour éviter une nouvelle poudrière

# Un essai de « transparence » du commerce des armes

Pour les principaux pays exportateurs d'armes, la guerre du Golfe a été comme un révélateur : le surarmement, manifestement excessif par rapport à leurs besoins de sécurité, de certains États de la zone est la cause de graves et durables déséquilibres régionaux, au lieu de contribuer à la stabilité dans cette partie du monde.

L'acquisition de quelques-unes de ces puissances locales à des technologies militaires avancées, comme le nucléaire et la balistique rétinis, est une menace globale, y compris pour le « club » des grandes puissances mondiales qui ont, et voudraient garder, une responsabilité particulière de sécurité en la matière.

De ce point de vue, ce qui s'est passé en 1990-1991 au Proche-Orient et, plus spécifiquement, le conflit avec l'Irak a ouvert les yeux aux cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, qui sont aussi parmi les gros exportateurs d'armes. Il leur a bien fallu, enfin, chercher à s'entendre sur des principes qui visent à réglementer, en le limitant entre eux, le commerce des armements dans la région.

Quelle que soit la base des calculs

qui les fondent, toutes les évaluations concordent. C'est au Proche-Orient qu'on trouve la plus importante des poudrières. Et ce sont essentiellement toujours les mêmes pays fournisseurs qu'on y recense, essentiellement les États-Unis, la France, la Chine, l'Union soviétique, la Tchecoslovaquie et la Grande-Bretagne.

### L'Irak, un cas d'école

A en croire une estimation du Pentagone, quatre pays proche-orientaux figurent parmi les six premiers États importateurs d'armes dans le monde : l'Irak, l'Arabie saoudite, l'Iran et Israël, auxquels il convient d'ajouter deux pays clients hors zone, qui sont l'Inde et l'Afghanistan. Une autre évaluation va dans le même sens, celle du Fonds monétaire international.

Selon le FMI, qui a établi son classement en tenant compte de la part du revenu national consacrée aux achats d'armes entre 1972 et 1988, dix des onze plus gros acquéreurs d'armes dans le monde se situent au Proche-Orient : Israël, l'Arabie saou-

dite, Oman, le Sud-Yémen, Jordanie, Irak, Syrie, Égypte, Libye, Nord-Yémen (les deux Yémen ont fusionné en 1990). Dans cette liste, seul l'Angola est venu se glisser au second rang, juste derrière Israël.

Les égoïsmes nationaux, souvent basés sur une conception étroite de la notion d'intérêts à court terme, et la rivalité entre les grandes puissances, préoccupées de se constituer avant tout un réseau de clientèles, ont poussé à la roue, sur la voie d'une prolifération des armements de moins en moins contrôlée. Des matériels classiques, pour ne pas dire basés tant la sont répandus, on est passé aux équipements d'abord sophistiqués, ensuite déstabilisants : armements miniaturisés et guidés avec précision pour des actions offensives, missiles balistiques, composants chimiques, voire biologiques et, surtout, ces divers « ingrédients » qui préparent un nucléaire.

De ce point de vue, l'exemple de l'Irak est presque un cas d'école. Certains fournisseurs occidentaux, à commencer par la France, ont été discrètement encouragés par les États-Unis (qui étaient alors le Grand

Satan) de livrer à Bagdad de quoi tenir tête à l'Irak, dont le fanatisme religieux les inquiétait à l'époque, et aussi de quoi permettre à M. Saddam Hussein de prendre ses distances avec le quasi-monopole exercé par l'Union soviétique, grâce précisément à ses dons d'armes.

### Un registre à l'ONU

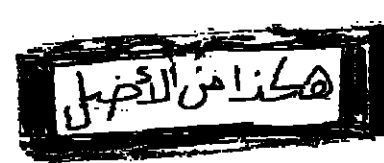
Depuis le 2 août 1990, les grandes puissances ont peur que ces armements régionaux ne se retournent un jour contre elles et qu'ils ne viennent compliquer un jeu international qu'elles voudraient continuer à régler selon leurs intérêts.

C'est la raison pour laquelle les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Union soviétique et, non sans avoir exprimé quelques réserves, la Chine ont entamé, les 8 et 9 juillet à Paris, des discussions pour tenter d'établir des règles de « retenue » de leurs ventes au Proche-Orient, ces dernières ainsi « une zone libre d'armes de destruction massive ». En octobre prochain, ces cinq membres du Conseil de sécurité ont prévu de se

retrouver à Londres. Leur concertation ne sera pas aisée et il ne faut pas en attendre des « retombées » immédiates ou spectaculaires. L'une des mesures qui visent à instaurer la « transparence » des transactions en la matière consiste à faire tenir un registre des contrats par le secrétaire général de l'ONU. L'initiative est louable. Est-elle réaliste, quand on sait d'expérience combien le commerce des armes, aux mains de marchands imaginatifs, réussit à s'affranchir des contrôles les plus sévères conçus en principe pour mieux le canaliser ?

Aux États-Unis, le Congrès donne nécessairement son accord préalable à chaque exportation d'armes au-dessus d'un certain montant. Une telle précaution n'a pas empêché le scandale de l'ingérence, cette transaction secrète et illégale (entre les États-Unis, l'Irak et le Nicaragua) à laquelle ont été mêlés des proches de M. Ronald Reagan. Aux Nations unies, du seul fait que la plupart des clients exigent le silence sur les marchés qu'ils passent sous peine de rompre le contrat, le registre pourrait bien ne demeurer qu'un pieux catalogue.

JACQUES ISNARD



## POLITIQUE

Le jugeant « contraire au principe d'égalité »

## Le Conseil constitutionnel rejette un article important de la loi sur la réforme hospitalière

Le Conseil constitutionnel a décidé, lundi 29 juillet, de censurer la loi portant réforme hospitalière, dont l'article 8 avait fait l'objet d'un recours par un groupe de sénateurs. Il a jugé « contraire au principe d'égalité » la disposition prévoyant que les chefs de service sont nommés par le ministre de la santé et les chefs de département par le conseil d'administration de l'établissement hospitalier.

La loi portant réforme hospitalière prévoyait que les chefs de service « sont nommés par le ministre de la santé après avis, notamment, du conseil d'administration et de la commission médicale d'établissement pour une durée de cinq ans renouvelable » et que ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des règles relatives aux sanctions prises en cas de faute ou d'insuffisance professionnelle ou aux décisions prises dans l'intérêt du service. Les chefs de département, eux, étaient « désignés par le conseil d'adminis-

tration après avis, notamment, de la commission médicale d'établissement et du conseil d'administration pour une durée de cinq ans renouvelable ». Les sénateurs auteurs de la saisine faisaient valoir que, en prévoyant des modes de nomination distincts pour les chefs de service et pour les chefs de département — alors que ces médecins se voient investis de mission de même nature — la loi méconnaissait à la fois le principe de l'égalité de traitement dans le déroulement de la carrière des praticiens hospitaliers et celui de leur égal accès aux emplois publics.

## « Ancien motif d'intérêt général »

Dans ses attendus, le Conseil constitutionnel a rejoint l'avis des sénateurs, considérant qu'« il n'existe pas entre le service et le département, au sein d'un établissement public de santé, de différence de nature à justifier que les responsables de ces structures soient nommés selon des procédures distinctes et que ce traitement diffère

d'agents publics relevant d'un même statut ne répond à aucun motif d'intérêt général ». Rappelant qu'un service regroupe une ou plusieurs unités fonctionnelles participant de la même discipline et qu'un département doit être constitué d'au moins trois unités fonctionnelles, il a estimé que « cette différence ne saurait à elle seule justifier, au regard du principe d'égalité, ni que le praticien appelé à diriger l'une ou l'autre de ces structures soit nommé selon le cas par l'autorité ministérielle ou par le conseil d'administration de l'établissement, ni que sa désignation pour être dans l'intérêt, dans le premier cas, sous la réserve que cette durée puisse être écourtée « dans l'intérêt du service », et, dans le second, sans qu'aucune cause d'interruption de fonctions soit expressément prévue ». En outre, le Conseil constitutionnel indique que ces distinctions « entre agents publics relevant d'un même statut quant au mode de nomination et à la durée éventuelle des fonctions ne sont pas justifiées par des motifs d'intérêt général ».

En conséquence, le Conseil constitutionnel a estimé que sont

contraires à la Constitution les dispositions des articles 1, 2 et 6 de l'article L. 714-21 ajoutés au code de la santé publique par l'article 8 de la loi portant réforme hospitalière.

La loi portant diverses mesures d'ordre social est validée. — Le Conseil constitutionnel a jugé, lundi 29 juillet, conforme à la Constitution la loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS), en estimant qu'« aucun principe de valeur constitutionnelle ne se trouve privé des garanties légales par l'effet des dispositions de la loi ». Les sénateurs de l'opposition, qui avaient déposé le recours, contestaient la constitutionnalité « des dispositions concernant le réajustement de la procédure de conventionnement instituant des accords nationaux tripartites annuels, l'instauration d'un mécanisme de tiers payant pour le règlement des frais d'analyses et d'examen de laboratoires, enfin, les modalités de répartition de l'enveloppe globale annuelle pour les laboratoires d'analyses médicales privés ».

Le rapport de l'INSEE sur la main-d'œuvre

## La droite refuse d'envisager un nouveau recours à l'immigration

Le rapport de l'INSEE évoquant un recours à l'immigration pour pallier la pénurie de main-d'œuvre prévisible au début des années 2000 (le Monde du 30 juillet) a provoqué, lundi 29 juillet, des commentaires de responsables politiques ou syndicaux. M. Ladoleski Poniatski, porte-parole du Parti républicain, a déclaré que « le scénario de l'INSEE a un caractère irréaliste et constitue une véritable provocation lorsque l'on sait que, depuis l'arrivée de M. Edith Cresson à la tête du gouvernement, il y a un nouveau chômage toutes les deux minutes ».

M. Jean-Marie Le Pen a qualifié ces propositions de « nulles ou aberrantes ». « Il n'y a, a observé le président du Front national, qu'une seule loi qui soit capable de préserver la prospérité, la dignité et la sécurité du peuple français, c'est, d'abord, de faire des Français en France. » M. Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, s'est refusé à « prendre ce rapport au pied de la lettre ». « Dans les années 90, a-t-il expliqué, nous avons fondé le développement de notre industrie sur la main-d'œuvre importée. Dans les années 90 et 2000, il faudra probablement choisir une autre solution (...). Je pense que c'est, d'abord,

nous-mêmes et notre matière grise qui le feront. »

Pour M. Azeddine Dahmani, président de l'association France-Plus, « il faut avoir, maintenant, le courage politique d'arrêter de mentir aux Français et leur expliquer que cette immigration, ces jeunes de banlieues, ces fils de harkis sont une chance pour la France comme la France est une chance pour eux ». M. Nicole Notat, secrétaire général adjoint de la CDTI, a assuré que « la France a besoin d'immigration en 2005, elle saura faire appel à la main-d'œuvre étrangère dans la stricte la plus complète, car le problème se posera dans un contexte radicalement différent de celui d'aujourd'hui ». En revanche, elle « ne pense pas qu'il soit bon d'ouvrir les objectifs comme le recul de l'âge de la retraite ». M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a affirmé qu'il ne croit pas « à l'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail ». « Quand on pourra correctement les salaires, a-t-il assuré, ils travailleront plus facilement. » Évoquant un probable recul de l'âge de la retraite, il a estimé que ce recul serait « sélectif » et concernerait essentiellement les cadres.

## Une bataille de symboles

par Franck Nouchi

RETOUR à la case départ. A trop vouloir mener les uns et les autres — les « patrons » hospitaliers, soucieux de conserver leur rang et donc d'être nommés par le ministre de la santé, et la gauche, traditionnellement favorable aux départements hospitaliers et à des modes de désignation plus « démocratiques », — le gouvernement se voit accusé de porter atteinte au principe d'égalité. Ce débat — secondaire par rapport à la crise profonde que connaît notre système hospitalier public — n'aura réussi qu'à empoisonner la discussion d'une réforme pourtant essentielle.

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, avait bien posé le problème en déclarant, quelques semaines avant l'ouverture de la discussion parlementaire : « Aujourd'hui, les chefs de service sont nommés par le ministre de la santé. C'est un grand honneur pour lui. Mais comment le faire avec pertinence, sachant qu'on ne les connaît pas tous ? Et il conclut qu'il lui semblait préférable de « laisser le choix de la modalité de ces désignations au conseil de l'établissement ».

Réplique immédiate du professeur Bernard Debré, qui réaffirmait la position de la grande majorité des patrons de CHU : « Cette mesure interdirait dorénavant qu'un médecin de Marseille soit nommé chef de service à Strasbourg. Tout ne sera qu'affaire de cheffe locale. Imaginez l'arbitraire dans un département où un assistant voudrait se présenter contre son patron. Une

campagne électorale permanente ! »

Une fois de plus, le débat de fond était esquivé. Si le mode de désignation du chef de service ou de département est relativement secondaire — c'est avant tout une affaire de symboles, — le gouvernement et les parlementaires auraient dû se soucier davantage de la définition même de ces deux entités : comment trouver des formules permettant aux praticiens hospitaliers d'espérer un jour « faire carrière », au sens le plus noble du terme, au sein de l'hôpital public, en accordant à des postes de responsabilité qui, en raison de la pyramide des âges, sont aujourd'hui — et pour longtemps — hors d'attente ? Le subtil distinguo entre service et département voulu par le gouvernement n'aura servi qu'à relancer un débat idéologique.

Les protestations de fils de harkis

## Le manifestant incarcéré à Nîmes reste en prison

Les manifestations des fils de harkis ont continué, lundi 29 juillet, après le refus de mise en liberté provisoire de M. Mohamed Berkane, incarcéré depuis le 11 juillet à Nîmes pour avoir tiré sur un gendarme. Le docteur des juges d'instruction de Nîmes, M. Jean-Philippe Durouché, a estimé que la blessure d'un gendarme constituait un « fait grave » et que « la légitime défense du tir » ne pouvait être invoquée dans ce cas. Cette décision est susceptible d'appel.

À Angoulême, le groupe de fils de harkis qui manifestait depuis mardi matin devant la préfecture afin d'obtenir un entretien avec le préfet du département et la libération de M. Berkane, a été évacué dans le calme par les forces de l'ordre, mardi, entre 5 heures et 6 heures du matin, nous indique notre correspondant Jean-Pierre Dufrenoy. M. Ali

Amir, secrétaire de l'Association nationale des anciens supplétifs et rapatriés d'Algérie, conseiller municipal (UDF-CDS) d'Angoulême, qui faisait partie des manifestants, a été reçu par le secrétaire général de la préfecture. M. Amir a demandé, au nom des fils de harkis, la création d'une structure départementale représentative, dotée d'un budget de 50 000 francs. Les manifestants ont accepté de lever les barrières qui bloquaient l'accès de la préfecture aux deux extrémités de la rue, mais ils ont été autorisés à maintenir leur présence devant les grilles du bâtiment.

À Paris, le secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, M. Laurent Cathala, a dénoncé, lundi, « les appels à la violence et à l'illégalité » lancés aux enfants de harkis par le président du

Conseil national supérieur des rapatriés (CNSR), M. Eugène Ibagnez. Pour M. Cathala, « il apparaît à ce jour difficile d'associer le CNSR aux discussions sur la mise en œuvre des mesures gouvernementales en faveur des harkis, car le dialogue ne peut être conduit qu'avec des interlocuteurs respectueux de l'ordre républicain ». M. Ibagnez avait notamment déclaré, le 27 juillet, que « si on fait de la casse, il faut le faire intelligemment, contre l'Etat et ses représentants ».

En porte-parole de l'association de rapatriés RECOURS-FRANCE, M. Jacques Rosseau, a vigileusement critiqué M. Ibagnez, en estimant qu'il était « totalement disqualifié par ses appels à la violence ». Le Comité national des musulmans français s'oppose, pour sa part, « de voir perdurer les désordres et les violences ».

## Les arrières-cours de la Cité des papes

Alors que le Festival s'achève, Avignon retrouve les problèmes financiers et politiques de la ville la plus endettée de France

AVIGNON

de notre envoyée spéciale

Avignon est en haléons sous sa plus belle parure. La nouvelle est tombée comme ça, sans égard, en plein Festival. C'est tout de même rageant. Imaginez qu'on vous refuse votre carte de crédit au moment où vous invitez toute votre belle-famille à dîner. « Première ville endettée de France » — juste après Angoulême, dont le cas a été réglé — voilà qui fait bien mauvais effet sur les remparts.

Surtout que, pour le vingtième anniversaire de la mort de Jean Vilar et la quarante-quatrième édition du Festival, on avait vraiment voulu que la fête soit belle. Chacun y avait mis du sien : le mistral avait promis de se taire, les fils de harkis d'aller se plaindre ailleurs, et les anti-TGV de faire un détour. Même la ville avait décidé d'arrêter de bouder. Jura, cette fois, derrière les persiennes et dans les diners, on ne maudirait pas cette « foire » bruyante de juillet, ces envahisseurs bronzés et polissons, ces créateurs « patiens » et farouchement hermétiques, qui viennent voler « nos » rues, notre sommeil et notre tranquillité. La mairie avait donné la consigne, et les affiches le proclamaient pour mémoire : « Jean Vilar, c'est notre histoire ».

Pas question, donc, de se ficher avec l'histoire. On accepterait, avec le sourire, ces invasions de shorts et de jeans, ces groupes de vrais clochards et ces parades de faux mendiants, ces vendeurs africains et ces acheteurs américains, ces anonymes et ces n'as-tu-vu. On leur abandonnerait les murs, les places de parking et les cafés. On laisserait, sans souffler mot, la ville étouffer sous les papiers, les journaux, les affiches et les tracts. On n'envairait plus au maître des lettres incendiaires sur ce « festival de voyous ». On se contenterait de

ruminer, discrètement, la nostalgie du temps « où l'on jouait aux boules sur la place de l'Horloge avec Gérard Philipe » et « où l'on buvait le pastis avec Daniel Sorano ».

## Le Crédit local menace de ne plus prêter

Un mois de débauche, onze mois de repentir : et si le Festival n'était plus ce qu'il était ? On se surprend, quelques instants, à le rêver plus « provençal », plus « pays », tout en couvant amoureuxment des yeux son tour-casque et en calculant déjà combien de tables nouvelles on pourra installer l'an prochain sur son bout de trottoir. « Jean Vilar, c'est notre histoire », alors, il faut bien penser au présent.

Mais voilà que cette fâcheuse dette est venue jouer les trouble-fête, en divulguant devant tout le monde un secret de famille. Un comble pour Avignon. Car cette fille légère à des pudeurs de rosière. Le ticket d'entrée pour la Cité des papes se donne pas droit à la visite des arrières-cours, fussent-elles celle de la Cour d'honneur. Là, c'est le domaine des Avignonnais. Sauf que, cette fois, il a bien fallu entrouvrir les portes et sortir les livres de comptes.

Ironie du sort, c'est à Avignon que le Crédit local de France — la banque des collectivités locales —

avait décidé de tenir séminaire cette année. Au programme, l'endettement des communes. Entre deux réunions de travail, le président de la Cité des papes et ses consignes, M. Robert Lion, et celui du Crédit local, M. Pierre Richard, ont même trouvé le temps d'aller rencontrer le maire d'Avignon pour lui signifier ce qu'il savait déjà : si la ville ne prend pas des mesures de rigueur draconiennes, le Crédit local ne prête plus.

Avec une dette de 1 800 millions de francs, pour un budget annuel de 1 200 millions de francs, Avignon est au bord de l'asphyxie. Les impôts locaux ont déjà été augmentés d'environ 7 % au printemps 1991, et il faudra sans doute les revoir prochainement à la hausse. Même ajoutées à des coupes sévères dans le budget de fonctionnement, ces ressources nouvelles risquent de ne pas suffire pour tenir le taux maximal de 150 millions de francs d'emprunt annuel qu'a imposé le Crédit local. Le maire d'Avignon, M. Guy Ravier (PS), compte bien faire jouer la « jurisprudence » Angoulême, en ayant demandé au premier ministre une aide financière qu'il évalue, dans l'idéal, à 100 millions de francs sur deux ans.

La faute à qui ? On ne résiste pas, bien sûr, à faire porter la responsabilité du surendettement de la ville à la gestion précédente, celle de M. Jean-Pierre Roux, maire (RPR) d'Avignon de 1983 à 1989. Puis, l'on reconnaît du bout des lèvres que le long règne du socialiste Henri Duffaut, de 1958 à 1983, n'avait pas été totalement exempt de dérèglements. Mais Avignon a une certitude : sa dette, c'est surtout la faute aux autres. A ces 400 000 habitants des communes environnantes qui profitent de l'hôpital, du conservatoire, du théâtre et de la multitude de services payés par les 88 000 Avignonnais.

En tout cas, la ville a dû se résoudre à restreindre son train de vie. Première conséquence, elle a ouvert à la Lyonnaise des eaux le capital de la société d'économie mixte chargée de la gestion du Palais des papes. C'est un symbole, qui a fait tanguer très sérieusement la majorité municipale à la fin du mois de juin. Sept élus socialistes ont rendu momentanément leur délégation, et une adjointe au maire, M. Arlette Richard, qui avait voté contre le projet, s'est vu retirer d'office la sienne.

## M. Guignon s'obstine

On a sperçu alors, subrepticement, d'autres arrières-cours : celles d'Avignon fait de la politique. L'entrée y est strictement interdite aux étrangers. Malgré le panneau, ils sont nombreux à avoir essayé. M. Bertrand Delanoë, lorsqu'il était numéro deux du Parti socialiste, se sentait bien vu depuis de Vaucluse. M. Jack Lang y avait songé en 1986. M. Jean-Louis Guignon, socialiste lui-même, époux de l'actuelle ministre des affaires européennes, M. Elisabeth Guignon, y avait vraiment cru en 1984, pour les élections législatives, puis en 1989, pour la mairie. Vainement. On a fait comprendre à tous ces « étrangers » (sans rire), même à M. Guignon, originaire de la ville voisine d'Ap, que leur place se trouvait ailleurs et on les a bottés fermement hors les remparts.

Et voilà que cela recommence. La menace est encore floue, mais le bruit a déjà fait frissonner la ville : M. Guignon tenterait, à son tour, de s'implanter en Avignon. Officiellement, elle n'est candidate qu'à la tête de liste pour les élections régionales de 1992. Les enjeux politiques de la région Pro-

vence-Alpes-Côte d'Azur seraient une chose trop sérieuse pour être laissée aux gens du cru. Contre la candidature vraisemblable de M. Jean-Marie Le Pen dans les Alpes-Maritimes, le PS a décidé de mener un combat de titans, en envoyant plusieurs de ses ministres au feu aux côtés de M. Bernard Tapie. Et M. Guignon a paru toute désignée pour le Vaucluse.

La région, bien sûr, c'est loin d'Avignon, mais, méfiant, M. Ravier « n'arrive pas à croire » que le ministre des affaires européennes « ne s'intéresse qu'au mandat de conseiller régional ». Et Avignon est une si jolie ville... L'alerte lui a paru suffisamment sérieuse pour qu'il décide de peser de tout son poids contre la présence du ministre sur la liste. Mission accomplie : le nom de M. Guignon ne figure pas sur le projet de liste émise fin juin par les militants socialistes de Vaucluse et qui sera soumis à la convention nationale du PS en septembre prochain. Ténace, M. Guignon a confirmé le maintien de sa candidature dans une lettre adressée, début juillet, au premier secrétaire du parti, M. Pierre Mauroy. Au-delà des enjeux nationaux, on murmure qu'en plus, elle peut compter sur le soutien de plusieurs élus d'Avignon n'appartenant pas à la majorité recordienne conduite par le maire.

A la longue, même à Avignon, les histoires d'arrière-cours finissent par se savoir. Il était donc vraiment temps que le Festival se termine. Maintenant que plus personne n'ignore que la maîtresse de maison a les bas treués, on ne va pas, en plus, laisser entendre qu'elle a un caractère de diable. M. Ravier va pouvoir représenter ses parties de boule sur la place. En ces temps chaotiques, la boule, c'est une valeur encore plus sûre que Jean Vilar.

PASCALE ROBERT-DIARD

## EN BREF

■ M. Mitterrand dans le Var. — M. François Mitterrand a fait, lundi 29 juillet, un court séjour dans le Var, au cours duquel il a visité la basilique de Saint-Maximin, à l'ouest de Brignoles. Le chef de l'Etat, qui séjournera chez l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, a rendu visite, à Vaucluse, à M. Stoffles, son interprète habituelle lors des sommets franco-allemands, puis il s'est attardé dans le pittoresque village de For-Amphoux avant de se rendre à St-Maximin. Il a regagné Paris dans la soirée.

■ Déjeuner de travail pour une dizaine de membres du gouvernement. — M. Edith Cresson a réuni, lundi 29 juillet, une dizaine de membres de son gouvernement pour un déjeuner de travail à l'hôtel Matignon. Parmi les invités, figuraient les ministres de la ville, M. Michel Delebarre ; des affaires sociales, M. Jean-Louis Bianco ; de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin ; de la jeunesse et des sports, M. Frédéric Bredin ; du travail, M. Martine Aubry ; les secrétaires d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner ; à l'intégration, M. Kofi Yamgnane ; au logement, M. Marcel Debarge ; et aux handicapés, M. Michel Gillebert.

■ M. Sarre espère que la Syrie permettra le jugement d'Alotz Brunner. — M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, conseiller (PS) de Paris, a exprimé, lundi 29 juillet, l'espoir que « les autorités syriennes instruiront sérieusement la commission rogatoire internationale délivrée par la justice française et concernant la vérification de la présence du criminel nazi Alotz Brunner à Damas ». Observant que, membre d'Interpol, la Syrie a l'obligation de coopérer, M. Sarre ajoute : « Au moment où la Syrie, par la voix du président El Hlassad, annonce des pourparlers de paix avec Israël, l'extradition par la Syrie du criminel responsable de l'assassinat de 130 000 juifs serait, en même temps qu'un geste de justice, un geste sérieux de sa volonté de paix ».



FAITS DIVERS

Le double meurtre de Cressensac

# Un retraité très occupé

A la demande de financiers américains floués, un juge de Cahors s'apprête à entendre Leslie Chorlton, le mystérieux milliardaire assassiné avec son épouse en Corrèze

CRESSENSAC (LOT)  
de notre envoyé spécial

« Une retraite anticipée, en quel que sorte. » C'est ainsi que Leslie Chorlton avait présenté sa situation à ses voisins fermiers lorsqu'il s'était installé dans sa propriété, il y a un an et demi. Il n'en aura guère profité. Le 12 juillet, le cadavre de ce Britannique de quarante-sept ans et celui de sa jeune épouse néerlandaise Bernadette étaient découverts dans un bois de Corréze, à 60 kilomètres de leur domicile. Ligotés, bâillonnés et étranglés à l'aide d'une cordelette. Crime « parfait » pour le village paisible, qui n'en revient encore pas, « acte de professionnels » pour les enquêteurs et « série noire de l'été » pour la cohorte de journalistes anglo-saxons qui envahissent la place.

Deux semaines après, les spots sont en vogue et les hypothèses extravagantes ressassées. Qui a tué les Chorlton, et pourquoi ? Le beau Leslie fut-il l'agent secret présenté par le quotidien d'outre-Manche *Daily Express* ? Un autre journal, *The Observer*, se fit l'écho du démenti catégorique apporté sur ce point par Scotland Yard. Ce roquignol solide comme un bûcheron fut-il victime d'une vengeance passionnelle ? Il s'était marié pour la quatrième fois l'an passé, et avait d'une précédente union un garçon de quatre ans. Flambait-il au jeu ? Ou était-il un intermédiaire dans le blanchiment d'argent sale ? Vivait-il de ressources occultes ?

Les voisins ne démentent pas de leurs convictions : « Le couple vivait de ses rentes fort simplement. Comme beaucoup d'autres dans notre région. M. Chorlton ne parlait pas de ses histoires. Par contre, il avait beaucoup d'argent. » La jeune fermière les aimait « bien ». Elle vient désormais nourrir les quatre chiens et les deux poneys de leurs défunts.

maîtres, « pour leur faire la SPA, en attendant l'arrivée de la famille de Bernadette », prévue suite le rush médiatique terminé. Elle veille à toute intrusion éventuelle dans la maison des Chorlton, « La Garnaudie ».

C'est elle qui donna l'alarme. Le couple était parti laissant portes et fenêtres ouvertes et les chiens dans la cuisine, sans eau et sans nourriture, « sans nous demander de nous en occuper, contrairement à son habitude, quand il s'absentait pour quelques jours. Paris comme pour une promenade de quelques heures ». Le père de la jeune fermière découvrit en se baladant, dans le jardin jouxtant le jardin des Chorlton, leur Renault 5 turbo cachée sous les branches.

« Fax »  
d'Atlanta

L'instruction sur le double meurtre fut confiée à M. Alain Claustre, juge d'instruction à Tulle. L'examen de la propriété, passée au peigne fin, confirma qu'il n'y avait pas eu de bagarre, mais fournit un morceau de fax, le courrier d'affaires que Leslie Chorlton envoyait ou recevait par l'intermédiaire d'une télécopieuse installée chez le principal restaurateur du village. Se disant consultant financier international, il souhaitait ne pas être dérangé chez lui.

A son arrivée, il avait fait des propositions d'investissement aux notables de la région, projets vite avortés. Puis, son séjourné semblait s'être orienté au-delà des frontières. Loin, très loin de France. Qui, dans ce village reculé du Lot, s'en souciait ? Au tribunal de grande instance de Cahors, un autre juge, M. Charles Pinard, fut sans doute le seul à ne pas être surpris par les fax. Depuis trois

mois, il instruisait une plainte pour abus de confiance et avec constitution de partie civile déposée contre Leslie Chorlton par quatre de ses associés américains d'Atlanta (Géorgie), via M. Bernard Poullès, du bureau de Toulouse. Le juge avait même prévu de faire interpellier et placer en garde à vue l'étranger Leslie d'ici la fin du mois de juillet. Mais maintenant, l'accusé est devenu la victime. Deux instructions, deux corps d'enquêteurs - les gendarmes de Tulle et la section financière de la PJ toulousaine - pour la double énigme posée par deux cadavres. L'assassinat est-il lié au secret de l'activité financière des Chorlton ? Cela paraît vraisemblable, si l'on en croit les éléments, concis mais précis, avancés par les plaignants américains. Leurs déclarations laissent pantois.

C'est l'histoire de l'arroseur arrosé : ces hommes d'affaires dont la profession est de gérer des sociétés de placement financier à court terme, comme il en existe de fort nombreuses aux États-Unis, rencontrent, début 1989, Leslie Chorlton. Celui-ci leur propose un montage aléchant : acheter, puis revendre en quadruplant la mise, des titres de prêts faits par des organismes internationaux aux pays en voie de développement. Ces gains faciles pourraient, au choix de chaque bailleur, être réinvestis dans de vastes opérations que Chorlton projette dans le Lot ou en Thaïlande.

L'idée de faire commerce de ce type de titres n'est pas une première. Simplement, elle suppose des fonds. En l'occurrence, 1 million de dollars, soit environ 6 millions de francs. Ces sommes ne seront immobilisées que deux semaines, promet Chorlton ; le temps de réaliser la transaction envisagée.

Les quatre financiers d'Atlanta ont du matériel et une bonne réputation. A eux seuls, ils représentent quelque deux cents éparpagnants.

Pour eux, le jeu du court terme a ses risques et ses profits. Vite convaincus, ils fondent avec Leslie Chorlton une société financière, la SBC Chorro Inc., qu'ils font enregistrer à Atlanta, tout en apportant le million de dollars demandé par l'intéressé, qui en devient président. Dans le même temps, celui-ci crée une société d'investissement, la SBC Chorro Properties Inc., basée elle aussi à Atlanta, et se sert d'une troisième entité commerciale, Chorro International.

A la recherche  
du magot

Ce sont ces deux dernières identités qu'il va aussitôt utiliser pour contacter diverses personnalités du Lot. Car il entend bien créer des emplois dans cette zone désertifiée. Il propose la création d'une usine de transformation de titane sur l'ancienne base militaire soviétique de Virolou. Ce projet tombe à l'eau. Il lui substitue la création d'une entreprise de bois, qui elle aussi tourne court. Puis la construction d'un motel de quatre cents chambres et d'un terrain de golf, qui ne verra pas davantage le jour. Leslie Chorlton marque alors une pause dans ses velléités locales : après l'euphorie des premiers contacts, les notables de la région ont manifesté une prudente méfiance.

A Gramat, où les Chorlton se sont mariés dans la plus grande convivialité, Leslie a ouvert, début 1989, plusieurs comptes à la Banque populaire du Quercy et de l'Agenais, et son personnel est à celui de ces sociétés. Aujourd'hui, ces comptes sont examinés à la loupe. Mais Leslie Chorlton a aussi utilisé d'autres comptes, dans dix banques étrangères sur plusieurs continents. L'enquête sur ces divers mouvements de compte à compte s'avère difficile. On est passé le magot réuni par Leslie Chorlton ? La question, non encore résolue, est essentielle.

Les quatre financiers d'Atlanta se plaignent de n'avoir jamais perçu un sou d'intérêt, et surtout de n'avoir jamais reçu 1 dollar des millions versés. Or, à diverses reprises, sur demande de leur associé, ils ont collecté des fonds supplémentaires. Le total se chiffrait à 2 millions de dollars.

Honorablement connus, ces agents en placement financier hésitent longtemps à rendre publique leur infamie, pour ne pas risquer d'effrayer leurs clients. On sait que d'autres Américains sollicités par ces quatre agents apportèrent aussi d'importantes contributions au montage. Mais jusqu'à présent, ils ne se sont pas manifestés. L'un d'eux avait-il « piqué » Leslie Chorlton de son indécision ?

Enfin, ces hommes avaient-ils collecté ces sommes pour son seul bénéfice ou devaient-ils les partager avec d'autres complices ? Le commanditaire de l'assassinat à la cordelette pourrait être un de ceux-là. On commence seulement à découvrir que Chorlton avait quitté le Royaume-Uni en y laissant beaucoup de dettes, lui qui se vantait de n'avoir jamais payé d'impôt de sa vie.

DANIELLE ROUARD

## EN BREF

Philippe Bidart renvoyé devant la cour d'assises spéciale de Paris. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a renvoyé, par un arrêt du 12 juillet, quatre militants séparatistes basques, Philippe Bidart, Xavier Labeguerie, Philippe Lesgourgues et Jean-Gabriel Moussa, devant la cour d'assises de Paris, uniquement composée de magistrats. Les quatre hommes seront jugés pour l'évasion avec prise d'otages, en décembre 1986, de Jean-Gabriel Moussa et Marie-France Hegny (tuée en 1987), de la prison de Pau dans les Pyrénées-Atlantiques (le Monde du 24 décembre 1986). Bidart, Labeguerie et Moussa ont formé un pouvoir en exil contre cet arrêt de la chambre.

Police : Création d'un commissariat franco-espagnol. — Philippe Marchand, ministre de l'intérieur,

## SPORTS

Un an avant les Jeux olympiques

# Barcelone : attention chantier ! ...

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Barcelone compte les jours et croise les doigts. Un an avant l'ouverture des Jeux olympiques d'été (25 juillet-9 août 1992), la capitale catalane ne sait pas si elle doit être impatiente ou anxieuse. En visite jeudi 25 juillet en Catalogne, M. Juan Antonio Samaranch, le président (catalan) du Comité international olympique (CIO) s'est dit « très satisfait » de l'état actuel des préparatifs.

M. Samaranch n'a pourtant pas toujours été aussi optimiste. Depuis le 17 octobre 1986, date de la désignation de sa ville aux dépens de Paris, les sujets d'inquiétude n'ont pas manqué : retards des chantiers, querelles politiques, conflits de compétences entre les autorités municipales, régionales et nationales. L'an dernier à la même époque la situation était suffisamment alarmante pour que le président du CIO donne de la voix. Ses rappels à l'ordre semblaient avoir été entendus. Barcelone s'est activée. Le gouvernement espagnol aussi : il vient d'accorder une « tralanga » budgétaire de 33 milliards de pesetas, environ 1,6 milliard de francs, qui permettront de poursuivre les derniers travaux.

Les principales installations sportives - stade olympique de 57 000 places, piscines, palais des sports, - regroupées sur la colline de Montjuïc, qui domine la ville, nécessitent encore quelques aménagements, mais les travaux paraissent en bonne voie.

Il en est de même pour le village olympique, où seront logés les 10 000 athlètes représentant les 167 pays invités (y compris l'Afrique du Sud, 46 % de ces spectateurs, implantés au nord de la ville, ont droit de voter, déjà été vendus à des particuliers, qui aménageront à l'autourne 1992. D'autres installations, telles que les deux villages de presse (10 500 journalistes assisteront aux Jeux) ou le palais des sports de Badalona (banlieue nord de Barcelone) devraient être terminés avant la fin de l'année.

Tout serait pour le mieux si trois points noirs ne venaient tempérer l'enthousiasme ambiant. D'abord les transports : les travaux entrepris au

nord et au sud de la ville pour boucher un périmètre permettant d'éviter le centre historique risquent de ne pas être achevés. Dans bien des quartiers, la ville n'est encore qu'un vaste chantier. Les Barcelonnais craignent que les embouteillages actuels ne se transforment en gigantesques pagelles dans un an, surtout lorsque des dizaines de milliers de spectateurs, d'athlètes, de journalistes et d'officiels (une trentaine de chefs d'État sont attendus pour la cérémonie d'inauguration) s'écouleront en même temps la colline de Montjuïc. Barcelone se demande comment elle pourra « digérer » les 300 000 visiteurs quotidiens attendus durant la quinzaine olympique (35 % des billets ont déjà été vendus).

Hôtels  
chers et chers

Autre problème : le logement. Les hôtels seront chers (les tarifs ne cassent d'habitude) et peu nombreux. Les organisateurs sont bien embarrassés quand il s'agit d'évoquer cette question. Ils trahissent leur impuissance lorsqu'ils avouent ne pas connaître le nombre exact de chambres disponibles.

Dernier point noir : la sécurité. Vingt-sept mille hommes seront mobilisés pour l'occasion. En étroite collaboration avec les services de police de nombreux pays, la préfecture de Catalogne et le ministère de l'Intérieur espagnol ont mis sur pied un dispositif exceptionnel - budget total de 23 milliards de pesetas, soit 1 milliard de francs - qui sera placé en « alerte rouge » au moment des Jeux. Toutes les hypothèses ont été envisagées, y compris une attaque martienne.

Si la situation internationale, notamment au Moyen-Orient, semble rassurer les autorités espagnoles, le terrorisme « local » les laisse plus circonspects. Officiellement, le mouvement indépendantiste catalan Terra Lliure (Terre libre) a renoncé à la lutte armée, mais rien ne dit que certains « durs » ne persisteront pas dans cette voie. Quant aux Basques de l'ETA, ils constituent toujours une menace potentielle dans cette région d'Espagne où ils ont commis plusieurs attentats meurtriers ces dernières années.

PHILIPPE BROUSSARD

# Les armées prêteront 5 500 hommes pour l'organisation des Jeux d'hiver de 1992

Le secrétaire d'État à la défense, M. Jacques Mellick, et le Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) ont conclu une convention aux termes de laquelle les armées doivent engager quelque 5 500 hommes des armées de terre, de l'air, de la gendarmerie et du service de santé à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville (Savoie) de 1992. Cette participation des armées françaises aux J.O. revêtira trois formes différentes.

D'abord, le bataillon de Joinville et l'École militaire de haute montagne accueilleront, pendant leur

service national, de nombreux sportifs (il s'agit de 500 d'entraîneurs de haut niveau en vue de les préparer à la compétition, notamment en liaison avec les fédérations de ski et de sports de glace).

Ensuite, quelque 5 200 militaires (des chasseurs alpins, des transmissions, des gendarmes, des personnels de santé et des spécialistes des hélicoptères) apporteront leur concours au dispositif général de sécurité des Jeux, qui, au total, devrait employer 8 000 hommes sous la responsabilité du préfet de la Savoie.

Outre des hélicoptères Puma et plus de 800 véhicules, ce renfort militaire permettra d'installer et d'exploiter le système de transmissions RITA, qui est mis en œuvre par le 57<sup>e</sup> régiment des transmissions de Mulhouse et qui établit des liaisons instantanées, cryptées, numérotées et rattachées au réseau civil à travers quinze sites répartis.

Enfin, la 27<sup>e</sup> division alpine, basée à Grenoble, devra prêter quelque 330 de ses hommes au COJO pour des tâches techniques ne pouvant pas être exécutées par le secteur civil.

Au total, les prestations fournies par les armées pour les Jeux de 1992 sont, si on en croit le ministère de la défense, supérieures à celles que nécessite le commandement d'un corps d'armée qui rassemble entre 30 000 et 50 000 hommes en France.

## JUSTICE

Inculpés dans une affaire de fausses factures

# Les PDG de la COGEDIM et de SCREG - Ile-de-France sont renvoyés en correctionnelle

M. David Peyron, le juge d'instruction parisien chargé du dossier de la COGEDIM, une affaire de fausses factures dans le bâtiment et les travaux publics (le Monde du 16 mai) a clôturé son dossier, lundi 29 juillet, et ordonné le renvoi en correctionnelle de soixante-trois inculpés. Parmi eux figurent MM. Michel Mauer, PDG de la COGEDIM, qui avait été incarcéré pendant deux semaines,

et Jacques Perche, PDG de la SCREG-Ile-de-France. Le montant des malversations est évalué à 500 millions de francs. Selon les enquêteurs, les sommes auraient été détournées entre 1988 et 1990.

Soixante-quatorze personnes - factoriens ou bénéficiaires des fausses factures - avaient été inculpées de faux ou usage de faux en écritures de commerce et d'es-croquerie à la TVA, ou de complicité ou recel de ces délits. Deux d'entre elles ont bénéficié d'un non-lieu et le juge a disjoints le cas de neuf autres, car l'instruction de leur dossier n'est pas terminée. Les fausses factures avaient pu être établies à l'occasion de chantiers dans la région parisienne, à Sur-esnes, Bondy, Pontoise, Paris, Boulogne-Billancourt, et notamment au cours de l'aménagement de la Défense et de la ZAC du Front de Seine à Levallois-Perret.

Trente entreprises de bâtiment ou de travaux publics au total sont impliquées dans l'affaire. Parmi elles, six ont également émis des fausses factures, et notamment la CTMI, une entreprise de démolition dirigée par M. Carino Cesco.

Différents systèmes  
de défense

Outre ces entreprises, bénéficiaires des fausses factures, huit sociétés, qui avaient pour seule fonction d'établir des fausses factures, figurent au dossier. Dans cette liste, on trouve une entreprise dirigée par Joseph Choukroun, ancien comptable des frères Zemmour et ancien membre du SAC (Service d'action civique, dissous en 1982), qui reste le seul inculpé encore détenu.

Les patrons d'entreprise inculpés ont adopté différents systèmes de défense. Ainsi, les dirigeants de la COGEDIM ont toujours nié avoir utilisé des fausses factures. A l'inverse, les dirigeants de la SCREG ont déclaré avoir dépensé l'argent liquide en organisant des festivités pour leurs clients ou en leur payant des places aux matches du Tournoi des cinq nations. Tous encouraient jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Il semble que le juge d'instruction n'ait pas établi de lien entre ces fausses factures et le financement de partis politiques, ce qui aurait rendu les délits amnistiables.

R. G.

# M. Yves Martin présidera l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEN)

Après des mois de négociations interministérielles et de recherche d'un responsable, la création de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEN) est annoncée dans le *Journal officiel* du 28 juillet. La nouvelle agence regroupe les trois anciennes Agences pour la qualité de l'air, Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie et devient un établissement public à caractère industriel et commercial. Elle est placée sous la tutelle des ministres chargés de la recherche, de l'environnement et de l'énergie. Aux anciennes missions s'ajoutent la prévention de la pollution des sols et la lutte contre les nuisances sonores.

Le ministère de l'environnement, bien qu'il en partage la tutelle avec deux autres adminis-

trations, va disposer avec l'ADEN d'un organisme de recherche ayant une masse critique suffisante pour être crédible auprès des industriels, de l'administration et des collectivités locales.

Le ministre avait souhaité mettre un politique à la tête de l'agence, mais c'est finalement un technicien qui la présidera : M. Yves Martin, ingénieur général des mines de cinquante-cinq ans, qui a notamment créé l'Agence financière du bassin Artois-Picardie (1965-1971), dirigé la mission « bruit » au ministère de l'environnement (1971-1973) et qui est membre des conseils d'administration de Rhône-Poulenc et Total. L'agence devrait être dirigée par M. Vincent Denby-Wilkes, actuellement directeur du cabinet de M. Lalonde.

envisager l'immigration

à prison





# SCIENCES • MEDECINE

## Les traitements incertains du sida

L'arrêt de la distribution de l'Imunol amène à s'interroger sur les conditions dans lesquelles se fait la recherche thérapeutique sur la maladie

**L**ES extraordinaires difficultés rencontrées par les chercheurs et les médecins pour arriver à mettre au point un traitement efficace contre le sida n'ont, si l'on considère l'histoire de la médecine, rien de très spécifique.

En revanche, le fait que cette maladie soit hypermédiatisée, que les malades qui en sont atteints soient hyperinformés, bref que cette épidémie se déroule quasiment « en direct » sous nos yeux, change profondément la manière dont le grand public ressent l'annonce de résultats nouveaux souvent très parcellaires. L'infime progrès thérapeutique devient très vite « le » médicament miracle. Le « croire-savoir » se transforme insensiblement en savoir.

Dans plusieurs de ses ouvrages, le professeur Jean Bernard a raconté l'histoire du petit Michel qui, à l'âge de six ans, en octobre 1947, fut le premier enfant au monde à être traité par exsangui-



no-transfusion. « Je me rappelle les hématites, écrit-il dans *C'est de l'homme qu'il s'agit* (1), nos scrupules avant la tentative. Nous n'étions sûrs de rien. A tout le moins, nous pouvions seulement espérer atténuer les cruelles douleurs qui tourmentaient l'enfant. Nous nous décidons. Pour la première fois dans l'histoire des leucémies de l'enfant, un traitement est tenté ».

Pour la première fois également, une rémission complète est ainsi obtenue. Mais quelques mois plus tard, ce petit enfant meurt. Les cellules leucémiques avaient à nouveau réinvesti le sang et la moelle osseuse. L'année suivante, en 1948, à Boston, Sidney Farber obtient lui aussi une rémission, mais cette fois grâce à un médicament. Cependant, il fallut attendre les années 70 pour assister enfin aux premiers cas de guérison.

FRANCK NOUCHI  
Lire la suite page 12

(1) Editions Odile Jacob.

## Les enfants et le divorce

Le divorce perturbe beaucoup moins les enfants que la période qui précède la rupture : c'est ce que révèlent deux études menées parallèlement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne par des chercheurs sociologiques et publiées dans la revue américaine *Science*. Les travaux effectués jusqu'à présent montraient que les enfants de parents divorcés connaissaient en moyenne plus de problèmes psychologiques et réussissaient moins bien dans leurs études que ceux vivant avec leurs deux parents. Ces recherches, toutes réalisées après la rupture, concluaient que la séparation était souvent traumatisante pour l'enfant.

Désirant aller plus loin, deux équipes de chercheurs anglais et américains ont décidé de suivre dans le temps deux échantillons représentatifs d'enfants (14 700 en Grande-Bretagne et 2 279 aux Etats-Unis) à deux moments précis de leur vie (sept et onze ans pour les Britanniques, onze et seize ans pour les Américains). Ont été répertoriés tous les signes de perturbation : agressivité, désoberissance, dépression, anxiété, mais aussi cauchemars, irritabilité, sautes d'humeur, etc. De même, chaque enfant a été soumis à des tests d'évaluation des connaissances en anglais et en mathématiques.

« Comme nous nous y attendions, écrivent les chercheurs, nous avons trouvé que les garçons et les filles dont les parents ont divorcé pendant la période étudiée montrent plus de signes de perturbation et ont un niveau de connaissance moins élevé que ceux dont les parents sont restés ensemble, et cela quel que soit le milieu familial. Mais, en moyenne, les différences, bien que significatives, restent modestes. Enfin, lorsqu'on reprend les données enregistrées avant la rupture, on se rend compte que déjà ces différences existaient ».

Les enfants qui connaissent des problèmes comportementaux ou psychologiques et des difficultés scolaires après un divorce avaient déjà ces mêmes difficultés avant. Autrement dit, les tensions qui devaient exister dans le foyer avaient déjà des effets négatifs sur les enfants. Les chercheurs ont en même temps découvert que les perturbations étaient beaucoup plus variées chez les garçons que chez les filles. Chez ces derniers, c'est surtout le travail scolaire qui s'en ressent.

L'étude ne met pas en évidence le moment précis du changement de comportement chez l'enfant ; de même, elle ne permet pas de distinguer les enfants qui ont toujours vécu dans une ambiance familiale perturbée de ceux qui ont connu un changement dans le climat familial. « Il est possible, soulignent les sociologues, que les effets du divorce varient avec l'âge de l'enfant ou qu'ils se fassent sentir plus tard ; néanmoins, les études américaine et anglaise incluent tous ceux qui s'occupent des enfants du divorce à revoir leur façon de penser. Ils doivent porter autant d'attention aux familles en période de trouble, avant la séparation, qu'aux transmissions dues à la rupture ».

CHRISTIANE CHOMBEAU

## La planète des songes

Sommes-nous seuls dans l'univers ? Le mystère demeure.

Mais des chercheurs britanniques auraient découvert une planète hors du système solaire

**L**E système solaire, avec son merveilleux cortège de planètes, est-il unique ? Un système analogue peut-il s'être formé ailleurs ? La question, mille fois posée, n'a toujours pas trouvé de réponse nette et la Terre est toujours à la recherche d'une autre Terre. Mais si l'on considère que la Galaxie compte quelque mille milliards d'étoiles et qu'il existe dans l'univers quelques milliards de galaxies qui, peu ou prou, ressemblent à la nôtre, on est tenté de dire que cette singularité n'est peut-être pas aussi singulière qu'on pourrait le croire.

Repérer, si elles existent, ces planètes éloignées reste une opération délicate car ces objets sont proches de soleils dont la lumière aveugle l'observateur qui est un peu comme un curieux qui chercherait une bougie placée devant un phare. Plus rien n'est alors discernable. Combien de fois dans le passé les capteurs les plus grands ont-ils été ainsi déçus ? Combien de fois le minuscule indice qui laissait croire à l'existence d'une grande découverte s'est-il effondré sous les coups répétés de campagnes de mesures plus précises ?

La recherche est ainsi faite. Loin de décourager les astronomes, elle les stimule au point qu'André Brahic, astronome à l'Observatoire de Meudon, confiant dans les progrès de la technique, affirmait en 1964 qu'on pourrait découvrir un autre Jupiter dans les dix ou vingt prochaines années. Sept ans après, toujours pas de « suspect » clairement identifié. Mais l'état se resserre. La récente observation faite par trois chercheurs des Nuffield Radio Astronomy Laboratories de l'université de Manchester (Grande-Bretagne), et rapportée par la revue *Nature* dans son édition du 25 juillet, en témoigne.

### Des horloges parfaites

Grâce au célèbre radiotélescope de Jodrell Bank, Andrew G. Lynne et deux de ses collègues, Matthew Bailes et Selman Shemar, ont en effet pu mettre en évidence d'infimes variations dans les signaux radio émis par une étoile à neutrons (1), le pulsar PSR 1829-10. Hermétiques au profane, ces « infimes anomalies » se comprennent mieux dès lors que l'on sait que les pulsars sont de véritables radiophares de l'espace qui émettent, avec une précision d'horloge, de brèves et puissantes bouffées d'ondes radio audibles depuis la Terre.

Toutes les 30 millisecondes pour le pulsar nouveau-né - 947 ans - de la constellation du Crabe ; toutes les millisecondes et demie pour le vigoureux vieillard 4C 21 53 ; toutes les 330 millisecondes pour le pulsar PSR 1829-10 traqué par les astronomes

de Jodrell Bank. Or ces chiffres, l'observation l'a montré, ne varient pas au cours du temps. Les fréquences d'émission de ces ondes radio sont connues à plusieurs décimales près. Treize pour certains d'entre eux, ce qui prouve à quel point ces étoiles à neutrons sont des horloges parfaites !

Le moindre retard de cette mécanique céleste bien huilée est donc un événement. C'est ce qui s'est passé pour PSR 1829-10 qui a montré, avec une périodicité de six mois, des ralentissements, suivis d'accélération, de ses émissions radio. D'infimes variations dont l'origine serait due à la présence d'un compagnon tournant autour de ce minuscule et turbulent soleil. « C'est l'explication la plus simple qui vienne à l'esprit », estime Jean Schneider, de l'Observatoire de Meudon. De telles vies en couple ne sont pas rares et de nombreux « systèmes binaires » associant un pulsar et une étoile ont été découverts au cours des quinze dernières années.

Ce qui est toutefois plus surprenant, c'est que la masse du compagnon suspecté, « déduite par le calcul », serait le trentième de celle de Jupiter, trente millèmes seulement de celle du Soleil. Bref, pas de quoi faire une étoile. Tout juste un objet. Sans doute une planète, qui tournerait autour de son soleil - le pulsar - en environ six mois et se serait distante de quelque 120 millions de kilomètres, soit approximativement la distance qui sépare Vénus du Soleil. Comment le confirmer ? En

affinant les calculs, car il n'est pas question, à cette échelle, de 30 000 années-lumière (2) : d'espérer voir physiquement cet astre minuscule, ce qui ne réjouit pas, avec nos plus puissants télescopes. « Même le futur télescope géant des Européens du Chili (VLT) risquerait d'être un peu juste ».

### De nombreux précédents

L'annonce de cette découverte, bien que faite par une équipe dont « le leader est un des meilleurs observateurs de pulsars connus », doit donc être prise avec précaution. D'abord, parce que, voilà quatre ans, des variations de période analogues avaient laissé croire qu'une « telle planète » existait près du célèbre pulsar du Crabe. Las, des mesures plus précises montrèrent que les anomalies observées étaient trop irrégulières pour justifier la présence d'une planète perturbatrice.

Ensuite, parce que les trois astronomes britanniques eux-mêmes reconnaissent que les fluctuations qu'ils ont enregistrées pourraient être la conséquence de phénomènes magnétiques externes ou de phénomènes non magnétiques internes, ce pulsar qui engendrerait alors d'importantes instabilités de rotation écartant ainsi l'hypothèse de la planète. Enfin, parce que, comme le remarque un chercheur du Lunar and Planetary Institute de Houston (Texas), David Black, on se demande

comment cette planète a pu survivre à l'explosion cataclysmique (supernova) qui donne naissance aux pulsars.

S'est-elle formée à partir des restes de la supernova ? Auquel cas, les théories sur la formation des planètes et celle des pulsars seraient fortement ébranlées. A-t-elle été capturée plus tard par attraction gravitationnelle par le pulsar ? « Tout est possible », reconnaît Jean Schneider, mais on frise l'équilibriste. La prudence est donc de mise en attendant que de nouveaux travaux confirment cette découverte (3). Car le passé est riche de déceptions même s'il paraît clair, comme l'affirment aujourd'hui nombre de spécialistes, que « la présence de planètes autour d'étoiles ne serait pas une rareté ».

En témoignent la découverte, en août 1983 par le satellite d'observation infrarouge Iras, d'un vaste disque de gaz et de poussières solides - proto-planétaire - autour de Béta Pictoris, un soleil jeune situé à 49 000 milliards de kilomètres de la Terre. Celle supposée et démontrée par le calcul par des chercheurs français et américains, en juin 1988, de « poussières de planètes » au voisinage de jeunes étoiles, les T-Tauri (un à dix millions d'années), dont la masse est comparable à celle du Soleil. Celle, enfin, d'un astre qui serait trois mille fois plus gros que la Terre - et donc trop massif pour être une planète - et qui tournerait autour de HD 114672, une étoile située à 90 années-lumière du Soleil.

Avec la nouvelle découverte des trois astronomes britanniques, le bestiaire s'enrichit donc d'une nouvelle curiosité qui, si elle se confirme, sera la première planète jamais découverte hors du système solaire. Ne restera plus alors qu'à trouver une autre planète, une sœur de la Terre, qui, comme elle, pourrait abriter la vie, ce qui n'est pas le cas, hélas ! de l'astre britannique, balayé par les rayonnements meurtriers vomis par le pulsar.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

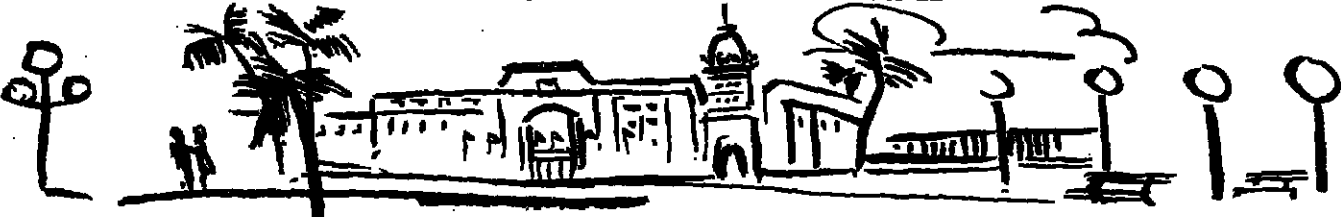
(1) Les étoiles à neutrons ou pulsars sont des étoiles en fin de vie nées d'une gigantesque explosion d'une étoile plus massive (supernova). Elles sont composées des restes de l'étoile morte qui se sont agglomérés, par contraction gravitationnelle, en une boule d'une dizaine de kilomètres de diamètre seulement ayant la masse du Soleil. De ce fait, la matière y est d'une densité telle (10 000 milliards de fois plus dense que le plomb) qu'elle serait pour sa plus grande partie composée de neutrons, les électrons et les protons restants étant en proportions réduites. Quant au champ magnétique, répand à la surface, il serait plus de 10 000 milliards de fois supérieur à celui de la Terre.

(2) Une année-lumière vaut environ 9 500 milliards de kilomètres.

(3) D'autant qu'un des astronomes estime qu'il pourrait y avoir dans ce système une seconde planète, analogue par la taille à Jupiter ou à Saturne, et qui tournerait en vingt ans environ autour de PSR 1829-10.

PARIS NICE PARIS 770F  
TOUS LES JOURS 4 FOIS PAR JOUR

BOISSONS ET COLLATIONS OFFERTES



RESERVATIONS : CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGE

PARIS  
(1) 45-12-45-12

airLiberté  
@Minerve

NICE  
93-71-04-44







## ÉCONOMIE

Après la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise

## Funeste été marseillais

L'été est une période funeste pour les industries navales. A peine arrivé au ministère de l'Industrie dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, M. Alain Madelin annonçait en juin 1986 que l'Etat coupait les crédits à l'époque (6 800 salariés à l'époque), dont l'agonie désastreuse dura plus de trois ans. De juillet à septembre 1989, la société américano-franco-suisse Lexmar présentait un pseudo-plan de reprise des chantiers de La Ciotat, nourrissant ainsi sans vergogne un espoir dans une population et des métallurgues attachés depuis des générations au martelage des tôles et aux dessins des plus élégantes carènes. Voici qu'aujourd'hui l'entreprise marseillaise Sud-Marine (autour de laquelle gravite une myriade de sous-traitants de nombreux corps de métiers), lâchée par des pouvoirs publics échevillés et mise au pied du mur par les juges, jette l'éponge.

Pour le littoral du Var et des Bouches-du-Rhône et l'ensemble du bassin industriel et maritime marseillais, les coups durs se succèdent. L'espoir des syndicats d'obtenir une relance du site de La Ciotat vient au même moment d'être balayé. Le chef de cabinet du premier ministre a écrit de manière on ne peut plus claire aux responsables provençaux de la CFDT : « Impossible d'envisager la réouverture du chantier dans des conditions économiques viables... Il faut penser et bâtir l'avenir de La Ciotat sur d'autres bases que la construction navale lourde. » Bref, M<sup>me</sup> Edith Cresson et son ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, adoptent exactement la même politique que celle de leurs prédécesseurs, MM. Rocard, Faure et Chirac, qui, harcelés par un Parti communiste et une CGT encore puissants et gênés par le jeu trouble des divers clans du PS dans le département, ont dans une large mesure échoué.

Tous les « médécins » industriels qui se penchent régulièrement sur la situation et l'avenir du port de Marseille versent d'ailleurs très vite dans le découragement, et, en dépit des efforts méritoires du président, M. Jean Rousset, chaque partenaire cherche à tirer son épingle du jeu, sans grand esprit de solidarité, à l'inverse de ce que l'on peut noter au Havre par exemple. Et l'on passera sous silence, par charité, l'ambiance sociale : quand les dockers ne sont pas en grève, les marins des car-farines arrêtent le travail, à moins que les ouvriers de Sud-Marine ne bloquent les accès aux docks. Que la construction et la réparation navales soient rattachées au ministère de l'Industrie (et aux finances) et non - ce qui serait pourtant logique - à celui de la mer ne change rien au fond. Marseille a d'abord besoin d'un vigoureux électrochoc interne.

FRANÇOIS GROSCHARD

## En Inde

## Les étrangers pourront acquérir 51 % du capital de certaines entreprises

Le gouvernement indien a annoncé mercredi 24 juillet qu'il autoriserait, pour la première fois, des investissements étrangers majoritaires dans les secteurs industriels prioritaires. La nouvelle politique présentée au Parlement autorise des prises de participations étrangères jusqu'à 51 % dans 34 secteurs (incluant la métallurgie, l'agro-alimentaire et l'hôtellerie), alors que la limite était fixée jusqu'à présent à 40 %. Cette décision constitue un changement majeur de la stratégie économique des dirigeants de New-Delhi et intervient au moment où l'Inde, confrontée à une crise financière grave, négocie l'octroi d'un crédit important avec le Fonds monétaire international.

## Les salariés de Sud-Marine décident de s'opposer à la livraison des travaux en cours

Le tribunal de commerce de Marseille a prononcé, lundi 29 juillet, la liquidation judiciaire du groupe de réparation navale et de construction offshore, Sud-Marine, qui avait été placé en redressement judiciaire le 11 juillet (le Monde du 13 juillet). Les salariés des cinq sociétés du groupe ont voté l'occupation du site de Sud-Marine, à Moureplane.

## MARSEILLE

de notre correspondant régional

La décision du tribunal de commerce de Marseille entraînant l'immédiate liquidation de près d'un millier de salariés. Elle fait peser, par ailleurs, une menace sur 1 500 à 2 000 emplois supplémentaires parmi les sous-traitants de l'entreprise marseillaise dont une quarantaine réalisent avec celle-ci la plus grande partie de leur chiffre d'affaires. Dans ses attendus, le tribunal a constaté « qu'aucun véritable repreneur n'a déposé une offre sérieuse et définitive ». Relevant, en outre, que « Sud-Marine est dans une impasse totale de trésorerie et ne dispose plus des matières pre-

nières ni du matériel nécessaire à la terminaison des travaux », il a conclu que « la sauvegarde de l'entreprise comme le maintien de l'activité ne peuvent plus être assurés ». Ce jugement a provoqué la colère des salariés des cinq sociétés du groupe qui ont voté, aussitôt, en assemblée générale, l'occupation « jour et nuit » du site de Sud-Marine, à Moureplane. Ils s'opposent aussi « à toute sortie de matériel », bloquant ainsi la livraison des travaux en cours d'exécution. Cette décision est lourde de conséquences pour les clients de l'entreprise. Sud-Marine était, en effet, sur le point d'achever quatre commandes très importantes de modules de plateforme offshore pour le compte de la firme norvégienne Statoil et Elf Petroland ainsi que la transformation d'un tanker en stockage flottant pour le Vietnam, représentant une somme totale de 740 millions de francs.

## Une croissance ultra-rapide

Créée avec l'aide des pouvoirs publics, en 1983, à l'occasion d'une restructuration de la réparation navale marseillaise, Sud-Marine avait été handicapée, dès le départ, par un manque de fonds propres. Il semble également que l'entreprise,

dont les effectifs ont plus que doublé en deux ans, n'ait pas été en mesure de faire face à cette croissance ultra-rapide faute de structures de gestion adaptées. Ses pertes cumulées pour 1990 et 1991 ont été estimées à près de 130 millions de francs. La déconfiture de Sud-Marine risque de porter un coup très sévère à la réparation navale marseillaise qui pourrait être ravivée au rang de simple « station-service » en Méditerranée. Alors qu'elle employait près de 6 000 salariés au moment de la disparition du groupe Terrin, en 1978, elle n'est plus représentée, aujourd'hui, que par une seule entreprise, la Compagnie marseillaise de réparation (CMR) employant 400 salariés. Après plusieurs années de crise, elle avait néanmoins réussi sa reconversion dans la réparation de paquebots et de médiateurs, tâche pour laquelle elle avait acquis une excellente réputation dans le monde. La CMR, dont le PDG, M. Jean Guichet, a exprimé « sa plus vive inquiétude », devrait être également touchée par les difficultés des sous-traitants. Compte tenu d'un « effet de taille », elle sera, enfin, en position de faiblesse pour la prise de certaines commandes auparavant traitées, de concert, avec Sud-Marine.

GUY PORTE

La visite du ministre français de l'économie à Alger

## La France accorde de nouveaux crédits à l'Algérie

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a fait lundi 29 juillet un bref séjour en Algérie, séjour au cours duquel il a rencontré successivement le président de la République, M. Chadli Bendjedid, et le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali. Il a eu en outre des audiences de travail avec les ministres algériens de l'économie, du transport, de l'énergie et du trésor. La visite du ministre français intervient après celle faite, la veille, par M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

## ALGER

de notre correspondant

Premier fournisseur de crédit de l'Algérie (près de 50 milliards de francs prêts depuis 1987), la France était peu encline à alourdir sa créance par des prêts supplémentaires. M. Pierre Bérégovoy a donc fait avec ce qui lui restait : il a dispensé un peu d'argent, mais a accordé, au nom de M. François Mitterrand, un large soutien politique, ce qui a paru satisfaire les Algériens qui ont besoin de l'un comme de l'autre.

Le franc affaibli face au deutschemark

## Le système monétaire européen contre la France

Le franc qui s'affaiblit à nouveau, les taux d'intérêt à court terme qui remontent à Paris à 10 %, au plus haut niveau européen hors inflation : dans ces deux domaines, la situation de la France n'est guère brillante en ce milieu d'été. Notre pays a-t-il donc tant décliné par rapport à ses partenaires ?

Certes non. Sages, donc, les balances françaises (celle du commerce extérieur comme celle des paiements) sont déficitaires, mais beaucoup moins que celles de la Grande-Bretagne, de l'Espagne ou de l'Italie. Notre déficit budgétaire est le moins élevé de la CEE, et, surtout et avant tout, notre taux d'inflation (à 3,3 %) est désormais le plus bas d'Europe. Alors, pourquoi cette déception de la France sur les marchés ?

Tout simplement parce que, dans un régime de parités monétaires fixes comme celui du système monétaire européen (SME), les niveaux respectifs de taux d'intérêt font le loi, attirant les capitaux flottants là où ils sont les plus rémunérateurs. Du coup, les pays à loyer de l'argent élevé bénéficient d'un afflux de ces capitaux et voient leur monnaie tirée vers le haut. Il en résulte de graves déséquilibres qui obligent les banques centrales des monnaies les plus faibles à intervenir pour les maintenir dans leurs limites de fluctuation, soit en vendant des devises, soit en élevant leurs taux d'intérêt à leur tour, ou en faisant les deux. C'est ce qui s'est passé pour la Banque de France, contrainte, de février à

juillet 1991, à défendre le franc contre la peseta, littéralement dopée par la politique d'argent cher que mène la Banque d'Espagne pour lutter contre l'inflation. C'est ce qui risque de se passer maintenant avec le mark si la Banque fédérale d'Allemagne, justement inquiète de voir la hausse des prix dépasser 4 %, durcit à nouveau sa politique, comme cela est probable (le Monde daté 28-29 juillet).

## Un pays « vertueux » sanctionné

La France, pays qui devient « vertueux » après quarante années d'inflation et de dévaluation, avec quelques rares et courtes périodes de stabilité, voit sa vertu mal récompensée. Son économie, en plein ralentissement, se voit infliger les taux d'intérêt les plus élevés du système et se voit même infliger sur son marché des taux d'Allemagne de 7 % cette année et si l'inflation dérape outre-Rhin. Faut-il donc pénaliser nos petites et moyennes entreprises (plus de 50 % des activités françaises), déjà en difficulté, et laisser désespérément grignoter notre taux de chômage, pour permettre à la nouvelle grande Allemagne de se retrouver plus puissante que jamais dans trois ans, avec la perspective, peu réjouissante, de voir le centre de gravité de l'Europe se déplacer irrésistiblement vers l'Est ?

On invoquera sans doute les exigences du SME, qui contraignent tous les partenaires à harmoniser leurs politiques de taux d'intérêt - c'est-à-dire, en fait, à pratiquer l'escalade pour rattraper le plus cher - et à éviter que les parités monétaires ne débordent leurs limites. Mais alors... que, sans dévaluer le franc, ce qui ne servirait à rien, on le laisse filer jusqu'à son plafond vis-à-vis du mark (3,43 francs pour 3,4030 francs actuellement) en laissant à la Banque fédérale d'Allemagne le soin de défendre cette parité en achetant des francs, ce qui permettrait à la Banque de France de mener une politique de taux indépendante et donc plus souple !

On s'exclamera qu'une telle pratique est contraire aux règles du SME. Mais c'est l'esprit même du SME qui se trouve violé actuellement : ce système vient d'atteindre ses limites. Si M. Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank à partir du 1<sup>er</sup> août, veut incarner le statut de commandeur et s'affirmer gardien rigide de l'orthodoxie, qu'il n'inflige pas sa potion amère à la France ou alors qu'il soutienne le franc, artificiellement affaibli par une politique définie à Francfort et qui porte un nom : l'égoïsme sacré. Son prédécesseur, M. Karl-Otto Poehl, déclarait bien, au début de l'année, que ce qui était bon pour l'Allemagne et le mark était bon pour l'Europe : pas à n'importe quel prix !

FRANÇOIS RENARD

Le différend maritime entre la France et le Canada

## M. Nallet défend la « souveraineté française » à Saint-Pierre-et-Miquelon

Installé pour une durée de trois semaines dans les locaux de l'association du bureau de New-York, le tribunal arbitral chargé de délimiter la frontière maritime entre la France et le Canada, au large de Saint-Pierre-et-Miquelon, a commencé le 29 juillet la première phase de la procédure en entendant successivement le ministre canadien de la justice, Mme Kim Campbell, puis son homologue français, M. Henri Nallet, accompagné du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Alain Vivien. Cette procédure résulte du compromis intervenu le 30 mars 1989 entre la France et le Canada. (le Monde du 18 juillet).

## NEW-YORK

de notre correspondant

Un accord étant intervenu en 1972 sur la délimitation des eaux territoriales au nord et à l'est de l'archipel, dans la zone où les côtes françaises sont les plus proches, le différend, qui n'a pu être résolu en dépit de plusieurs années de discussions, porte sur la limite des zones maritimes au sud et à l'ouest de ce département français de 242 km<sup>2</sup>, peuplé de 6 300 habitants, situé à proximité immédiate de Terre-Neuve, territoire canadien.

Pour le Canada, le résultat « équilibré » consisterait à délimiter une ceinture de 12 milles marins autour de Saint-Pierre et de Miquelon. De son côté, la France réclame une limitation

reposant sur une ligne équidistante et la reconnaissance d'une zone dite des « 200 milles » inspirée par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer.

## Les intérêts vitaux dans la région

Dans son allocution, M<sup>me</sup> Kim Campbell s'est employée à la fois à repousser les prétentions de la France dans cette région, « aussi énormes que ses côtes sont courtes » et à minimiser l'importance de ces « dépendances insulaires fort éloignées de la mère patrie ». Estimant que le tracé proposé par le Canada « n'a aucun impact sur les intérêts vitaux de la France alors que la revendication française affecte massivement les intérêts vitaux (...) de la région la plus pauvre du Canada », le proca-

Pour Alger, le principal acquis financier du voyage du ministre français de l'économie réside dans l'octroi d'un milliard de crédit supplémentaire, qui vient s'ajouter aux trois milliards de crédit dit « revolving » déjà accordés. Cet argent, à nouveau disponible à mesure qu'il est remboursé, servira à financer le tout venant de la consommation locale, excepté les dépenses agro-alimentaires.

Le reste des sommes dépeçées par Paris n'est pas à proprement parler de l'argent frais puisqu'il s'agit de lignes de crédit consenties antérieurement mais que l'Algérie, pour des raisons diverses, n'avait jusqu'alors pas consommées. Un milliard de francs seront ainsi utilisés pour financer l'achat de véhicules automobiles de divers types, prêt qui va de pair avec le règlement du « dossier Renault ». M. Bérégovoy a reçu l'assurance que la Régie recevra son « argent » dans les quinze jours, ce qui lui permettra de lui verser à armes égales avec Peugeot, dont l'engagement a été signé depuis plusieurs mois.

Plus que les « largesses » financières, c'est sans doute l'aspect qualitatif du voyage de M. Bérégovoy qui retiendra l'attention des milieux financiers et industriels. Le ministre de l'économie a ainsi fait état de la mise au point définitive du texte garantissant les investissements français en Algérie. Quant aux autorités algériennes, elles ne peuvent qu'être satisfaites des assurances données par M. Bérégovoy qu'il interviendrait pour encourager le Crédit lyonnais à boucler ses plus vites l'emprunt de un à deux milliards de dollars qu'il est chargé de lever auprès de banques françaises, japonaises et anglo-saxonnes en faveur de l'Algérie. Des encouragements analogues seront fermement prodigués à l'Ed-Aquitaine de façon à ce qu'il apporte, tel Total avec le pétrole, son soutien dans l'exploitation du gaz algérien. Les discussions continuent sur ce chapitre après l'annonce faite par les Algériens d'ouvrir l'exploitation des gisements d'Hydra-Messoud à des compagnies étrangères.

## Le soutien du FMI

M. Bérégovoy a assuré que « la France continuait activement l'action entreprise par le gouvernement algérien ». Dans l'entourage de la délégation française, on faisait état du « climat nouveau, plus pragmatique et plus ouvert » pour se féliciter de la teneur des échanges.

La veille, M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), venu à Alger pour une visite de vingt-quatre heures, n'avait pas tari d'éloge sur le « courage » de ses hôtes qui acceptent, « attitude peu répandue, de payer les dettes qu'ils ont contractées, quel qu'il leur en coûte ». M. Camdessus en avait conclu qu'une telle détermination, allée de pair avec de lourdes réformes de structures, méritait, en contrepartie, le soutien sans réserve des institutions financières internationales. « Nous ne serons pas chiches dans notre soutien », avait assuré M. Camdessus, « nous donnons aux banques commerciales qui elles doivent se comporter en partenaires fidèles de l'Algérie ».

Une telle convergence dans l'éloge ne manquera pas de ravir les Algériens qui, après tout, n'ont pas souvent l'occasion de l'être. Elle devrait surtout leur donner l'espoir que les hommes d'affaires français, sensibles au comportement des institutions qu'ils révèrent le plus, suivront les encouragements qui leur sont donnés de venir massivement investir en Algérie.

GEORGES MARION



## ÉCONOMIE

Le scandale de la Bank of Credit and Commerce International

### La BCCI et son fondateur sont inculpés de fraude et de blanchiment d'« argent sale »

NEW YORK

de notre correspondant

« Cette inculpation met en évidence la plus importante fraude bancaire de toute l'histoire du monde financier », a indiqué M. Robert Morgenthau, le président du Grand Jury de Manhattan, qui a lancé cette inculpation à l'issue de deux ans et demi d'enquête (laquelle s'est heurtée à d'insurmontables blocages de la part des pouvoirs publics), menée à partir de sa juridiction new-yorkaise. Au total, douze chefs d'accusation de fraude, de vol et de blanchiment de l'argent de la drogue ont été retenus contre la banque et contre deux de ses anciens dirigeants.

Premier dirigeant inculpé : M. Agha Hasan Abedi, le fondateur de la BCCI et l'un de ses principaux actionnaires jusqu'à ce qu'en 1988, l'émirat d'Abou-Dhabi prenne la majorité du capital (77,4 %). M. Abedi, qui réside actuellement à Karachi (Pakistan), a démissionné en 1990 de la présidence de la banque. Il a toujours démenti les accusations portées contre lui.

Second inculpé : M. Swaleh Naqvi, l'ancien numéro deux de cet établissement jusqu'en octobre 1990.

Agé de cinquante-sept ans et résidant à Abou-Dhabi, il est déjà pour par les autorités judiciaires d'avoir subtilisé des milliers de dollars dans les archives de la BCCI.

#### « La partie émergée de l'iceberg »

Parallèlement à ces chefs d'accusation prononcés au regard de la loi new-yorkaise, qui valent à leurs auteurs une peine maximale de vingt-cinq ans de prison, ont été retenues contre la BCCI d'autres accusations de faux en écritures relevées depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1972, date de création de la banque. Celle-ci se voit aussi reprocher d'avoir détourné 30 millions de dollars provenant d'opérations de change, de lettres de crédit et de placements au détriment de la banque American Express. Le juge Morgenthau a aussi mentionné la pratique courante par la BCCI de pots-de-vin, dont ont bénéficié notamment à hauteur de 3 millions de dollars, d'anciens responsables de la Banque centrale du Pérou, lesquels avaient déposé 270 millions de dollars sur des comptes ouverts auprès de la BCCI.

Mais, de l'avis du juge new-yor-

de curiosité, mais surtout d'avoir entravé le cours de l'investigation. Pour des motifs invoqués liés à l'activité des services secrets américains, qui auraient ouvert de nombreux comptes bancaires pour rémunérer leurs innombrables agents. Des reproches balayés par M. Dick Thornburgh, l'Aide-mémoire du procureur général, ministre de la Justice, faisant valoir que ses services, plutôt que de chercher à entraver le dossier, ont lancé le 25 juillet une nouvelle et « vaste enquête criminelle sur les irrégularités commises par la BCCI, quelle que soit la direction qu'elle puisse prendre... » en rassemblant le travail de dix procureurs installés à New-York, Miami et Washington. De son côté, le procureur de la C.I.A., M. Mark Mansfield, qualifie cet « non-fidèle » des informations selon lesquelles l'agence aurait utilisé les services de la BCCI et d'« absurde » l'accusation d'être partie prenante dans le vaste réseau de trafics d'influence dont l'ampleur commence à apparaître.

Ainsi, tandis qu'une équipe d'inspecteurs poursuit l'enquête déclenchée après la « Tampa-party », à Miami, d'autres enquêteurs s'intéressent aux liens noués entre la BCCI et la Central Intelligence Agency, une cause d'épave régionale dont l'ex-procureur, M. David Paul, a accordé de nombreux prêts à des personnalités en vue du Parti démocrate. A Atlanta, en Géorgie, la BCCI a discrètement aidé à bâtir le Centre Carter, la bibliothèque historique de l'ancien président, et donné quelque 8 millions de dollars à des organisations charitables liées à l'action de M. Jimmy Carter en faveur des pays en développement. Plus grave, son ancien ambassadeur aux Nations unies, M. Andrew Young, a bénéficié des services et d'une ligne de crédit de la banque lorsqu'il était maire d'Atlanta.

Depuis que le sigle de la BCCI orne les manchettes quotidiennes, le Capitoll Hill s'est découvert une passion pour les activités de la banque et la commission bancaire de la Chambre des représentants a déjà annoncé qu'elle commencerait le 11 septembre les auditions sur cette affaire. Parmi les faits divers à sensation et de la rubrique financière à la scène politico-économique, le feuilleton de la BCCI revêt un intérêt tout particulier au Congrès à un peu plus d'un an des élections présidentielles de novembre 1992. Pour l'instant, ce sont plutôt les démocrates qui sont en mauvaise posture. Mais les républicains se tiennent cois.

Une prudence qui s'explique quand on sait que les dernières révélations, en partie reprises par le magazine Time, suscitent la CIA, mais aussi le National Security Council et la Défense Intelligence Agency ont financé des activités clandestines. Notamment le fameux scandale de l'irrigation lorsque l'ex-président Reagan, dont le vice-président n'était autre que George Bush, était accusé d'avoir contourné le Congrès pour fournir une aide militaire aux contras nicaraguayens. L'éventuelle implication de la CIA porterait un coup fatal à la nomination de M. Robert Gates, le directeur adjoint de l'agence, au poste de numéro un pour succéder à M. William Webster. Elle fournirait aussi à l'opposition une occasion rêvée de faire ressurgir cet épisode contesté du passé de M. George Bush.

SERGE MARTI

Les réformes économiques à Varsovie

### La démission du ministre polonais de l'Industrie illustre les écueils de la libéralisation

Le ministre polonais de l'Industrie, M. Andrzej Zawislak, n'a pas survécu à l'affaire Ursus et a présenté sa démission lundi 29 juillet. Il sera remplacé par M. Henryk Bochniarz, âgé de quarante-quatre ans, qui a enseigné à l'université de Minnnesota (Etats-Unis) et dirige actuellement une société de consultants (nos dernières éditions du 30 juillet).

A première vue, l'histoire récente d'Ursus ressemble à celle de milliers d'autres entreprises en Europe de l'Est. Produisant des tracteurs à des prix peu compétitifs, ayant perdu ses débouchés en Union soviétique, Ursus s'est endettée au point de devoir annoncer à ses 9 000 employés, la semaine dernière, qu'elle devait mettre la clé sous la porte. Mais l'affaire Ursus a rapidement pris une dimension symbolique à Varsovie. D'abord, parce qu'elle est une entreprise « historique » de Pologne, l'un des bastions du syndicat Solidarité. Ensuite parce que le premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki, a décidé de visiter l'entreprise afin que les dirigeants ont annoncé leur intention de se mettre en faillite. Il a dénoncé à cette occasion cet « exemple flagrant d'incompétence et d'incapacité à grande échelle, assimilable à un sabotage ».

De son côté, à Washington, la Réserve fédérale, qui surveille l'activité des banques aux Etats-Unis, convaincu que la BCCI avait violé à de multiples reprises la législation bancaire, lui a infligé une amende de 200 millions de dollars. La Fed lui reproche notamment d'avoir dissimulé les liens réels qui unissaient à trois établissements bancaires américains (voir par ailleurs).

La Réserve fédérale, qui accuse aussi la BCCI de ne pas avoir déclaré, comme le prévoit la loi fédérale, les dépôts en espèces supérieurs à 10 000 dollars, a aussi interdit à neuf personnes liées à cet établissement de se livrer à toute activité bancaire aux Etats-Unis. Il s'agit, outre M. Agha Hasan Abedi, Swaleh Naqvi, de M. Ghaith Pharaon, Kamal Adham (l'un des investisseurs proche-orientaux dans la Financial General Bankshares, devenue la First American Bankshares), Faisal Saud Al-Fulaj (autre investisseur dans Financial General, ancien président de Kuwait Airlines), Hassan Mahmoud Kazmi (ancien directeur général de l'International Credit and Investment Company, une société domiciliée aux îles Caïmans et considérée comme l'une des plus malhonnêtes de l'économie polonaise), M. Janusz Lewandowski, clamat son intention de privatiser 6 000 entreprises en trois ans. Sept d'entre elles seulement ont pour l'instant ouvert leur capital au public, tandis que 4 000 étaient mises en liquidation (voir par ailleurs).

Pen de temps pour des résultats

L'affaire Ursus, qui a finalement entraîné la chute du ministre de l'Industrie, illustre les nouveaux dangers qui pèsent sur l'économie polonaise. Malgré les résultats de la politique de stabilisation économique, la récession a une ampleur plus grande que prévu. La transformation des structures, nécessaire au redémarrage de la croissance, avance à pas de tortue. Le ministre de la transformation de la propriété, M. Janusz Lewandowski, clamat son intention de privatiser 6 000 entreprises en trois ans. Sept d'entre elles seulement ont pour l'instant ouvert leur capital au public, tandis que 4 000 étaient mises en liquidation (voir par ailleurs).

S. M.

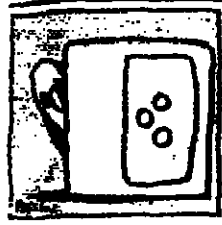
taines ont été reprises par les employés).

Dans quelques semaines, la Pologne va de nouveau entrer en période électorale, avec la préparation du scrutin législatif du 27 octobre. La dernière campagne, à l'automne 1990, avait déjà fortement secoué le pays jusqu'à l'élection de M. Lech Walesa, le 9 décembre. L'équipe de M. Bielecki sait qu'il lui reste peu de temps pour pouvoir présenter des résultats à ses électeurs et à ses opposants politiques. Le programme de privatisations a donc été remanié, afin d'accélérer le processus.

Désormais, certaines privatisations s'effectueront sur une base sectorielle ; une étude conjointe sera réalisée pour toutes les firmes d'une même branche (un test a été fait pour les brasseries) et 400 entreprises devraient être ainsi vendues avant la fin de l'année ; 500 firmes supplémentaires devraient être intégrées à la privatisation « de masse » : leur capital sera distribué à l'ensemble des citoyens polonais adultes. D'autre part, une privatisation directe des petites entreprises par vente aux enchères, un peu sur le modèle tchécoslovaque, devrait être mise en œuvre. Le ministre des privatisations espère enfin voir aboutir le projet de loi sur l'indemnisation des anciens propriétaires, en vertu duquel, contrairement aux souhaits du président Walesa, seules les propriétés non utilisées donneront droit à un dédommagement financier.

Une partie de la classe politique polonaise dénonce cette « braderie » des biens d'Etat et les traitements de faveur accordés à l'étranger. Il est vrai, que dans les coulisses du ministère des privatisations, on parle anglais tout autant que polonais, et que des firmes d'investissement comme Warburg ou Lazard Frères ont la part belle dans les privatisations polonaises. Mais, sans la poursuite de la transformation des structures industrielles, les efforts méritoires d'assainissement de l'économie entreprise par l'équipe du vice-premier ministre, M. Leszek Balcerowicz, risquent d'être réduits à néant.

FRANÇOISE LAZARE



Accusés de ne pas avoir pris les mesures nécessaires, en dépit des mises en garde, avant la débâcle de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), la Réserve fédérale et la justice américaine ont frappé un grand coup en annonçant simultanément, le 29 juillet, une série d'inculpations qui criminalisent les exactions de la BCCI aux Etats-Unis.

Cette décision s'accompagne de la mise hors la loi de neuf anciens dirigeants ou personnalités proches de la banque dont les actifs ont été gelés le 5 juillet à la suite d'une action concertée des principales banques centrales. De son côté, la BCCI, en tant que personne morale, se voit infliger une amende de 200 millions de dollars (1,2 milliard de francs), amende qui pourrait figurer au livre des records de l'histoire de la finance américaine.

### L'écheveau américain

Suite de la première page

Elle est condamnée à 15 millions de dollars (une centaine de millions de francs) d'amende et quatre de ses principaux dirigeants se voient infliger des peines de prison.

C'est à partir de là que sont mis au jour, pour la première fois, les liens discrètement tissés entre la BCCI - qui, dix ans après sa création en 1972 par le financier pakistanais Agha Hasan Abedi, agissait déjà au vingt-quatrième rang des banques mondiales - et plusieurs institutions bancaires américaines, dont la BCCI avait réussi à prendre le contrôle ou l'avait tenté, en déjouant la réglementation sur les banques étrangères en vigueur aux Etats-Unis. Officiellement, la BCCI ne disposait sur le sol américain que de quelques implantations en apparence peu importantes : une succursale à Washington, une autre à Miami (toutes deux fermées depuis 1989) et deux agences installées à Manhattan, qui distribuaient officiellement des prêts jusqu'à leur fermeture en 1990, bien avant que ne soient gelés, le 5 juillet dernier, les avoirs de la BCCI aux Etats-Unis comme dans plusieurs autres pays. Mais, très tôt, elle avait tenté de mettre directement la main sur des établissements américains pour leur assigner un rôle plus stratégique. Elle avait d'abord jeté son dévolu sur la Financial General Bankshares, une des deux principales banques de Washington. En vain. Ce n'était que partie remise.

#### Attirer des capitaux

En 1981, grâce au concours de M. Clark Clifford, le plus célèbre avocat d'affaires de Washington, considéré comme le doyen du Parti démocrate et connu pour sa longue carrière aux côtés des présidents Truman, Kennedy et Carter, le fondateur de la BCCI réussissait à acheter, avec « des capitaux arabes », selon la désignation de l'époque, la banque convoitée, rebaptisée First American Bankshares. M. Clifford, bombardé président à soixante-quatorze ans, allait s'employer à en développer les activités, en se faisant second par M. Robert Altman, son principal associé au cabinet d'avocats. Dans le même temps, d'autres émissaires - et actionnaires - de la BCCI débarquaient aux Etats-Unis. A commencer par M. Ghaith Pharaon, homme d'affaires saoudien et agent d'influence efficace auprès des grandes capitales proche-orientales. Celui-ci devint rapidement le propriétaire de la National Bank of Georgia, avant de la revendre à la First American de M. Clifford, avec l'aide de M. Bert Lance, un ancien directeur du budget de M. Jimmy Carter. Par la suite, la BCCI, toujours représentée par l'incorruptible Ghaith Pharaon, prendra discrètement possession de l'Independence Bank, dont le siège est à Encino, en Californie.

La BCCI avait également attiré les capitaux de la Bank of America, une des grandes banques américaines. A la création de la BCCI, BankAmerica n'était encore qu'un établissement régional et

cherchait à diversifier géographiquement ses activités. Le Proche-Orient lui paraissait une zone toute trouvée. Aussi prenait-elle une participation de 25 % dans la BCCI, portée ultérieurement à 30 %, mais qu'elle s'efforçait de revendre au bout de quelques années. Avant-elle flâné le danger ? Ses responsables s'en défendent. Mollement.

« La BCCI s'était lancée dans une activité de banque commerciale et cette orientation ne correspondait plus à notre stratégie. Nous avons donc décidé de vendre cette participation : ce que nous avons fait entre 1979 et 1981 », explique à San Francisco un porte-parole de la banque. Le long article consacré par le Financial Times en 1978 aux problèmes financiers (troubles de confiance, fragilité du portefeuille immobilier...) a-t-il facilité la réflexion de la banque ? Aujourd'hui, la Bank of America n'a pas complètement reformé le dossier. Elle n'est plus présente au capital de la BCCI mais elle a tout de même été obligée de demander à un tribunal fédéral de décider qui contrôle à présent les 177 millions de dollars déposés par la BCCI dans l'un des établissements affiliés à Bank America et gelé depuis le 5 juillet dernier.

De son côté, la Réserve fédérale, qui coiffe les quelque quatre-vingt mille trois cents banques commerciales opérant aux Etats-Unis, s'efforce de démanteler l'écheveau inextricable des sociétés-décrans que la BCCI a mises en place pour brouiller les pistes. Après une réflexion dont certains lui reprochent aujourd'hui la lenteur, compte tenu des évidences apparues après l'opération de Tampa, elle a initié l'ordre, au cours des dernières semaines, à la BCCI de rompre toute relation, avouée ou occulte, avec la First American Bankshares et l'Independence Bank d'Encino.

#### La justice sur la sellette

Ces injonctions ont-elles été suivies d'effet ? A Washington, au siège de la Réserve fédérale, on nimerait en être sûr et on reconnaît volontiers manquer de certains « détails ». Par exemple, sur l'identité exacte des autres actionnaires de la BCCI, aux côtés de l'émirat d'Abou-Dhabi, qui détient 77,4 % du capital. « Seule la Banque d'Angleterre pourrait le savoir, et encore... », fait-on valoir au siège de la banque centrale. Par mesure de sécurité, toutefois, la Fed a interdit le 12 juillet à quatre personnes liées de près à la BCCI d'avoir le moindre rapport - et ce de façon permanente - avec des institutions bancaires américaines. Sont visés : M. Ghaith Pharaon, présenté comme le propriétaire de l'Independence Bank et comme un ancien actionnaire de la BCCI ; M. Agha Hasan Abedi, le fondateur pakistanais, et M. Swaleh Naqvi, son associé, tous deux anciens dirigeants de la banque ; enfin, M. Kemal Sholab, un ancien responsable de la BCCI et ex-président de l'Independence Bank.

La justice américaine est, elle aussi, sur la sellette, accusée non seulement d'avoir souvent manqué

contribue aujourd'hui à l'animation de quatre valeurs-clefs du secteur public :

Crédit Foncier de France  
Crédit Local de France/FLORAL  
EDF  
SNCF

Tapez OCCJ et OCCK sur votre clavier Reuter

PREMIERE  
BANQUE FRANÇAISE  
SPECIALISTE EN VALEURS  
DU TRESOR (FRF ET ECU)

(Statistiques Banque de France au 30 juin 1991)



CAPITAL MARKETS

# Le Monde des Cadres



## Chef du service social départemental H/F

Le Conseil Général du Val d'Oise recherche pour sa Direction Générale de l'Action Sociale et Sociale

Rattaché au Directeur de l'Action Sociale Territoriale, vous mettrez en œuvre un projet pour le Service Social Départemental à partir d'une analyse prospective de l'ensemble des besoins sociaux du département. Vous encadrerez l'équipe de responsables de circonscription, définirez les normes de travail social, assurez la promotion des actions sociales collectives... selon les besoins recensés, vous organiserez la gestion des ressources humaines du service.

Vous êtes Assistant de Service Social Chef et avez 8 ans d'ancienneté dans le service public. Une formation de type DSTS ou Maîtrise en sciences sociales appliquées sera appréciée. Poste basé à Cergy.

Un système indemnitaire motivant a été mis en place par le Conseil Général du Val d'Oise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), avant le 1er septembre, à Madame le Directeur Général Adjoint chargé de l'Action Sociale et Sociale, BP 213, 95024 Cergy Cedex. Tel. 34 25 36 84

## A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 245 milliards de francs de dépôts, 7,8 millions de clients, 4.000 agences et 22.000 collaborateurs est le 5<sup>ème</sup> groupe bancaire français.

Son organisme Central, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel recherche pour sa Direction de la Communication un Journaliste d'Entreprise.

Professionnel passionné de communication, l'écriture est votre métier.

Vous prendrez en charge la communication écrite :

- collecte et mise en forme des informations sur la conjoncture, le monde bancaire et le Crédit Mutuel.

- réalisation des publications d'information interne

Vous participerez également au développement de la communication avec la presse, de la communication institutionnelle et de la communication interne.

A 25-30 ans, vous avez une formation supérieure (Journalisme, Economie, Banque-Finance) et une expérience réussie dans le domaine de la communication écrite acquise dans les médias ou en entreprise.

La pratique de la P.A.O. serait un plus.

CONTACT : Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 313 LM à la DRHRS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

**Crédit Mutuel**

une banque à qui parler

## BUREAUTIQUE ORGANISATION SECRETARIAT CONSULTANT FORMATEUR

N°1 en Europe de la formation des adultes, la CEGOS développe ses activités et propose des postes de Consultants-Formateurs en bureautique, organisation, secrétariat. Vous maîtrisez les nouveaux outils micro-informatiques, vous avez une formation bac + 5 et l'expérience de fonctions administratives : organisation, assistantat, etc... Vous êtes passionnés par la pédagogie. Nous vous proposons de transmettre votre savoir en animant et concevant des stages inter-entreprises et dans l'entreprise. En intégrant notre équipe, vous découvrirez un environnement stimulant et de nouvelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous Ref. : 23669/M à Marie-José FOURNIAT - CEGOS - Division Recrutement - 204, Rond Point du Pont de Sèvres - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

## QUOTIDIEN RÉGIONAL RÉGION CENTRE recherche

### CHEF D'AGENCE

pour prendre la responsabilité d'une équipe de 6 journalistes, d'un réseau de pigistes et de correspondants.

Expérience de l'encadrement et de l'animation d'une équipe rédactionnelle en PQR souhaitée.

Salaire brut annuel 212 000 F + ancienneté professionnelle.

Merci d'adresser votre réponse manuscrite avec CV + photo à :

B.E.G., 35, rue de Savoie, 57160 Moulins-lès-Metz

## GROUPE INTERNATIONAL DE SOUSCRIPTION (PARIS)

### Recherche DIRECTEUR

Son rôle : il sera chargé de la mise en place des programmes de réassurance et de cession facultative ainsi que des relations avec les coassureurs.

Le candidat sera âgé de 35 ans et plus.

Anglais indispensable. Deuxième langue appréciée.

Expérience similaire souhaitée.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions au Monde Publicité sous n° 3354

15-17, rue du Col-Pierre-Avia, 75015 Paris.

## Le Monde des Secteurs Pointe

### Agence de bassin Loire-bretagne

Orléans. Nous sommes un Etablissement public de l'Etat spécialisé dans la gestion de la ressource en eau et la lutte contre la pollution. Pour faire face à notre développement, nous renforçons notre Division Qualité des Eaux et recherchons deux collaborateurs.

## Ingénieur

### Intervention secteur industriel

Vous serez chargé de la coordination des interventions de l'Agence dans l'Industrie, essentiellement dans les domaines suivants : économies d'eau, dépollution, prévention des pollutions accidentelles, élimination des déchets. Bon spécialiste, vous intervenirez en tant qu'expert auprès de nos délégations régionales et serez en relation avec les organisations professionnelles des industriels et l'Administration. Vous proposerez les évolutions de la politique d'intervention industrielle de l'Agence.

Agé d'environ 30/40 ans, vous possédez une formation supérieure (Ingénieur) et une solide expérience des relations avec les industriels. Une réelle connaissance des activités industrielles est indispensable pour réussir à ce poste. Réf. D479/M

## Jeune Ingénieur

### Génie chimique ou agro-alimentaire

Vous collaborerez à l'élaboration de la politique de l'Agence en matière de lutte contre la pollution industrielle. Vous participerez aux interventions industrielles menées par les délégations régionales (transmission des informations, examen de dossiers, appui technique, réalisation de synthèses...) et traiterez les interventions dans le domaine des déchets industriels.

Ce poste ouvert et évolutif s'adresse à un jeune ingénieur génie chimique ou agro-alimentaire présentant de la rigueur et une bonne aisance relationnelle. Réf. D480/M

Merci d'adresser votre candidature sous référence du poste choisi à Lydia di Martino, SEMA SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX

**SEMA SELECTION**  
Paris - Lyon - Toulouse

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

## L'OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

recrute pour sa Direction de la Formation et des Etudes (ex Fondation de l'Eau)

- un ingénieur en Hydraulique Urbaine, possédant 5 ans d'expérience dans la conception et l'exploitation des réseaux d'assainissement

- un ingénieur en Génie des Procédés, possédant 5 ans d'expérience en traitement des eaux industrielles (eaux de process et eaux usées)

Hommes de terrain, bénéficiant de larges responsabilités et d'une grande autonomie, vous devez développer techniquement et commercialement des thèmes de formation porteurs au sein d'une équipe pluridisciplinaire, aussi bien en France qu'à l'étranger.

La maîtrise de l'Anglais est indispensable. Postes basés à Limoges.

- un ingénieur généraliste de l'eau, connaissant bien le secteur de l'eau et ses différents acteurs.

Vous serez chargé de mettre sur pied une campagne nationale de sensibilisation des élus. Autonome, ayant le sens du contact et de la négociation, vous serez amené à vous déplacer fréquemment en France.

Merci d'adresser votre Curriculum Vitae avec lettre de présentation et prétentions à FONDATION DE L'EAU Rue Edouard Chamberland 87065 LIMOGES CEDEX

THOMSON HYBRIDES, leader européen dans le domaine des circuits hybrides professionnels et de l'optoélectronique, recherche pour son unité de MASSY :

## CHEF DE PROJETS COMPOSANTS HYBRIDES

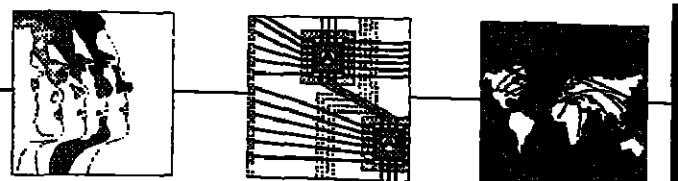
Vous prenez la responsabilité de projets concernant la conception et la réalisation de circuits hybrides pour des programmes militaires et professionnels France et Export (conception, prototypes, délais, coûts, qualité...).

Cette fonction de chef d'orchestre requiert des compétences techniques (analogique, basses fréquences et numériques rapides), de la rigueur et des qualités humaines (dialogue, négociation, fermeté...).

Ingénieur électronicien, vous possédez une expérience de 2 à 5 ans dans le développement de circuits hybrides, et si possible, une première expérience de coordination de projets.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) à :

MENWAY Consultants  
25 rue Pierre Sémard - 39000 Grenoble  
Fax : (16) 76.21.71.29.



**THOMSON**

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

## Entreprise moyenne du secteur COGNAC En expansion rapide

Recherche

### ASSISTANT (e) MARKETING & DÉVELOPPEMENT

Vous avez :

- expérience(s) dans le secteur des vins et spiritueux et/ou dans l'imprimerie et/ou dans un studio de création
- de grandes qualités en relations humaines vous permettant de vous intégrer
- l'aptitude naturelle au travail en équipe
- sens de l'organisation
- pratique courante de l'anglais

Nous vous offrons :

- un poste novateur dans une équipe restreinte où les décisions peuvent se prendre vite
- Le poste est basé à Cognac.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à : M. F. BARAT, direction du personnel Cognac Prince Hubert de Polignac - BP 35 - 16102 COGNAC CEDEX

## La ville de Tremblay-en-France

(32 000 habitants) Seine-Saint-Denis Dans le cadre de son développement lié à sa place au sein du pôle stratégique de l'aéroport Charles-de-Gaulle, axe prioritaire du schéma directeur d'aménagement de l'Ile-de-France

RECHERCHE

### SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS

chargés des secteurs :

- sociaux et de santé
- socio-éducatifs et socioculturels
- niveau et qualités requises :
- cadre A de la Fonction publique territoriale
- aptitude au management
- connaissance des secteurs concernés indispensable

avantages liés à la fonction :

- prime annuelle
- logement de fonction } par nécessité de service
- voiture de fonction }

Les candidatures sont à adresser à : Monsieur le Député Maire, Direction des ressources humaines 18, bd de l'Hôtel-de-Ville, 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE

## VILLE DE SAINT-MALO

(Ille-et-Vilaine)

recrute un

### JOURNALISTE CONTRACTUEL

Désirant étendre son champ d'action à la communication Les lettres de candidature accompagnées d'un C.V. sont à adresser avant le 30 août 1991 à :

MONSIEUR LE DÉPUTÉ MAIRE  
DIRECTION DU PERSONNEL  
ET DES RELATIONS HUMAINES  
B.P. 147  
35408 SAINT-MALO CEDEX

مكثان الأهل



حزب من الاحل

Mercredi 31 juillet 1991 21

Le Monde • Mercredi 31 juillet 1991 17

## Le Monde Secteurs Pointe

## Le Monde Informatique

**Rockwell International**

Rockwell ABS est une importante filiale du puissant groupe américain ROCKWELL INTERNATIONAL (11500 personnes dans le monde). Nous fournissons aux principaux constructeurs automobiles mondiaux des systèmes de carrosseries automobiles (toits ouvrants, systèmes de portes...).

**INGENIEUR ELECTRONIQUE**

RESPONSABLE DE LA COORDINATION DES PROJETS - BASE A BIRMINGHAM, GB

UN RÔLE DETERMINANT POUR NOTRE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE : Après une période de formation à nos méthodes, produits et concepts, vous serez chargé d'analyser les besoins des principaux constructeurs automobiles mondiaux et de trouver des solutions innovatrices en collaboration avec nos centres de recherche (USA/Europe) et de coordonner la réalisation à l'aide de nos équipes d'ingénieurs.

UN PROFIL CONFIRME : ☐ 35/45 ans ☐ une formation d'ingénieur en ELECTRONIQUE (SUPELEC ou équivalent) ☐ une solide expérience dans la coordination de projets ☐ une expérience réussie dans le milieu automobile ☐ une aptitude d'entrepreneur ☐ une forte capacité à prendre des décisions et à les faire appliquer ☐ de réelles aptitudes à proposer des solutions technologiques innovatrices ☐ L'ANGLAIS INDISPENSABLE.

NOUS VOUS OFFRONS : ☐ un environnement technologique d'envergure ☐ un pouvoir élevé de décision ☐ une entreprise de forte notoriété sur un marché porteur ☐ la possibilité de mettre en œuvre vos qualités d'entrepreneur et d'innover ☐ des conditions de travail et une rémunération très motivantes ☐ toute l'aide nécessaire à votre développement en Angleterre.

Pour un entretien individuel avec la société

Adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN - 41 avenue Victor Hugo - 92100 Boulogne. Fax : 46 05 54 97 en indiquant la référence 7242 sur la lettre et sur l'enveloppe.

**EUROMAN**

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX - STRASBOURG  
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

Nous sommes un des plus **GRANDS OPERATEURS DE TELECOMMUNICATIONS** dans le monde, n° 1 mondial du réseau de transmissions de données par paquets. Nous offrons des solutions globales de télécommunications à l'international. Dans le cadre d'un important développement d'activité pour Paris-Ouest, nous recherchons des

**INGENIEURS RESEAUX**

CHARGE DES INSTALLATIONS PLANNING BUDGET DOCUMENTATION (réf. 4038)

**VOIRE MISSION :** Dans le cadre de la division des Opérations Européennes, vous prenez en charge le déroulement des installations de nos réseaux : respect du planning de livraison et d'intervention et suivi de la conformité au cadre budgétaire et conception et production de toute la documentation utile à la mise en service de nos équipements.

**VOUS AVEZ :** ☐ au moins 25 ans ☐ une pratique courante de l'anglais ☐ une expérience télécommunications ☐ une formation d'ingénieur complétée par une approche de gestion (type IAE ou expérience prof.) ☐ de la rigueur ☐ de la persévérance ☐ une autorité naturelle doublée d'une habileté relationnelle.

**INGENIEUR RESEAU**

CHARGE DES NORMES (réf. 4049)

**VOIRE MISSION :** Dans le cadre de la division des Opérations Européennes, vous déterminez les normes techniques de l'infrastructure du réseau international et vous contrôlez la conformité aux normes et adaptations locales des installations utiles à la bonne compréhension de ces normes et vous vous adaptez à l'évolution des besoins.

**VOUS AVEZ :** ☐ au moins 25 ans ☐ une pratique courante de l'anglais ☐ une expérience télécommunication et réseau numérique (multiplexeurs intelligents, modems, transmissions analogues et digitales, transmissions de données par paquets) ☐ bon sens de l'astuce pour la rédaction et la communication de spécifications techniques.

**NOUS VOUS OFFRONS**

☐ l'intégration dans un groupe international de très grande envergure ☐ un haut niveau de responsabilités et d'autonomie ☐ de très larges possibilités d'évolution ☐ un climat d'effervescence dans un projet global d'expansion.

Pour un entretien individuel avec la société le 08/08/91 pour la référence 4038 et le 09/08/91 pour la référence 4049, en cas d'indisponibilité aux dates indiquées, merci de préciser vos possibilités.

Adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN - 7 Ter, rue de la Porte de Buc - 78000 VERSAILLES. Fax : 39.49.51.94 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

**EUROMAN**

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX - STRASBOURG  
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

**Ingénieur support**

Débutant ou 1ère expérience

Grâce à son activité de réseaux et services à valeur ajoutée, British Telecom collabore aux projets Telecom des plus grandes sociétés internationales. Vous intégrerez une organisation puissante figurant parmi les premiers opérateurs Telecom au monde.

Vous êtes Ingénieur grandes écoles, possédez de préférence la connaissance de l'environnement MS/DOS, des télécoms, de la messagerie électronique et une première expérience de support. Vous parlez couramment anglais.

Rattaché à une équipe existante basée à Paris, vous maîtrisez en œuvre des services de réseaux à valeur ajoutée (messagerie, EDI, X400). En relation avec nos clients, vous intervenirez en avant-vente, mise en place et après-vente et effectuerez un support de 2ème niveau sur nos produits. Grâce à vos capacités à vous adapter à un environnement changeant, vous évoluerez rapidement dans un contexte international.

Merci de nous faire parvenir CV, lettre, photo sous réf. 4365 à notre Conseil  
19420 Rivecourt - 11 Rue Lénine - 75024 Paris - Tél. 48.30.05.82

**BT**

La Défense

**LE GROUPE DECISION INTERNATIONAL**

Spécialisé en informatique et intelligence artificielle, participant à de grands programmes français et européens tels : HERMES, COLOMBUS, AIRBUS, EUREKA, ESPRIT II..., nous proposons de rejoindre ses 350 ingénieurs en France, Europe et USA.

Nous recrutons pour

**TOULOUSE, AIX-EN-PROVENCE, BORDEAUX, PARIS**

**SECTEUR TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE**

**DES CHEFS DE PROJET** (réf. CS 31), **DES INGENIEURS** (réf. CS 32)

De formation grandes écoles scientifiques ou universités et ayant une expérience dans au moins un des domaines suivants : traitement du signal, calcul de structures, radars, systèmes d'armes ; techniques graphiques (X-WINDOWS, OSF-MOTIF) ; systèmes d'exploitation (UNIX, VMS et VME) et télécommunications (réseaux, TCP-IP) ; station de travail (APOLLO, SUN).

**SECTEUR GESTION**

**DES INGENIEURS** (réf. CG3) **ET ANALYSTES** (réf. CG2)

De formation supérieure et ayant une expérience dans au moins l'un des domaines suivants : Systèmes : IBM, BULL, AS 400, HP et Micros : GFAO, CFAO, SGBD : DB2, IDS, ORACLE, DRAPE, OMNIS, SYBASE ; PACBASE. Méthode MERISE, SDM/S.

Nous vous invitons à prendre contact avec nous en envoyant une lettre manuscrite, CV et prétentions, en précisant la référence et la ville désirée à :

Pour des postes en Province :

**DECISION INTERNATIONAL, 52, rue des Cosmonautes, Z.I. de Palays, 31400 Toulouse**

Pour des postes à Paris : **DECISION INTERNATIONAL, 52, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne**

**COMPUTER CENTER DIRECTOR - FRANCE**

Prestigious international company needs experienced senior manager to direct a modern new data center. Must be fluent in French and English. IBM mainframe experience required. Must have excellent "people management" skills and user service orientation.

**PROGRAMMER/ANALYSTS**

**FRANCE and USA**

IBM/PACBASE. West Coast (USA) client needs a team of Programmer/analysts with a minimum of 3 years IBM/PACBASE experience. Fluent English required. One to two year contract. Excellent compensation.

IBM/ASSEMBLER. Minimum of 2 years IBM/Assembler plus fluent French and English. Three year project which includes nine months of U.S. training followed by assignment in France. Unusual opportunity.

Call Brian Cott (U.S. collect) at (415) 948-0601 or fax resume to (415) 948-9247. For Paris Interview, call Mark Butler, 5th-8th August, at (1) 47-77-78-79.

**GLOBAL DYNAMICS, INC., Walnut Creek, California, USA**

845 000  
LECTEURS  
CADRES.  
le Monde est  
le premier  
titre  
d'information  
des cadres.  
(IPSOS 90)

**FRANCE TELECOM L'AVENTURE EN PLUS**

**BAC + 3 / BAC + 4 DIPLOMES EN INFORMATIQUE**

Jeunes diplômés ou première expérience, FRANCE TELECOM, un des leaders mondiaux des télécommunications vous propose 8 POSTES D'ANALYSTES et 3 POSTES DE PROGRAMMEURS SYSTEME.

Ensemble, relevons les défis technologiques et commerciaux en participant à de grands projets résolument tournés vers l'avenir.

Très impliqué dans un environnement motivant, vous occuperez rapidement des responsabilités importantes.

Votre évolution de carrière accompagnée par une formation permanente sera placée sous le signe de la mobilité géographique et fonctionnelle.

POUR RECEVOIR VOTRE DOSSIER D'INSCRIPTION, CONTACTEZ-NOUS AU **N° Vert 05 21 11 11**

Date de clôture des inscriptions : 14 Août 1991  
Dates des épreuves : les 23, 24, 25 Septembre 1991 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h 30)

**FRANCE TELECOM**

UN AVENIR D'AVANCE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

**NURSE D**

Tapez RES



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 30 JUILLET

**Cours relevés à 10 h 12**

Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Précéder cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Précéder cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Précéder cours	Dernier cours	%
2981	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	2982	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	2983	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
2984	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	2985	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	2986	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
2987	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	2988	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	2989	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
2990	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	2991	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	2992	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
2993	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	2994	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	2995	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
2996	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	2997	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	2998	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
2999	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3000	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3001	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3002	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3003	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3004	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3005	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3006	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3007	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3008	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3009	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3010	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3011	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3012	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3013	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3014	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3015	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3016	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3017	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3018	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3019	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3020	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3021	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3022	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3023	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3024	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3025	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3026	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3027	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3028	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3029	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3030	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3031	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3032	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3033	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3034	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3035	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3036	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3037	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3038	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3039	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3040	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3041	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3042	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3043	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3044	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3045	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3046	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3047	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3048	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3049	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3050	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3051	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3052	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3053	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3054	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3055	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3056	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3057	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3058	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3059	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3060	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3061	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3062	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3063	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3064	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3065	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3066	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3067	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3068	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3069	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3070	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3071	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3072	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3073	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3074	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3075	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3076	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3077	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3078	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3079	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3080	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3081	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3082	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3083	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3084	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3085	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3086	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3087	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3088	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3089	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3090	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3091	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3092	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3093	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3094	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3095	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3096	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3097	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3098	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3099	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3100	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3101	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3102	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3103	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3104	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3105	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3106	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3107	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3108	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3109	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3110	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3111	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3112	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3113	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3114	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3115	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3116	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3117	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3118	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3119	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3120	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3121	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3122	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3123	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3124	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3125	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3126	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3127	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3128	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3129	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3130	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3131	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3132	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3133	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3134	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3135	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3136	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3137	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3138	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3139	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3140	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3141	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3142	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3143	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3144	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3145	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3146	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3147	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3148	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3149	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3150	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3151	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3152	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3153	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3154	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3155	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3156	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3157	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3158	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3159	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3160	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3161	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3162	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3163	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3164	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3165	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3166	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3167	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3168	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3169	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3170	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3171	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3172	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3173	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3174	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3175	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3176	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3177	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3178	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3179	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3180	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3181	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3182	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3183	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3184	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3185	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3186	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3187	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3188	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3189	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3190	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3191	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3192	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3193	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3194	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3195	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3196	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3197	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3198	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3199	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3200	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3201	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3202	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3203	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3204	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3205	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3206	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3207	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3208	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3209	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3210	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3211	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3212	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3213	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3214	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3215	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3216	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3217	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3218	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3219	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3220	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3221	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3222	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3223	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3224	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3225	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3226	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3227	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3228	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3229	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3230	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3231	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3232	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3233	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3234	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3235	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3236	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3237	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3238	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3239	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3240	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3241	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3242	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3243	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3244	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3245	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3246	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3247	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3248	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3249	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3250	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3251	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3252	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3253	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3254	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3255	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3256	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3257	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3258	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3259	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...
3260	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3261	C.N.E.T.P.	4000	...	...	...	3262	C.N.E.T.P.	4000	...	...	

**COMPTANT** (sélection)

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations													
Emp. Ext. 5,962/82	127 85	6 48	C.I.T.R.A.	1053	.....	Magnat	814	.....	814	.....	A.E.C.	.....	.....
Emp. Ext. 5,962/82	100 55	6 48	C.I.T.R.A. (B)	1033	.....	Minet	554	.....	554	.....	Alco H. Soc.	351	351
10,000 7/8/94	.....	6 48	Colindale	355	.....	Monsieur	102 50	.....	102 50	.....	Alco Alcan	122	122
Emp. Ext. 13,968/82	8 11	.....	Comptex	530	.....	Optique	337 50	.....	337 50	.....	American Bank	135 80	135 10
Emp. Ext. 12,25 8/8	102 45	6 88	De Industrielle	4111	4412	Ordel (C)	231	.....	231	.....	American Brands	231	231
Emp. Ext. 11,95 05	.....	6 48	Opq Lyonn. Almond	348	.....	Ordel-Dessau	1118	.....	1118	.....	Arbol	880	880
10,025 9/8 85	.....	3 32	Ordel M.A. Paris	745	.....	Palais National	1020	.....	1020	.....	American Brands	161 50	161 50
DAT 10/5 2000	.....	1 74	Ordel G.L. Ind.	210	240 40	Palais National	155	.....	155	.....	Caracas Popul. Exp.	640	640
DAT 8,9% 12/1997	.....	8 21	Ordel G.L. Ind.	671	570	Paribas (CF)	650	648	650	648	R. N. Belgium Inc.	26500	26500
DAT 8,9% 1/1998	.....	4 86	Ordel G.L. Ind.	112	.....	Paris France	230	.....	230	.....	Car. Pacific	96 80	96 80
ORF 10,30% 1985	1802	.....	Darby	945	.....	Paris France	238	240	238	240	Clayco Corp.	68	68
PTT 11,25 8/8	105	6 82	Degussa	1720	.....	Paribas Invest	335	.....	335	.....	C.I.R.	12 50	12 50
CF 10,20% 1985	.....	4 85	Delalande	1620	.....	Paribas Invest	100	.....	100	.....	Commerzbank	.....	.....
CF 10,25% nov 80	.....	3 83	Delalande Vieilles	348	3948	Paribas Invest	788	.....	788	.....	De Beers (S. Afr.)	338	338
CNA 10 10 1978	.....	3 87	Des Bains Vieilles	2630	.....	Paribas Invest	100	.....	100	.....	Dow Chemical	229	229
OH Biquet 5000F	0 72	.....	Des Bains Vieilles	191	905	Paribas Invest	1045	439 104	1045	439 104	East. Fin.	25	25
OH Paribas 5000F	0 72	.....	Des Bains Vieilles	259	.....	Radical	282	.....	282	.....	GBL (Bent Lams.)	550	550
OH Biquet 5000F	0 72	.....	Des Bains Vieilles	774	.....	Radical	443	442	443	442	Globe Holdings Ltd.	1010	1010
CH 11,25 05	101 35	0 71	Des Bains Vieilles	325	.....	S.A.C.E.R.	345	.....	345	.....	Globe Holdings Ltd.	434 50	434 50
CH 10,50 5000F	.....	2 32	Des Bains Vieilles	1700	1700	S.A.F.A.	365	.....	365	.....	Globe Tm	220	220
CH 9 10 88	.....	5 68	Des Bains Vieilles	1800	.....	S.A.F.A. Alcan	1257	.....	1257	.....	Globe Tm	220	220
OH 10,50% dec 85	.....	.....	Des Bains Vieilles	160	.....	Saga	387	371 50	387	371 50	Globe Tm	220	220
CHAB FOC 3% 100	.....	.....	Des Bains Vieilles	536	540	Sat (Dorcasen F.)	118	116 80	118	116 80	Globe Tm	220	220
CHCA	961	.....	Des Bains Vieilles	679	679	Sat (Dorcasen F.)	852	852	852	852	Globe Tm	220	220
Alcan 8 1/2 % ann. 89	.....	750	Des Bains Vieilles	468	429 50	Sat (Dorcasen F.)	182	.....	182	.....	Globe Tm	220	220
Alcan 8 1/2 % ann. 89	.....	580	Des Bains Vieilles	728	728	S.C.A.C.	800	.....	800	.....	Globe Tm	220	220
Thomson 8 1/2 % ann. 88	.....	.....	Des Bains Vieilles	778	778	S.C.A.C.	425	.....	425	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	1635	1635	S.E.L. (Purt. B)	538	.....	538	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	201	.....	S.E.L. (Purt. B)	538	.....	538	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	801	.....	Saga	387	371 50	387	371 50	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	536	540	Sat (Dorcasen F.)	118	116 80	118	116 80	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	679	679	Sat (Dorcasen F.)	852	852	852	852	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	468	429 50	Sat (Dorcasen F.)	182	.....	182	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	728	728	S.C.A.C.	800	.....	800	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	778	778	S.C.A.C.	425	.....	425	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	1635	1635	S.E.L. (Purt. B)	538	.....	538	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	201	.....	Saga	387	371 50	387	371 50	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	536	540	Sat (Dorcasen F.)	118	116 80	118	116 80	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	679	679	Sat (Dorcasen F.)	852	852	852	852	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	468	429 50	Sat (Dorcasen F.)	182	.....	182	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	728	728	S.C.A.C.	800	.....	800	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	778	778	S.C.A.C.	425	.....	425	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	1635	1635	S.E.L. (Purt. B)	538	.....	538	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	201	.....	Saga	387	371 50	387	371 50	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	536	540	Sat (Dorcasen F.)	118	116 80	118	116 80	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	679	679	Sat (Dorcasen F.)	852	852	852	852	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	468	429 50	Sat (Dorcasen F.)	182	.....	182	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	728	728	S.C.A.C.	800	.....	800	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	778	778	S.C.A.C.	425	.....	425	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	1635	1635	S.E.L. (Purt. B)	538	.....	538	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	201	.....	Saga	387	371 50	387	371 50	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	536	540	Sat (Dorcasen F.)	118	116 80	118	116 80	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	679	679	Sat (Dorcasen F.)	852	852	852	852	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	468	429 50	Sat (Dorcasen F.)	182	.....	182	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	728	728	S.C.A.C.	800	.....	800	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	778	778	S.C.A.C.	425	.....	425	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	1635	1635	S.E.L. (Purt. B)	538	.....	538	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	201	.....	Saga	387	371 50	387	371 50	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	536	540	Sat (Dorcasen F.)	118	116 80	118	116 80	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	679	679	Sat (Dorcasen F.)	852	852	852	852	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	468	429 50	Sat (Dorcasen F.)	182	.....	182	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	728	728	S.C.A.C.	800	.....	800	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	778	778	S.C.A.C.	425	.....	425	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	1635	1635	S.E.L. (Purt. B)	538	.....	538	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	201	.....	Saga	387	371 50	387	371 50	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	536	540	Sat (Dorcasen F.)	118	116 80	118	116 80	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	679	679	Sat (Dorcasen F.)	852	852	852	852	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	468	429 50	Sat (Dorcasen F.)	182	.....	182	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	728	728	S.C.A.C.	800	.....	800	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	778	778	S.C.A.C.	425	.....	425	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	1635	1635	S.E.L. (Purt. B)	538	.....	538	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	201	.....	Saga	387	371 50	387	371 50	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	536	540	Sat (Dorcasen F.)	118	116 80	118	116 80	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	679	679	Sat (Dorcasen F.)	852	852	852	852	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	468	429 50	Sat (Dorcasen F.)	182	.....	182	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	728	728	S.C.A.C.	800	.....	800	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	778	778	S.C.A.C.	425	.....	425	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	1635	1635	S.E.L. (Purt. B)	538	.....	538	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	201	.....	Saga	387	371 50	387	371 50	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	536	540	Sat (Dorcasen F.)	118	116 80	118	116 80	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	679	679	Sat (Dorcasen F.)	852	852	852	852	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	468	429 50	Sat (Dorcasen F.)	182	.....	182	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	728	728	S.C.A.C.	800	.....	800	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	778	778	S.C.A.C.	425	.....	425	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	1635	1635	S.E.L. (Purt. B)	538	.....	538	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	201	.....	Saga	387	371 50	387	371 50	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	536	540	Sat (Dorcasen F.)	118	116 80	118	116 80	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	679	679	Sat (Dorcasen F.)	852	852	852	852	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	468	429 50	Sat (Dorcasen F.)	182	.....	182	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	728	728	S.C.A.C.	800	.....	800	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	778	778	S.C.A.C.	425	.....	425	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	1635	1635	S.E.L. (Purt. B)	538	.....	538	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	201	.....	Saga	387	371 50	387	371 50	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	536	540	Sat (Dorcasen F.)	118	116 80	118	116 80	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	679	679	Sat (Dorcasen F.)	852	852	852	852	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	468	429 50	Sat (Dorcasen F.)	182	.....	182	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	728	728	S.C.A.C.	800	.....	800	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	778	778	S.C.A.C.	425	.....	425	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	1635	1635	S.E.L. (Purt. B)	538	.....	538	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	201	.....	Saga	387	371 50	387	371 50	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	536	540	Sat (Dorcasen F.)	118	116 80	118	116 80	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	679	679	Sat (Dorcasen F.)	852	852	852	852	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	468	429 50	Sat (Dorcasen F.)	182	.....	182	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	728	728	S.C.A.C.	800	.....	800	.....	Globe Tm	220	220
.....	.....	.....	Des Bains Vieilles	778	778	S.C.A.C.	425</						

**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frails Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frails Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frails Incl.	Rachet net
A.A.A.	1045 61	1070 08	Facilecote	838 80	815 32	Frans Genere	85748 73	67048 73
Accolys	225 98	219 94	Faciscom	28 17	28 48	Frans Ind	10717 48	10706 77
Acifon	783 73	752 85	Frax-Pranora	10584 37	10437 30	Fraxip. Excess	100 76	100 76
Adem	3231 17	3236 87	Fraxip	1081 61	1009 49	Fraxip Accorcor	22281 88	22787 88
Amphidex	824 08	860 00	Fraxip	1312 97	1207 99	Fraxip	1707 08	1055 34
Amphidex Court T.	582 00	582 00	Fraxip	1329 33	1312 33	Fraxip	1329 33	1312 33
Amphidex	1112 56	1112 56	Fraxip	185 94	183 27	Rachet	686 57	672 70
Auto Fatur	370 89	361 65	Hocora	1194 84	1167 20	Rachet	161 28	160 59
Auto Fatur	1401 63	1360 81	HLM Modesta	12670 03	12670 03	Rachet	534 74	539 94
Avance Alim	1689 33	1636 60	Interpar	105391 02	102604 87	Rachet	1125 28	1108 05
Avance Cof	109 40	105 26	Interpar	13436 74	1281 94	St Honoré Bo-Alm.	919 16	874 05
Avance Cof	169 78	169 78	Interpar	13436 74	1281 94	St Honoré Bo-Alm.	919 16	874 05
Avance Cof	231 71	231 71	Interpar	160 50	160 50	St Honoré Bo-Alm.	919 16	874 05
Avance Cof	123 38	119 05	Interpar	268 55	254 50	St Honoré Bo-Alm.	753 25	719 05
Avance Invest	120 91	115 70	Interpar	242 95	233 04	St Honoré Bo-Alm.	181 12	182 49
Avance Invest	118 81	113 30	Interpar	248 78	239 81	St Honoré Bo-Alm.	615 18	587 93
Avance Invest	108 61	105 10	Interpar	250 16	238 64	St Honoré Bo-Alm.	522 46	486 46
Avance Invest	112 56	112 56	Interpar	262 67	250 23	St Honoré Bo-Alm.	1383 53	1379 74
Avance Invest	265 22	265 22	Interpar	212 58	212 58	St Honoré Bo-Alm.	498 05	475 05
Capicity	590 77	580 77	Interpar	419 66	402 84	St Honoré Bo-Alm.	1221 25	1201 25
Capicity	1202 33	1184 56	Interpar	137 65	132 04	St-Hort-Gen	1271 69	1272 69
Cherles Perrin	28 83	28 83	Interpar	155 39	147 42	St-Hort-Gen	1291 75	1291 75
Comis	2229 33	2152 55	Interpar	369 77	353 64	St-Hort-Gen	707 76	688 28
Couche	1250 61	1247 34	Interpar	2081 78	2038 68	St-Hort-Gen	1717 43	1714 68
Couche	345 21	345 21	Interpar	1168 53	1168 53	St-Hort-Gen	542 05	542 05
Couche	481 42	467 40	Interpar	1474 22	1325 75	St-Hort-Gen	1041 12	1020 71
Couche	1188 25	1184 95	Interpar	1271 29	1277 29	St-Hort-Gen	468 77	398 77
Couche	1207 11	1177 67	Interpar	27121 23	27053 80	St-Hort-Gen	1482 24	1482 24
Dinant France	325 44	758 46	Interpar	899 89	891 07	St-Hort-Gen	653 33	605 94
Dinant France	1020 84	978 08	Interpar	2103 69	2082 82	St-Hort-Gen	42 98	41 98
Dinant France	240 44	239 20	Interpar	34571 04	34571 04	St-Hort-Gen	4621 76	4621 76
Dinant France	138 28	133 28	Interpar	52 21	51 83	St-Hort-Gen	480 99	448 25
Dinant France	1062 42	1036 87	Interpar	706 89	695 82	St-Hort-Gen	1222 50	1196 89
Dinant France	128 19	123 67	Interpar	187 31	179 54	St-Hort-Gen	928 83	973 38
Eden	2384 43	2341 02	Interpar	1070 76	987 94	St-Hort-Gen	329 34	331 10
Eden	2240 43	2138 26	Interpar	5781 49	5781 49	St-Hort-Gen	1008 08	1031 47
Eden	490 85	490 85	Interpar	8276 84	8276 84	St-Hort-Gen	1383 61	1383 61
Eden	6115 86	6115 86	Interpar	67540 84	67540 84	St-Hort-Gen	2196 21	262 70
Eden	3550 42	3550 42	Interpar	75894 18	75894 18	St-Hort-Gen	638 12	2115 43
Eden	2258 32	2258 32	Interpar	12537 55	12512 52	St-Hort-Gen	801 22	770 40
Eden	2071 44	1987 47	Interpar	115 15	145 14	St-Hort-Gen	1301 25	1280 29
Eden	67603 91	67603 91	Interpar	206262 00	206262 00	St-Hort-Gen	1096 00	1030 28
Eden	1031 47	1031 47	Interpar	1032 55	1032 55	St-Hort-Gen	1383 61	1383 61
Eden	320 11	320 11	Interpar	125 19	121 14	St-Hort-Gen	690 00	100 09
Eden	4310 03	4305 27	Interpar	7255 21	7240 73	St-Hort-Gen	140 30	134 26
Eden	4518 02	4507 41	Interpar	1180 18	1188 89	St-Hort-Gen	1188 79	1175 04
Eden	2189 43	2189 43	Interpar	135 22	137 17	St-Hort-Gen	13307 88	13307 88
Eden	9881 43	9782 59	Interpar	23857 26	23857 26	St-Hort-Gen	14769 98	14769 98
Eden	1772 44	1772 44	Interpar	521 21	521 01	St-Hort-Gen	131 05	131 05
Eden	50 76	50 76	Interpar	1431 41	1385 10	St-Hort-Gen	467 40	439 84
Eden	64638 39	64638 39	Interpar	64009	64009	St-Hort-Gen	557 50	557 50
Eden	190 95	195 84	Interpar	1020 89	1018 81	St-Hort-Gen	970 09	978 09
Eden	1371 43	1362 29	Interpar	1210 83	1210 83	St-Hort-Gen	873 48	852 76
Eden	19 80	189 40	Interpar	824 08	824 08	St-Hort-Gen	185 04	185 04
Eden	13381 91	13382 22	Interpar	6363 58	6363 58	St-Hort-Gen	198 32	192 04
Eden	504 75	1054 57	Interpar	1444 82	1411 04	St-Hort-Gen	123 78	123 78
Eden	1308 12	1276 21	Interpar	128 39	128 39	St-Hort-Gen	1008 26	10278 80
Eden	448 28	438 25	Interpar	2506 41	2498 37	St-Hort-Gen	124 41	124 41
Eden	12336 05	12314 43	Interpar	1016 05	1011 03	St-Hort-Gen	1272 84	1271 84
Eden	760 80	760 80	Interpar	54 04	54 04	St-Hort-Gen	517 52	517 52
Eden	869 50	869 50	Interpar	129 79	129 79	St-Hort-Gen	133 68	131 00
Eden	1051 20	1051 20	Interpar	11525 83	11525 83	St-Hort-Gen	1385 97	1381 92
Eden	1911 12	1182 074	Interpar	33417 38	33444 01	St-Hort-Gen	2828 10	2502 05
Eden	804 60	800 60	Interpar	1060 83	1064 84	St-Hort-Gen	220 71	220 71
Eden	12326 05	12326 05	Interpar	8258 71	8258 71	St-Hort-Gen	111 10	111 10
Eden	2548 81	3005 48	Interpar	13830 28	1340 10	St-Hort-Gen	1780 79	1780 79
Eden	261 29	280 77	Interpar	12891 25	12822 80	St-Hort-Gen	1915 94	1915 43
Eden	104 86	101 79	Interpar	129 92	122 60	St-Hort-Gen	48401 76	48377 07
Eden	343 31	334 94	Interpar	574 37	555 95	St-Hort-Gen	26740 98	26714 98
Eden	343 31	334 94	Interpar	82 82	81 80	St-Hort-Gen		
Eden	441 75	437 04	Interpar	208 17	208 17	St-Hort-Gen		
Eden	407 17	404 10	Interpar	628 49	610 11	St-Hort-Gen		
Eden	1182 84	1157 90	Interpar	1285 09	1289 70	St-Hort-Gen		
Eden	32 88	32 88	Interpar	8895 05	8881 05	St-Hort-Gen		
Eden	39 85	38 86	Interpar	8717 98	8618 98	St-Hort-Gen		
Eden	31527 09	31527 09	Interpar	594 28	574 78	St-Hort-Gen		
Eden	111 10	111 10	Interpar	111 10	111 10	St-Hort-Gen		
Eden	31 58	30 81	Interpar	126 43	124 43	St-Hort-Gen		

<

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements**  
**46-62-72-67**

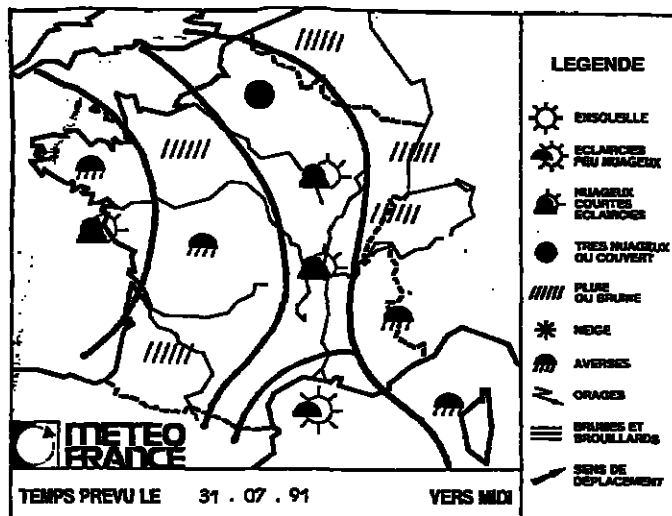
c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - # : marché continu

# CARNET DU Monde

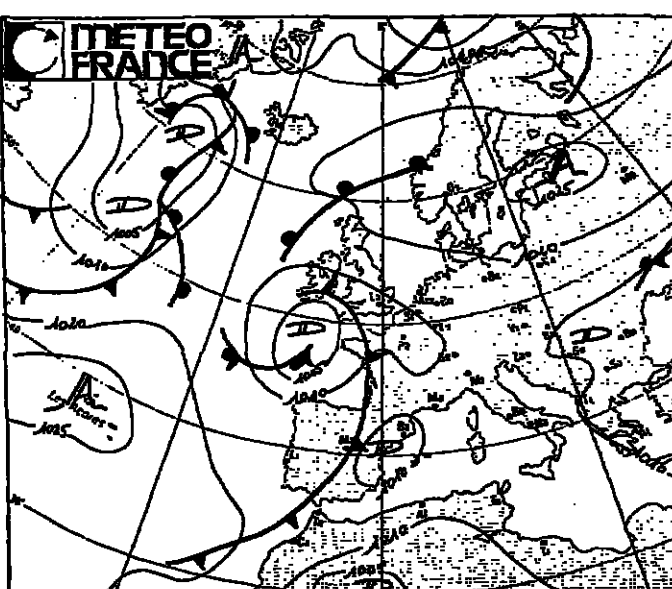


# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 31 juillet 1991  
Nuageux et pluies passagères.



SITUATION LE 30 JUILLET 1991 A 0 HEURE TU



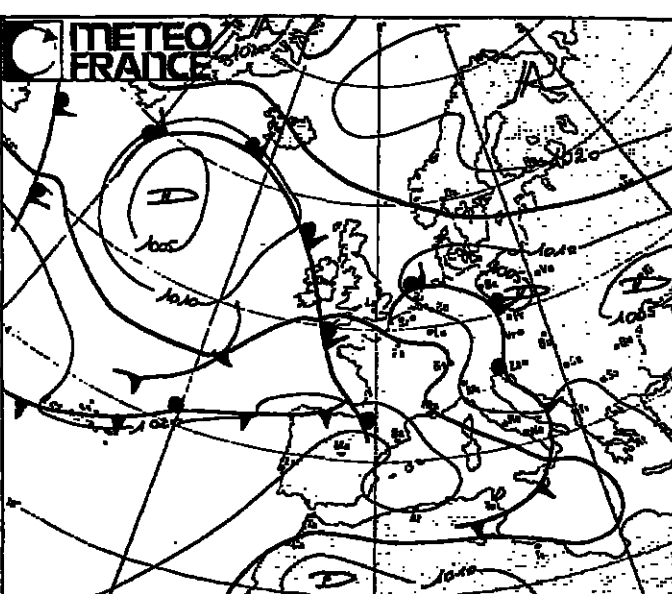
**Jeudi : retour du soleil.** — Sur un quart nord-est, d'est-à-ouest de la Loire et de l'Alsace jusqu'à la région Rhône-Alpes, la météo sera bien nuageuse. Des précipitations faibles pourront encore se produire ci et là, en particulier sur le relief. Mais au cours de la journée des éclaircies de plus en plus larges, se développeront.

En Corse, la journée débutera également sous de fréquents nuages mais ils se dissiperont pour laisser place au soleil.

Partout ailleurs, après dissipation de quelques brumes locales, les éclaircies seront larges. Les passages nuageux resteront très limités. Cette journée sera marquée par un bon ensoleillement.

Le mistral et le tramontane faibliront puis disparaîtront. Les températures minimales seront comprises entre 13 degrés et 18 degrés en général, localement 19 degrés sur les côtes méditerranéennes. Les températures maximales varieront de 21 degrés à 23 degrés près des côtes de la Manche, de 23 degrés à 25 degrés sur le reste de la moitié nord, et jusqu'à 28 degrés vers le sud du pays.

PRÉVISIONS LE 1<sup>er</sup> AOUT 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé  
le 29-7-1991 à 18 heures TU et le 30-7-1991 à 6 heures TU

FRANCE			LUXEMBOURG		
ALGER	27 17 D		28 16 C		
BARCELONE	28 16 N		27 13 C		
BORDEAUX	26 14 C		27 13 C		
BREST	24 16 C				
CAEN	24 16 N				
CHERBOURG	24 14 N				
CLERMONT-F.	24 16 C				
DJIBOUTI	31 19 N				
GRENOBLE	26 16 C				
LA JOLIE	29 17 N				
LIÉGEOIS	26 15 C				
LYON	23 15 N				
MARSEILLE	30 21 D				
NANCY	25 14 D				
NANTES	25 15 C				
NICE	26 18 N				
PARIS-MONTS	21 17 C				
PAU	22 14 N				
PERPIGNAN	27 20 C				
RENNES	29 16 C				
ST-ETIENNE	33 17 P				
STRASBOURG	29 14 D				
ÉTRANGER			MEXICO		
ALGER	33 20 D		27 15 D		
AMSTERDAM	23 17 D		27 15 D		
ATHÈNES	29 22 N		27 10 D		
BANGKOK	32 26 C		27 10 D		
BARCELONE	29 23 D		27 17 N		
BELGRADE	22 17 N		26 12 D		
BELLEVILLE	22 17 D		31 22 D		
BRUXELLES	29 15 D		24 18 D		
COPENHAGUE	25 15 D		27 20 P		
DAKAR	—		24 18 D		
DJIBOUTI	31 26 N		33 25 C		
GENÈVE	20 14 D		26 18 D		
HONGKONG	31 29 C		26 18 D		
ISTANBUL	29 21 D		26 12 D		
JERUSALEM	30 17 D		27 19 D		
LA CAPE	34 20 D		26 15 D		
LIÉGEOIS	29 16 C		26 15 D		
LONDRES	23 16 N		26 15 D		
LOS ANGELES	23 16 N		26 15 D		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :  
▶ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 30 juillet

### TF 1

- 20.40 **Cinéma** : *Salvador*. ■ Film américain d'Oliver Stone (1985).
- 22.45 **Magazine** : *Combien ça coûte ?* Michel-Edouard Leclerc ; *Micro-trottoir* : qu'est-ce qui coûte le plus cher au kilo ? ; *Dossiers* : vol en magasin ; coût et rapport de la tour Eiffel ; prix d'une invention ; soit d'un dénuement pour la collectivité ; système D : voitures moins chères ; Coup de folie ; statue au Musée Grévin.
- 23.45 **Série** : *Des voix dans la nuit*.
- 0.50 **Journal**, *Météo*, *Traffic infos* et *Bourse*.

### A 2

- 20.45 **Cinéma** : *Soleil de nuit*. ■ Film américain de Taylor Hackford (1988).
- 23.00 **Cinéma** : *Y a-t-il quelqu'un pour tuer mes femmes ?* ■ Film américain de Jim Abrahams (1986).
- 0.30 **Magazine** : *Les Arts au soleil*.
- 0.35 **Journal** et *Météo*.

### FR 3

- 20.45 **Téléfilm** : *Je tue il*.
- 22.10 **Journal** et *Météo*.

- 22.30 ▶ **Mardi en France**. Bugatti's Folies.
- 23.25 **Magazine** : *Espace francophone*.
- 23.55 **Musique** : *Carnet de notes*.

### CANAL PLUS

- 20.30 **Cinéma** : *Karaté Kid 3*. □ Film américain de John G. Avildsen (1989).
- 22.15 **Flash d'informations**.
- 22.25 **Cinéma** : *Made in Heaven*. ■ Film américain d'Alan Rudolph (1987) (v.o.).

### LA 5

- 20.45 **Série** : *Desperado*.
- 22.30 **Téléfilm** : *Visions*. Poursuivi par un assassin et par la police.
- 0.00 **Journal** de la nuit.
- 0.10 **Demain se décide aujourd'hui**. Invité : David Henderson, chef du département économie et statistiques de l'OCDE.

### M 6

- 20.35 **Téléfilm** : *Le Trésor des sudistes*. Pendant la guerre de Sécession. Une jeune héroïne passionnée.
- 22.15 **Série** : *Equalizer*.
- 23.05 **Magazine** : *Culture pub*. Comment communiquer la police ? ; Le monde selon zap : les télévisions scandi-

- naves ; La saga des marques : le shampooing Dop.
- 23.30 **Magazine** : *Le Glaive et la Balance*.
- 0.20 **Six minutes d'informations**.
- 0.25 **Musique** : *Boulrock and hard*.

### LA SEPT

- 21.00 **Opéra** : *Le Ring*. De Richard Wagner, par l'Orchestre du Metropolitan Opera de New-York, dir. : James Levine.

### FRANCE-CULTURE

- 20.10 **Le Pays d'ici**. A Conques (Aveyron) et à Neublains (Lozère).
- 21.00 **Ecrire le pays**. Quatrième rencontre des écrivains francophones.
- 22.00 **Un livre, des voix**. *Dévoilé*, de Réjean Ducharme (rediff.).
- 22.40 **Musique** : *Nocturne*.
- 0.05 **Du jour au lendemain**.
- 0.50 **Musique** : *Coda*.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Discothèques privées**. Rolf Lieberman.
- 21.30 **Hallou**.
- 22.00 **Concert** (en direct du Festival de Montpellier) : *Concerto pour piano et orchestre en la mineur op. 114* (Richter) ; Une vie de héros (Richard Strauss).

## Mercredi 31 juillet

### TF 1

- 13.35 **Feuilleton** : *Les Feux de l'amour*.
- 14.25 **Feuilleton** : *Côte Ouest*.
- 15.15 **Série** : *Tribunal*.
- 15.45 **Club** *Dorothée vacances*.
- 17.10 **Série** : *Texas police*.
- 18.05 **Feuilleton** : *Riviera*.
- 18.30 **Jeu** : *Une famille en or*.
- 19.00 **Feuilleton** : *Santa Barbara*.
- 19.20 **Jeu** : *La Roue de la fortune*.
- 19.45 **Divers** : *Le Bébête Show*.
- 19.55 **Tirage** du Loto.
- 20.00 **Journal**, *Tapis vert*, *Météo* et *Loto*.
- 20.45 **Série** : *Marie Perenché*.
- 22.15 **Théâtre** : *Deux hommes dans une valise*. Récit de Peter Yelcham et Donald Churchill, mise en scène de Jean-Luc Moreau, avec Evelyn Grandjean, Darry Cowl, Rolande Kéfé.
- 23.50 **Journal**, *Météo* et *Bourse*.

### A 2

- 13.45 **Feuilleton** : *Falcon Crest*.
- 14.30 **Série** : *Le Retour du Saint*.
- 15.20 **Série** : *Espionne et taise-toi*.
- 16.20 **Série** : *Drôles de dames*.
- 16.45 **Magazine** : *Giga*.
- 18.05 **Jeu** : *Des chiffres et des lettres*.
- 18.33 **Série** : *Maguy*.
- 19.00 **Jeu** : *Question de charme*.
- 19.30 **Feuilleton** : *Des jours et des vies* (3<sup>e</sup> épisode).
- 20.00 **Journal** et *Météo*.
- 20.45 **Jeu** : *Jeux sans frontières*. Thème : les films d'épouvante.
- 22.00 **Divers** : *Rire A 2*. Rire connexion. Avec Pierre Palmade, Didier Gustin, Valéry, Eric Le Roch, Jean-Marie Bigard. *Humour et imitations*.
- 23.00 **Magazine** : *C'était Dim Dam Dom*.
- 23.58 **Journal** et *Météo*.
- 0.15 **Série** : *L'Homme à la valise*.

### FR 3

- 13.30 **Amuse 3 vacances**.
- 14.40 **Série** : *Juridictions et hors-la-loi*.
- 15.30 **Feuilleton** : *La Conquête de l'Ouest*.
- 16.20 **Magazine** : *Objectif Tintin*. Alerte rouge sur la planète bleue : l'environnement et les animaux en danger. Invités : Vincent Rido, d'Océanopolis ; Claude Sastre, du WWF ; Le grand reporter : Alain Bougrain-Dubourg.
- 18.00 **Magazine** : *Une pêche d'enfer*. Invité : Harlem Désir, président de SOS-Racisme.
- 18.30 **Jeu** : *Questions pour un champion*.
- 19.00 **Le 19-20 de l'information**. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.05 **Divers** : *La Classe*.
- 20.45 **Téléfilm** : *Une femme libérée*. Un mère de famille se rebelle.
- 23.05 **Journal** et *Météo*.
- 23.25 **Magazine** : *52<sup>e</sup> Rue*.
- 0.20 **Musique** : *Carnet de notes*. *West Side Story* (Tonight), de Bernstein, par Ketis et Marielle Labèque, pianos.

### CANAL PLUS

- 13.30 **Téléfilm** : *Angoisse sur la ville*.
- 15.05 **Jerry Lewis Show**.
- 15.40 **Téléfilm** : *Le Meurtre de Mary Phagan*.
- 17.35 **Série** : *Sole prof et taise-toi*.
- 18.00 **Canaille peluche**.

### En clair jusqu'à 21.00

- 18.30 **Dessin animé** : *Tiny Toons*.
- 18.50 **Top 50**.
- 19.30 **Flash d'informations**.
- 19.35 **Dessin animé** : *Les Simpson*.
- 20.00 **Les Nuls**... l'émission.
- 20.30 **Cinéma** dans les salles.
- 21.00 **Cinéma** : *Dérapage contrôlé*. ■ Film américain de James William Guercio (1972). Avec Robert Blake, Billy Green Bush, Mitchell Ryan.
- 22.45 **Flash d'informations**.
- 22.55 **Cinéma** : *Flash d'informations*. ■ Film américain de Volker Schlöndorff (1985). Avec Dustin Hoffman, Kate Reid, John Malkovich (v.o.).

### LA CINQ

- 13.20 **Série** : *L'Inspecteur Derrick*.
- 14.25 **Série** : *Sur les lieux du crime*.
- 15.55 **Série** : *200 dollars plus les frais*.
- 16.45 **Youni ! Les vacances.**
- 17.45 **Série** : *Cap danger*.
- 18.15 **Série** : *Shérif, fais-moi peur*.
- 19.05 **Série** : *Kojak*.
- 20.00 **Journal** et *Météo*.
- 20.40 **Journal** des courses.
- 20.45 **Téléfilm** : *Point de non-retour*. Un cameraman disparaît à Madrid.
- 22.30 **Téléfilm** : *La Femme chassée*. La promenade tourne au cauchemar.
- 0.05 **Journal** de la nuit.
- 0.15 **Demain se décide aujourd'hui**. Invité : Didier Kunstinger, directeur général de la banque OBC.
- 0.20 **Magazine** : *Ça vous regarde*. Thème : comment j'ai décroché de la drogue.

### M 6

- 13.40 **Série** : *Dis-donc, papa*.
- 14.05 **Série** : *La Mythomane*.
- 15.40 **Variétés** : *Bleu, blanc, clip*.
- 16.45 **Jeu** : *Hit hit hit* hourra.
- 16.50 **Jeu** : *Zygomusic*.
- 17.20 **Série** : *L'Homme de fer*.
- 18.10 **Série** : *Mission impossible*.
- 19.00 **Série** : *La Petite Maison dans la prairie*.
- 19.54 **Six minutes d'informations**.
- 20.00 **Série** : *Cosby Show*.
- 20.35 **Téléfilm** : *Trois femmes, un été...* *Trois histoires d'amour*.
- 22.15 **Téléfilm** : *Un sale boulot*. *Traffic de résistances* toutes.
- 23.45 **Six minutes d'informations**.
- 23.50 **Sexy Clip**.

### LA SEPT

- 17.00 **Théâtre** : *Les Tu et les Toi ou la parfaite égalité*. Mise en scène de Bernard Sobel.
- 18.00 **Magazine** : *Mégamix*. Spécial funk.
- 19.00 **Documentaire** : *Histoire parallèle*.
- 20.00 **Documentaire** : *Le Corps à l'ouvrage*. 1. Les Pieds dans la tête.
- 21.00 **Documentaire** : *Peace in our Time*.
- 22.40 **Cinéma** : *Les Montagnes de la lune*. ■ Film franco-portugais de Paulo Rocha (1987).

### FRANCE-CULTURE

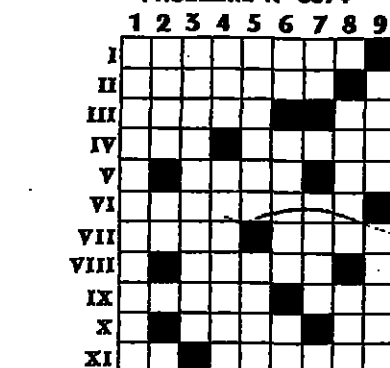
- 20.10 **Le Pays d'ici**. A Conques (Aveyron) et à Neublains (Lozère).
- 21.00 **Ecrire le pays**. Cinquième rencontre des écrivains francophones.
- 22.00 **Un livre, des voix**. *Le Fou de Schéhérazade*, de Laila Schöber (rediff.).
- 22.40 **Musique** : *Nocturne*.
- 0.05 **Du jour au lendemain**.
- 0.50 **Musique** : *Coda*.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Discothèques privées**.
- 21.30 **Concert** (en direct du Festival de Salzbourg) : *Beethoven et Ariane*, de Rousset ; *Gloria pour soprano, chœur et orchestre*, de Poulenc ; *Nugues*, *Films*, *Sirènes*, de Debussy ; *La Valse*, de Ravel, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. Georges Prêtre ; sol. : Barbara Hendricks, soprano.
- 23.22 **Nuit persane** en Avignon.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5574



### HORIZONTALEMENT

- 1. Idéale pour bien embrasser. — II. Il lui faut du temps pour faire changer les choses. — III. Fini par se faire beaucoup de mal. N'agit jamais à la hâte. — IV. Possessif. Offre à certains maintes occasions de faire une « touche ». — V. Portent des balles. Préposition. — VI. Sources d'évaluation. — VII. Est bon pour des bonbons. Cité hongroise. — VIII. Fait « gagner ». — IX. Y aller par quatre chemins. Fait la pluie mais pas le beau temps ! — X. Crée des oppositions. Réflectif. — XI. Brut. Peut éliminer des favoris.

### VERTICALEMENT

- 1. De quoi se donner de l'air. — 2. Fait un tour. Préfixe. — 3. S'immergent à des affaires de taille. — 4. Grand fumier. A beaucoup lutté contre le mal. — 5. Le meilleur ami d'un capitaine. S'est fait un prénom dans le chœur. — 6. On la fit changer. Matière à travailler. Ne permet pas de conclure. — 7. Pronom. Fit des ronds dans l'eau. — 8. S'étend sur le lit. Est parfois petit. — 9. Susceptible de plaisir. Faire les cent coups.

Solution du problème n° 5573

- Horizontalement : I. Ministres. — II. Agences. — III. Comu. — IV. Ere. Loins. — V. Apis. — VI. Osa. Tessed. — VII. Intrusion. — VIII. Noter. Ors. — IX. Ebène. Né. — X. La. Lu. — XI. Semeur.

- Verticalement : 1. Macédoines. — 2. Igor. Snob. — 3. Néré. Atzél. — 4. Inn. Renom. — 5. Sculpture. — 6. Té. Oes. Nu. — 7. Rémission. — 8. Es. Toril. — 9. Ascenseur.

GUY BROUTY

## LE PLAISIR DE SORTIR, MODE D'EMPLOI

Le Monde

ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI  
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

هنا من النقص

La préparation d'une conférence de paix sur le Proche-Orient

## Malgré la prudence de Washington Moscou et Jérusalem sont optimistes

Israël a indiqué lundi 29 juillet - à la veille du sommet soviéto-américain de Moscou - que la prochaine visite à Jérusalem du secrétaire d'Etat américain James Baker devrait permettre de régler les derniers problèmes avant la convocation d'une conférence de paix au Proche-Orient. Même optimisme à Moscou, où le chef de la diplomatie soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh, a déclaré que la conférence de paix devrait « se tenir avant la fin de l'année », ajoutant : « C'est le meilleur moment ». M. Baker s'est montré plus réservé : « L'occasion est proche, mais il faut voir encore si elle existe vraiment ou s'il y a encore quelque chose à régler », a-t-il dit.

M. George Bush, pour sa part, interrogé dans son avion présidentiel, alors qu'il se rendait à Moscou, sur un prochain retour de M. Baker au Proche-Orient, a répondu : « Je n'envisage pas cela. M. Baker n'a pas dans l'intention de venir à Moscou », a-t-il dit.

Le chef de la diplomatie israélienne, a déclaré, avant son départ pour l'Égypte lundi matin, que M. Baker se rendrait à nouveau en Israël « dans les prochains jours » pour clarifier certaines questions issues de sa réponse lors de sa dernière mission de paix dans la région.

### La construction d'une « grande ville »

M. Bush a par ailleurs répété qu'il n'avait pas encore reçu de réponse d'Israël. Il n'a pas voulu dire si des invitations formelles à cette conférence seraient faites par lui-même et par M. Gorbatchev lors de leur sommet de Moscou mardi et mercredi, ajoutant qu'il allait examiner cette question avec son homologue soviétique.

Le premier ministre israélien, M. Shamir, a affirmé lundi que son pays n'avait pas l'intention de « vivre

éternellement le sabre au clair ». Il a ajouté qu'il choisirait « la voie royale » qui est celle du « renouveau d'Israël », sans préciser en quoi cette voie consistait.

Pour sa part, le ministre israélien de l'habitat, M. Ariel Sharon, a annoncé lundi la construction d'une « grande ville » des deux côtés de la « ligne verte » qui sépare - avant la guerre des Six Jours - Israël de la Cisjordanie. Il a ajouté, devant des entrepreneurs, que son ministère avait entamé les travaux d'infrastructure. Cette ville - qui portera le nom d'Avnei Hefetz - sera érigée près de Tularem, au nord de la Cisjordanie. Elle fait partie d'un plan de construction de localités israéliennes tout le long de la « ligne verte ». M. Sharon a indiqué également que la moitié des nouvelles constructions au cours des prochaines années auront pour site la « ligne verte », la Cisjordanie et Jérusalem.

Cette déclaration intervient quelques heures après l'appel lancé lundi 29 juillet, les concessions faites la veille par le président Didier Ratsiraka, qui avait fait libérer les quatre membres du gouvernement transitoire enlevés au cours des derniers jours, dont le « premier ministre », M. Albert Zafy, et s'est engagée à continuer sa campagne de contestation commencée il y a sept semaines. Pour sa part, la France, dans un communiqué du Quai d'Orsay, « se réjouit des propositions de dialogue » du chef de l'Etat malgache et « espère qu'un consensus pourra être trouvé avec toutes les composantes de la nation ».

A Madagascar après le discours du président Ratsiraka

### « On le tient, il va lâcher... »

L'opposition a rejeté, lundi 29 juillet, les concessions faites la veille par le président Didier Ratsiraka, qui avait fait libérer les quatre membres du gouvernement transitoire enlevés au cours des derniers jours, dont le « premier ministre », M. Albert Zafy, et s'est engagée à continuer sa campagne de contestation commencée il y a sept semaines. Pour sa part, la France, dans un communiqué du Quai d'Orsay, « se réjouit des propositions de dialogue » du chef de l'Etat malgache et « espère qu'un consensus pourra être trouvé avec toutes les composantes de la nation ».

#### TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Abandonné par ses ravis- seurs dans une rue obscure de « Tana », un bandeau sur les yeux, M. Jean-Jacques Rakotonirina, président du Mouvement démocrate-chrétien, a été recueilli, lundi soir, par les gardiens de l'hôtel Colbert. Lui aussi bénéficiaire de la mesure de clémence en faveur des personnalités de l'opposition annoncée quelques heures plus tôt par les autorités, mesure qui annule les mandats d'arrêt lancés contre les responsables du Comité des forces vives. Visiblement épuisé, il raconte, d'une voix faible, sa séquestration pendant sept jours « dans une cabane, assis toute la journée sur le bord du lit, les yeux bandés, peinant de froid et de faim, nourri d'un peu de riz et de manioc apportés par des gardiens cagoulés et muets ».

Enlevé quelques heures après sa « prise de fonction » au ministère de l'Industrie et des Mines, il a eu moins de chance que les trois autres « ministres bis », qui ont été hébergés dans les locaux d'une caserne de gendarmerie où ils disposaient de quelque confort. « Plus déterminé que jamais », M. Rakotonirina envisageait de retourner, avec ses compagnons d'infortune, sur la place du 13-Mai-1972, haut-lieu de la contestation depuis cinquante jours. Mais il s'inquiète du sort du secrétaire général de son parti, M. Lims Rakotoson, probablement enlevé lui aussi.

### « Un homme sur la défensive »

Le magistrat Jonarivelo, « ministre bis » des postes et télécommunications, n'avait pas eu le temps d'emporter, au moment de son arrestation, quelques capsules d'insuline pour soigner son diabète et il a donc achevé sa détention à l'hôpital militaire de Tananarive. A son avis, la volonté de conciliation exprimée par le président Ratsiraka dimanche n'est qu'un « signe de faiblesse de la part d'un homme sur la défensive », qui aurait dû lancer sa proposition de gouvernement d'union nationale il y a un an déjà, lorsque l'opposition le lui demandait.

« Aujourd'hui, il n'y a plus d'alternative » conclut-il, se fai-

sant l'écho du ton général des orateurs de la place du 13-Mai. L'ambiance dans ces mots optimistes d'un étudiant qui - comme beaucoup d'autres - avait, à l'appel du Comité des forces vives, refusé de passer son bac sous le présent régime : « On le tient. Il va lâcher ».

A la tribune, M<sup>me</sup> Thérèse Zafy, petite femme énergique, épouse du premier ministre de transition, incarne cette détermination depuis l'arrestation de son mari. Elle galvanise la foule par son discours, qui n'a pourtant rien de celui d'une passionaria : « Mon mari n'a pas eu peur lorsqu'ils sont venus l'arrêter, et vous non plus vous ne craignez rien », ajoutant qu'elle avait oublié de « mettre des chaussettes dans son bagage ».

« Paris Mache Ratsiraka » : une nouvelle banderole faisant référence à un titre de la presse parisienne avait fait son apparition, lundi, sur la place. Les messages des orateurs étaient sans équivoque : « Nous lutterons jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à son départ ».

### « Il doit laisser son fauteuil... »

Le pasteur Richard Andriananjato, porte-parole du Comité des forces vives, s'étonnait que le président, qui « dit écouter la voix de son peuple n'ait pas encore compris qu'il doit laisser son fauteuil ». Quant aux effets dévastateurs de la grève sur l'économie, il en rejetait la responsabilité sur le gouvernement, qui « empêche nos ministres de remettre le pays en route, bloque ainsi le système économique ».

Le général Jean Rakotonirina, « chef de l'Etat bis », résumait, dans son intervention, l'impression générale : « Le discours du président vient trop tard ». Un manifestant ajoutait : « En se montrant conciliant après une attitude arrogante pendant deux mois, le chef de l'Etat montre qu'il perd du terrain ».

Espoir de reprise du dialogue : le titre de « une » du Journal de Madagascar sur le « référendum rassembleur » était déjà dépassé à la mi-journée. Il semble que l'opposition soit, de nouveau, unie avec le retour, place du 13-Mai, après une semaine d'absence, du chef du MFM, qui s'était solidarisé du « forcing » engagé par les « durs » du Comité des forces vives. M. Manendry Rakotonirina, qui prônait la continuation du dialogue avec le président, a gagné la tribune sous les sifflets de la foule. Lundi, les manifestants, revigorés, ne voulaient croire qu'en leur victoire, sans chercher à savoir quand et comment le pouvoir finirait par céder.

JEAN HÉLÈNE

Selon Amnesty International

## Les Palestiniens des territoires occupés ont « très peu de chances » de bénéficier de procès équitables

Les Palestiniens ont « très peu de chances » de bénéficier de procès équitables devant les tribunaux militaires israéliens dans les territoires occupés, en raison des « vices de forme » du système judiciaire, affirme Amnesty International dans un rapport publié mardi 30 juillet à Londres.

Selon l'organisation de défense des droits de l'homme, les suspects sont systématiquement victimes de tortures et de mauvais traitements pendant les interrogatoires. Amnesty est « sérieusement préoccupée » par l'ensemble de la procédure judiciaire - de l'arrestation

arbitraire des suspects jusqu'à la fin de leur procès - en vertu de laquelle des milliers de civils palestiniens sont jugés chaque année. Le rapport affirme que les personnes interpellées sont détenues au secret pendant de longues périodes après leur arrestation. Leurs avocats et leurs familles ne sont souvent pas autorisés à les voir pendant cette période et bien au-delà, selon le rapport.

« Il existe clairement des cas de tortures et de sévices en Israël et dans les territoires occupés. Les prisonniers sont particulièrement vulnérables à de tels traitements lors-

qu'ils sont coupés du monde extérieur », affirme Amnesty. Les détenus sont privés de nourriture et de sommeil, fréquemment battus, en particulier sur les organes génitaux, et emprisonnés dans des cellules minuscules, sombres et glacées, que les prisonniers surnomment « cercueil » ou « réfrigérateur ».

Amnesty appelle le gouvernement israélien à introduire d'urgence des mesures de sauvegarde contre la torture et les sévices en prison et à garantir l'équité des procès des prisonniers palestiniens. - (AFP)

Après un attentat à Amal

### Représailles israéliennes au Liban sud

Trois miliciens pro-israéliens de l'Armée du Liban sud ont été tués, lundi 29 juillet, par l'explosion d'une charge télécommandée de forte puissance. Cette attaque a été revendiquée, à Beyrouth, par le mouvement chiite Amal, pro-syrien. Aussitôt, plusieurs villages, sous le contrôle d'Amal ou du Hezbollah pro-iranien et situés hors de la « zone de sécurité » créée par Israël, ont été la cible de bombardements faisant cinq morts et douze blessés, ainsi que de considérables dégâts dans les habitations, a indiqué la police.

Dans les territoires occupés, un jeune Palestinien a été tué lundi par des tirs de soldats israéliens lors de la dispersion d'une manifestation, à Silwad, en Cisjordanie occupée. A Jérusalem, un jeune Palestinien a été « lapidé et agressé à l'arme blanche par trois Juifs », selon la radio israélienne. Un colon juif a aussi été blessé mardi d'un coup de couteau donné par un Palestinien, à Hébron. - (Reuters, AFP)

A Bruxelles

## Nouvel échec des négociations sur un espace économique européen

Les douze pays de la CEE et les sept de l'Association européenne de libre échange (AELE) ont subi un nouvel échec dans leur tentative de créer un espace économique commun, lundi 29 juillet, à Bruxelles. Malgré plusieurs heures de négociations, la CEE et l'AELE (composée de la Suisse, l'Autriche, la Suède, la Finlande, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein) n'ont pas pu avancer sur les trois dossiers les plus sensibles de cette négociation : le libre accès pour les pays maritimes de

l'AELE au marché des produits de la pêche de la CEE, l'aide financière des pays de l'AELE aux régions de la Communauté en retard, et les modalités de traversée de l'Autriche et de la Suisse par les poids-lourds de la CEE. Le vice-président de la Commission européenne, M. Frans Andriessen a affirmé à la presse qu'il n'y avait « plus d'échance » pour boucler ces négociations, entamées en juillet 1989, et qui devaient aboutir d'abord en juin dernier, puis fin juillet. - (AFP)

ALLEMAGNE : Des sympathisants de la RAF incendient un entrepôt de Renault. - Des sympathisants du groupe terroriste allemand d'extrême gauche Fraction armée rouge (RAF) ont incendié, lundi 29 juillet, un entrepôt de Cologne. L'incendie a causé environ 1 million de DM de dégâts. Une

lettre signée par un « groupe pour un mouvement révolutionnaire fort » et trouvée sur les lieux de l'attentat demandait la libération des membres emprisonnés de la RAF. Le porte-parole du parquet fédéral, M. Frenzel, a estimé que les auteurs ont agi par solidarité avec les terroristes du groupe français Action directe emprisonnés en France. - (AFP)

### L'ESSENTIEL

#### VOYAGE AVEC COLOMB

2. Gènes, ville cruelle ..... 2

#### ÉTRANGER

##### Les Douze

et la crise yougoslave  
La CEE propose d'étendre à la Croatie les tâches de la mission d'observation ..... 3

#### SOCIÉTÉ

##### Fausse facture dans l'immobilier

Soixante inculpés - dont deux PDG - en correctionnelle ..... 9

##### Mort

du général de Castries  
Le défenseur du camp de Dien-Bien-Phu ..... 20

#### CULTURE

##### Eddy Mitchell à Fréjus

Hommage à la division Daguet 10

##### « Turandot » de Busoni à Montpellier

La kaléidoscope sonore d'un compositeur singulier ..... 10

#### SCIENCE • MÉDECINE

• Les traitements incertains du sida • La planète des songes • Les enfants et le divorce • Houles et vents miniatures ..... 11 et 12

#### ÉCONOMIE

##### De nouveaux crédits pour l'Algérie

M. Bérégovoy en visite à Alger 14

##### Le différend maritime franco-canadien

Les ministres des deux pays s'affrontent au tribunal arbitral de New-York ..... 14

##### Démission du ministre polonais de l'industrie

L'affaire Ursus : relance le débat sur les privatisations ... 15

#### COMMUNICATION

La rupture Carat-Eurocom  
Le groupe Carat affiche une « sérénité active » ..... 20

#### Services

Abonnements ..... 12

Admissions aux grandes écoles ..... 20

Annouces classées ..... 16-17

Cartes ..... 18-19

Marchés financiers ..... 21

Météorologie ..... 21

Mots croisés ..... 21

Radio-Télévision ..... 21

Spectacles ..... 13

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 30 juillet 1991 a été tiré à 474 066 exemplaires.

OUVERT Juillet et Août  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
à partir de 2 490 F  
PANTALONS 830 F VESTONS 1 690 F  
3 000 tissus  
Luxueuses draperies  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VÊTES  
COSTUMES D'ÉTÉ  
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
LEGRAND Tailleur  
27, rue du 4-Septembre, Paris Opéra  
Téléphone : 47 42 70 81  
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

هنا من النحل